BV. L. 19.312/2.

- 1 -
30-01-1990
Vandermeulebroecke
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 8 août 1989, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative aux opérations financières et aux marchés financiers" (Livre Ier - Les marchés secondaires en valeurs mobilières et en autres instruments financiers), et en ayant délibéré en ses séances des 9 octobre, 16 octobre, 23 octobre, 30 octobre, 6 novembre, 9 novembre, 13 novembre, 20 novembre, 23 novembre, 30 novembre, 4 décembre, 18 décembre 1989, a donné le 21 décembre 1989 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 augustus 1989 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de financiele transacties en de financiele markten" (Boek I - De secundaire markten van effecten en andere financiële instrumenten), heeft zich daarover beraden ter vergadering van 9 oktober, 16 oktober, 23 oktober, 30 oktober, 6 november, 9 november, 13 november, 20 november, 23 november, 30 november, 4 december, 18 december 1989, en op 21 december 1989 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

La loi en projet s'articule autour de quelques idées de base : la réduction du rôle des agents de change, l'entrée sur les marchés financiers de nouveaux intermédiaires, principalement les banques et leurs filiales, l'attribution à la Commission bancaire de pouvoirs actuellement exercés par d'autres autorités, le développement de la surveillance et du contrôle sur les personnes physiques et morales qui concourent à l'activité d'intermédiaire dans la négociation des valeurs mobilières.

I. L'ORGANISATION DES MARCHES FINANCIERS.

Alors qu'aujourd'hui l'organisation de la bourse est assurée, sous le contrôle du Gouvernement, par la commission de la bourse, organe corporatif élu par les agents de change au suffrage égalitaire, la bourse sera désormais dirigée, selon le projet de loi, par une société ayant forme coopérative - dénommée société de la bourse de valeurs mobilières - et groupant uniquement des personnes morales, les sociétés de bourse, qui devraient être désormais les intermédiaires que sont maintenant les agents de change.

La possibilité pour ces sociétés de bourse de souscrire un nombre variable de parts de la société coopérative, comme le prévoit l'article 5 du projet, permet de penser que la société coopérative fonctionnera davantage comme une société de capitaux que comme une société de personnes. Ces sociétés de bourse pourraient donc y avoir une influence proportionnelle à leur participation.

.../...

Les limites de ces participations devraient être réglées dans le texte même de la loi en projet, plutôt que dans les statuts de la société. Car l'importance de ces participations peut avoir un effet sur la formation des organes de la société et principalement du conseil d'administration. Or, ce dernier, sur lequel l'article 7 du projet reporte l'ancienne appellation de commission de la bourse, exercera des pouvoirs dépassant de beaucoup les besoins propres de la gestion sociale. C'est d'ailleurs pourquoi la société coopérative, organisatrice de la bourse, est, aux termes de l'article 4 du projet, une personne morale de droit public.

En raison donc du caractère d'autorité de droit public que valent à la commission de la bourse les nouveaux pouvoirs dont la dote le projet, le mode d'élection de celle-ci par l'assemblée générale des sociétés de bourse devrait être déterminé par la loi, comme le Code de commerce le fait pour la commission de la bourse dans sa configuration actuelle. Il est essentiel que le législateur fasse choix entre, d'une part, une élection où chaque membre dispose d'une voix - comme le prévoit l'article 146, alinéa 1er, 4°, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales - et, d'autre part, une élection où la puissance de vote de chaque membre se mesure au nombre de parts souscrites.

Le nombre des membres de la commission de la bourse ainsi que la durée des mandats, doivent être aussi fixés par la loi, comme le font actuellement les articles 91 et 92 du Livre Ier, titre V, du Code de commerce.

.../...

Par ailleurs, il y a lieu d'observer que, selon les dispositions en projet, analysées à la lumière de la jurisprudence actuelle admettant la présence de personnes morales au sein d'un conseil d'administration, la commission de la bourse, qui n'est, selon le projet, rien d'autre que le conseil d'administration d'une société à forme commerciale, pourrait être composée soit de personnes physiques, soit de personnes morales représentées par des personnes physiques.

II. LES AGENTS DE CHANGE.

Antérieurement à la loi du 30 décembre 1867, les agents de change étaient des officiers ministériels et leurs bordereaux avaient valeur d'actes authentiques (Pandectes belges, v° Bourse de commerce, n° 41).

Actuellement, la corporation (1) des agents de change est organisée selon le mode démocratique propre aux ordres professionnels (notaires, avocats, médecins, architectes, pharmaciens).

Comme ces autres professions, celle d'agent de change jouit d'un monopole, celui d'intervenir à titre professionnel dans les transactions sur valeurs mobilières.

L'organe chargé de la discipline, la commission de la bourse, est élu au suffrage égalitaire de tous les membres de la corporation, chacun disposant d'une voix, quelle que soit l'importance de sa maison ou des affaires qu'il traite (article 91 du titre V).

.../...

(1) C'est improprement que, dans le livre Ier, titre V, du Code de commerce, la corporation des agents de change a été qualifiée d'association.

Les avoirs de la corporation sont principalement alimentés par une partie du droit complémentaire (anciennement dénommé droit de cote) perçu sur toutes les opérations enregistrées en bourse. Les agents de change n'ont aucun droit sur ces avoirs. Lorsqu'ils quittent "l'association", ils ne reçoivent aucune part.

Le projet de loi entend faire disparaître cette structure corporative. Il privilégie l'aspect fonctionnel et commercial des marchés financiers au détriment de l'organisation institutionnelle de la profession d'agent de change.

1. La qualité et le titre d'agent de change.

Si le projet interdit à une personne physique, fût-elle agent de change, d'exercer encore la profession d' intermédiaire qui est la sienne, le titre d'agent de change n'en continuera pas moins d'exister et pourra, à l'avenir, être attribuée à de nouveaux candidats qui se seront soumis aux épreuves et au stage prévus par la loi.

Pour ce qui est des épreuves, la loi en projet devrait préciser comment est composé le jury devant lequel est présenté l'examen professionnel visé par l'article 26, § 1er, 3°, par exemple, en s'inspirant de l'article 71, alinéa 1er, du Livre Ier, titre V, du Code de commerce.

.../...

Les personnes qui auront réussi les épreuves et accompli leur stage seront, comme actuellement, inscrites au tableau des agents de change (article 9, § 1er, alinéa 1er, 7°, du projet). Leur titre continuera d'être protégé.

Le port du titre d'agent de change par une personne non qualifiée, même s'il n'a pas lieu publiquement, sera puni d'une peine pouvant atteindre un an d'emprisonnement (articles 26, § 2, et 47, § 1er, 1°, du projet), alors que, à titre de comparaison, quiconque, sans droit, se sera publiquement attribué le titre ou le grade appartenant à des personnes participant à l'exercice d'un pouvoir public ou exerçant une fonction publique, civile ou militaire sera puni d'une amende de 200 à 1000 francs; il en est de même du port du titre d'avocat (articles 227bis et 227ter du Code pénal).

La circonstance que le port irrégulier du titre d'agent de change doit avoir lieu publiquement pour être punissable, devrait être mentionnée expressément, comme c'est le cas dans les dispositions du Code pénal.

2. Le statut de l'agent de change.

Selon le fonctionnaire délégué, les agents de change formant le conseil de direction d'une société de bourse pourraient être engagés sous les liens d'un contrat

.../...

d'emploi. Il appartient au Parlement d'apprécier si cette situation de subordination se concilie avec la nécessaire liberté qu'exige la fonction de conseiller financier, d'autant plus que, dans l'état actuel du droit, une telle subordination est interdite par l'article 74, alinéa 2, du Livre Ier, titre V, du Code de commerce.

Selon l'exposé des motifs (page 6), le Gouvernement considère que le nombre des agents de change ainsi que le nombre des maisons d'agents de change sont trop grands.

Compte tenu des charges nouvelles qu'ils devront supporter dans l'exercice de leur activité professionnelle, tels par exemple l'apport d'un capital, l'intervention d'un commissaire reviseur, et, en général, l'accroissement de leurs frais généraux, il est à craindre qu' un certain nombre d'agents soient obligés de renoncer à l'exercice de leur profession. Il appartient au Gouvernement et au Parlement d'apprécier de quelle manière il convient de faire face à cette situation, eu égard notamment aux indemnisations que les agents de change seraient tenus de payer à leur personnel en raison de la cessation de leur activité.

3. La discipline de l'agent de change.

a) Organe disciplinaire.

Dans l'état actuel du droit, les agents de change sont soumis à une discipline exercée par l'organe qu'ils élisent (article 94 du titre V).

Le principal problème que pose la loi en projet est celui de la détermination de l'autorité exerçant l'action disciplinaire.

.../...

Le projet confie cette mission au conseil d'administration de la société coopérative de la bourse que l'article 7 appelle commission de la bourse.

Ce conseil d'administration est élu par les membres de la coopérative, lesquels ne peuvent être que des sociétés de bourse. Aucune disposition du projet ne prévoit que les membres de ce conseil d'administration doivent être des agents de change. Comme les sociétés de bourse, seuls membres de la coopérative, pourront avoir comme associé toute espèce de personne physique ou morale (article 22, alinéa 1er, 7°) ou pourront être, après le 31 décembre 1990, la propriété à 100 pour cent de banques ou de compagnies d'assurances, on peut s'attendre à ce que ce conseil d'administration ne comprenne que peu d'agents de change. Les postes d'administrateurs pourraient même être conférés à des sociétés de bourse en tant que telles, comme il a été dit précédemment.

Ce conseil d'administration ainsi composé ne peut évidemment exercer l'action disciplinaire sur les agents de change, même s'il hérite de la dénomination de "Commission de la bourse". Ce conseil est, en réalité, un organe assurant le fonctionnement des marchés boursiers.

Il est de l'essence du droit disciplinaire d'une profession que l'organe chargé de juger les manquements à la déontologie et de les sanctionner soit composé de membres de la profession et de magistrats professionnels, à l'exclusion de toutes personnes étrangères à la profession concernée. Un tel organe peut être considéré comme un tribunal au sens de l'article 6 de la Convention européenne

.../...

de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales s'il est indépendant du pouvoir exécutif, s'il offre les garanties d'une procédure judiciaire telles que celles énoncées dans l'article 6 précité, si les mandats des membres ont une certaine durée et s'il a le pouvoir de dire que des règles juridiques ont été méconnues (1).

La modification de structure imposée par le projet postule la création d'un conseil professionnel élu par les agents de change répondant aux critères énoncés ci-dessus. Devraient être reproduites dans le projet, moyennant adaptation, les règles énoncées dans les articles 91, 92, 93, 1°, 2° et 4°, et l'article 94 du titre V.

A cet organe disciplinaire, doivent être confiées les attributions énoncées dans l'article 9, § 1er, alinéa 1er, du projet, au 4°, dans la mesure où il peut impliquer une peine disciplinaire, ainsi qu'aux 7°, 8° et 9° (voir observations particulières sous l'article 9 du projet).

La création de cet organe serait en harmonie avec les attributions confiées à la commission d'appel prévue à l'article 12.

C'est à cet organe disciplinaire que devrait aussi revenir la mission de conférer le titre d'agent de change honoraire plutôt qu'à la commission de la bourse.

Par ailleurs, l'emploi des langues en matière disciplinaire doit être réglé dans le projet afin de permettre à l'intéressé de s'exprimer dans la langue de son choix et d'être compris par les membres de cet organe.

.../...

(1) Cour européenne des droits de l'homme, arrêt RINGEISEN, 16 juillet 1971; arrêt LECOMPTE et autres, 23 juin 1981; arrêt VAN DROOGENBROECK, 24 juin 1982; voyez aussi P. LAMBERT : "La Convention européenne des droits de l'homme et le droit disciplinaire", J.T. 1988, pp. 53 à 58.

b) Procédures et peines disciplinaires.

Le texte actuel de l'article 94 du titre V prévoit, outre les peines, la procédure de saisine de l'autorité disciplinaire, les garanties pour la personne poursuivie disciplinairement, le quorum nécessaire aux décisions et l'effet de celles-ci.

Le projet est à cet égard trop succinct. Il prévoit en son article 9, § 1er, alinéa 1er, 7°, la suspension et la radiation des agents de change et renvoie pour les cas et les formes de l'action disciplinaire au texte du règlement de la bourse qui sera arrêté ultérieurement. La loi ne règlerait donc plus la matière, alors qu'elle le faisait antérieurement.

La procédure et les peines disciplinaires doivent être organisées, comme par le passé, par la loi (1).

4. Les dérogations aux incompatibilités et aux prohibitions.

L'article 28 de la loi en projet interdit aux agents de change exerçant une fonction comportant participation à la gestion courante d'une société de bourse de prendre part à la gestion courante d'une autre société

.../...

(1) On peut utilement comparer les dispositions actuelles en matière de discipline des agents de change avec les articles 456 à 471 du Code judiciaire qui organisent la discipline des avocats.

commerciale ou à forme commerciale. L'article 29 de la même loi en projet interdit aux gérants, administrateurs et directeurs d'une société de bourse de recevoir des prêts ou crédits des sociétés de bourse où ils exercent leurs fonctions.

Les articles précités permettent toutefois à la Commission bancaire et financière d'accorder des dérogations (1).

Mais, alors que le législateur mentionne généralement lui-même les conditions dans lesquelles il peut être dérogé à la règle qu'il formule (voyez, par exemple, l'article 38 en projet) lesdits articles restent en défaut d'énoncer les conditions auxquelles les dérogations peuvent être octroyées (1).

Il appartient au Parlement d'apprécier si les articles 28 et 29 conservent encore quelque contenu quand la possibilité est donnée à la Commission bancaire et financière de déroger aux interdictions et que ne se trouvent pas indiquées, ne fût-ce que des conditions objectives minimales encadrant l'usage que la commission devra faire du pouvoir qui lui est ainsi accordé.

.../...

(1) Voyez cependant l'observation particulière 2 sous l'article 28.

Si, toutefois, le Parlement estimait que la Commission bancaire et financière doit disposer d'un pouvoir discrétionnaire d'accorder des dérogations, du moins la sauvegarde minimale du principe d'égalité doit-elle conduire à obliger cette commission à motiver ses décisions qui devraient être ensuite publiées. Il serait du reste incompréhensible que les dérogations à l'article 35 doivent "évidemment être motivées et rendues publiques" - ainsi que le précise le commentaire mais non le texte de l'article 35 - quand celles faites aux articles 28 et 29 n'auraient pas à l'être.

La même observation vaut pour les articles 35 et 36.

III. LES DISPOSITIONS REPRESSIVES.

1. Infractions et peines.

L'article 20bis, § 4, érige en infraction pénale tout manquement aux articles 16, 17, 18 et 19 du projet ainsi qu'aux dispositions prises en application de l'article 20.

L'article 47, § 1er, 1° et 2°, punit de peines pouvant atteindre un an d'emprisonnement ceux qui contreviennent aux articles 22, 26, § 2, 32 et 34, § 1er, ainsi que les gérants, administrateurs et directeurs qui contreviennent aux articles 24, 25, 29, 35, 36 et 37.

.../...

Ainsi, ces deux dispositions suffisent pour renforcer par une sanction pénale quinze articles de la loi en projet. Bien qu'une méthode aussi expéditive ne soit pas sans exemple, les inconvénients qu'elle présente sont si graves qu'il faut l'exclure.

En effet, frapper d'une peine toute méconnaissance de la moindre règle des articles cités élargit de façon excessive le champ de la répression et conduit à permettre d'infliger, dans certains cas, des peines sans proportion avec la gravité des faits délictueux.

Ainsi, il n'est pas indiqué de punir de la même peine l'envoi tardif de l'avis prévu par l'article 17, alinéa 3, infraction pénale qui peut être mise à charge d'un employé de la société de bourse, et la vente hors bourse d'un paquet d'actions cotées à terme pour un montant inférieur aux 30 millions requis par le projet (article 16).

De même, il ne convient pas de prévoir indifféremment une peine d'emprisonnement pouvant atteindre un an pour des infractions aussi différentes que :

a) la délégation par le conseil d'administration au comité de direction, du pouvoir de déterminer "la politique générale" de la société de bourse (article 24);

b) l'octroi, par la commission de la bourse, du titre d'agent de change honoraire à une personne qui n'aurait que 24 ans d'activité (dans ce cas, ce sont les membres de la commission qui sont punissables; voyez article 26, § 2);

c) l'exécution en bourse, par le gérant d'une société de bourse, d'un ordre donné par un client, sans que l'agent de change ait exercé son pouvoir de direction (article 25);

d) le port du titre d'agent de change, même s'il n'est pas public.

Par le système de référence globale que le projet utilise, le législateur reste en défaut de déterminer chacun des éléments constitutifs de chaque infraction et d'en indiquer la gravité. Or, l'article 9 de la Constitution, en réservant au législateur le soin de fixer l'échelle des peines, lui impose d'exercer son pouvoir aussi attentivement que possible.

Il convient donc, pour se conformer à cette règle constitutionnelle, que le législateur fasse lui-même la description des faits délictueux en les envisageant comme tels, et qu'il énonce notamment si le caractère frauduleux est ou non requis. Pour revoir les dispositions répressives en projet, le Gouvernement pourrait s'inspirer de l'exemple qu'offrent les articles 200 à 210 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

C'est seulement en procédant de la sorte que le législateur donnera au juge les éléments propres à lui permettre d'exercer son action avec le discernement nécessaire pour équilibrer la gravité du délit et la peine ainsi que pour personnaliser celle-ci.

.../...

2. Règles relatives à la récidive.

L'article 20bis, § 5, porte qu'en cas de récidive, dans les cinq ans d'une condamnation du chef d'une infraction aux dispositions pénales en projet, les peines peuvent être doublées.

Suivant l'article 55 du projet, le Roi peut prévoir des sanctions pénales en cas de violation des dispositions prises en vertu du chapitre IV, titre Ier, de la loi en projet, "sans préjudice de doublement en cas de récidive".

Les dispositions précitées dérogent aux règles énoncées dans le Livre Ier du Code pénal en cas de récidive en ce que l'article 20bis ne précise pas que la condamnation antérieure doit être d'un an au moins et en ce que l'article 55 ne mentionne ni l'importance de la peine antérieure, ni le délai dans lequel la nouvelle infraction doit avoir été commise.

L'exposé des motifs ne contient aucune explication pouvant motiver de telles dérogations. De plus, le deuxième alinéa de l'article 20bis, § 5, rappelle que les dispositions du Livre Ier du Code pénal - et notamment celles du chapitre V relatif à la récidive - sont applicables aux infractions punies en vertu de l'article 20bis du projet et est ainsi en contradiction avec le premier alinéa du paragraphe 5 du même article.

.../...

Il faut omettre les articles 20bis, § 5, alinéa 1er, et 55 en tant qu'ils contiennent des dérogations au droit commun. Il n'en serait autrement que si les dérogations étaient justifiées dans l'exposé des motifs, mais on n'aperçoit aucune raison objective pour punir plus sévèrement les personnes visées dans les deux articles précités que les autres délinquants; si le texte de l'article 20, § 5, était maintenu, il faudrait en adapter l'alinéa 2 (1).

3. Interdiction professionnelle.

Selon l'article 27, alinéa 1er, du projet, les fonctions d'associé indéfiniment responsable, de gérant, d'administrateur ou de directeur d'une société de bourse ne peuvent être exercées par des personnes tombant sous l'application de l'article 7, § 2, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 ou qui ont été condamnées pour une infraction aux articles 20bis et 47 de la présente loi.

Par la référence à l'article 7, § 2, de l'arrêté royal n° 185 modifié par la loi du 17 juillet 1985, le projet vise les condamnations encourues en raison d'infractions reprises dans une liste figurant à l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 ainsi qu'en raison d'une infraction à une autre série de dispositions pénales diverses, figurant dans cet article 7, § 2, et relevant des matières financières.

.../...

(1) Voyez également les observations particulières sous l'article 20bis en projet.

Le projet ajoute à ces deux listes un groupe de 25 infractions sans laisser subsister la distinction que fait l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 entre les peines légères et les peines sérieuses, ces dernières étant les seules à entraîner une interdiction professionnelle.

Au contraire, le projet prévoit que toute condamnation à une infraction à la loi en projet emporte l'interdiction définitive d'exercer la profession d'intermédiaire en bourse, sans limite de temps.

Cette interdiction constituerait non pas une peine, mais une incapacité civile comme celle qui est prévue par l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 et qui, selon le rapport au Roi, repose sur le fait qu'il "convient d'interdire que l'administration des sociétés commerciales, leur surveillance et leur gestion soient confiées à des personnes indignes, d'une improbité manifeste" ... ainsi que sur la constatation que "les condamnations énumérées à l'article 1er du projet ne sont prononcées que pour des faits incompatibles avec l'honnêteté la plus élémentaire" (1).

La généralisation et l'automaticité de l'interdiction professionnelle définitive déconcertent par leur rigueur.

Il n'y a pas de raison objective - l'exposé des motifs n'en énonce pas - pour appliquer aux agents de change un régime plus sévère que celui qui est prévu pour les personnes visées dans l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934. Cette sévérité se justifie d'autant moins que, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, les sanctions pénales prévues par la loi en projet ne sont pas proportionnées à la gravité des infractions.

.../...

(1) Cassation 13 juillet 1936, Pasicrisie 1936, I, p. 351 et p. 352.

Il convient, dès lors, que le Gouvernement procède aux différenciations nécessaires entre les infractions qu'il établit et qu'il ne prévoie d'interdiction professionnelle que pour les personnes condamnées du chef d'infraction grave à une peine à déterminer, par exemple trois mois d'emprisonnement .

Il appartient de toute façon au Parlement d'apprécier s'il convient de maintenir le système instauré par l'arrêté n° 22 du 24 octobre 1934 qui fait de l'interdiction professionnelle, conséquence d'une condamnation pénale une incapacité civile ou s'il ne vaut pas mieux en revenir à une conception plus classique de la peine, et, par conséquent, confier au juge le soin de se prononcer dans chaque cas sur l'opportunité à ajouter à la condamnation principale, l'interdiction professionnelle. Si le législateur adoptait ce dernier parti, l'interdiction apparaîtrait de nouveau clairement comme une peine accessoire.

Le pouvoir donné à la Commission bancaire par l'article 27 , alinéa 2, de relever les personnes condamnées de l'interdiction soulève encore plus d'objection que le pouvoir accordé à cette commission administrative par les articles 28, 29, 35 et 36. Ce pouvoir qui paraît former un contrepoids utile au caractère automatique de l'interdiction renforce cependant encore les inconvénients du système dans lequel il prend place, car ce pouvoir qui s'apparente à un droit de grâce sera exercé par une commission administrative de manière discrétionnaire et en dehors de toutes les garanties du procès équitable prévu par l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

.../...

IV. L'ATTRIBUTION D'UN POUVOIR REGLEMENTAIRE A LA COMMISSION DE LA BOURSE ET A LA COMMISSION BANCAIRE.

Selon l'article 67 de la Constitution, le pouvoir réglementaire appartient au Roi. Il a été admis que le Roi peut déléguer partiellement ce pouvoir à un ou plusieurs ministres pour prendre les mesures de détail, après avoir arrêté Lui-même les mesures principales.

L'attribution d'un pouvoir réglementaire par le législateur à un organisme autonome sans responsabilité politique ne répond pas aux exigences constitutionnelles.

Au regard de ces principes, les dispositions suivantes de la loi en projet prêtent à discussion :

1° l'article 4, alinéa 4, en projet, permet au Roi de déléguer à la commission de la bourse le pouvoir de régler sur avis de la Commission bancaire et financière et moyennant l'approbation du ministre des finances, les matières qu'Il détermine;

2° l'article 44 permet à la Commission bancaire et financière, par règlement pris sur avis de la caisse d'intervention et des commissions des bourses et approuvé par le ministre des finances et par le ministre des affaires économiques, de fixer des limites ou des proportions qui doivent être respectées par les sociétés de bourse entre tels éléments de leur structure active et passive qu'elle détermine;

3° l'article 52, § 2, permet au Roi de déléguer aux organismes visés à l'article 51 qu'Il détermine, le pouvoir de prendre, moyennant l'approbation du ministre des finances, tout ou partie des règles visées à l'alinéa 1er (lire paragraphe 1er) et notamment le pouvoir de fixer les modalités complémentaires d'organisation et de surveillance des marchés visés dans le chapitre V.

La section de législation a, certes, déjà admis que l'attribution d'un pouvoir réglementaire à un organisme dépourvu de responsabilité politique peut se justifier quand le règlement pris par cet organisme est soumis à l'approbation d'une autorité politiquement responsable, par exemple, le ministre des finances ou le ministre des affaires économiques (1).

Il en résulte que la délégation prévue dans l'article 44, en projet, pourrait être admise.

Par contre, bien que le règlement à prendre par la commission de la bourse (article 4, alinéa 4, en projet) ou par un organisme à déterminer (article 52, § 2, en projet) doive être soumis à l'approbation du ministre des finances, la délégation de pouvoir réglementaire aux organismes précités est contraire aux prescriptions constitutionnelles parce que l'objet d'un tel pouvoir est trop largement délimité, voire dépourvu de toutes limites. En effet, l'article 4, alinéa 4, en projet, autorise le Roi à déléguer le pouvoir de régler les matières qu'Il détermine; l'article 52, § 2, L'habilite à déléguer à un organisme à déterminer le pouvoir de régler les matières énumérées au paragraphe 1er du même article.

.../...

(1) Voyez à cet égard, notamment l' article 29, alinéas 4 et 5, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurance.

Les articles 4, alinéa 4, et 52, § 2, du projet, doivent être fondamentalement revus.

V. L'ABROGATION DU LIVRE Ier DU CODE DE COMMERCE.

L'article 86, 1°, de la loi en projet prévoit l'abrogation, dans son intégralité, du Livre Ier, titre V du Code de Commerce, intitulé "Des bourses de commerce, agents de change et courtiers".

Bien que soient annoncés divers avant-projets de loi en matière financière, dans lesquels seraient reprises ou aménagées certaines dispositions du Livre Ier, titre V, du même code, ces dispositions ne peuvent, dès à présent, disparaître dans la mesure où elles ne trouvent, dans le présent projet de loi, aucun substitut, sous peine d'aboutir à un vide juridique.

Il en est ainsi notamment des dispositions qui concernent les courtiers (articles 64, 65, 67 et 68 dudit titre V) et les bourses de marchandises (articles 81 à 86 du même titre). Concernant ces dispositions, une observation plus détaillée sera faite à l'occasion de l'examen de l'article 86 de la loi en projet.

Mais l'abrogation complète du titre V fera disparaître d'autres dispositions de ce titre dont le maintien pourrait se justifier, soit dans la loi en projet, soit dans un autre texte, ou dont, à tout le moins, l'abrogation devrait être justifiée dans l'exposé des motifs.

.../...

Il s'agit des dispositions suivantes :

1. Article 71, § 1er, 1° et 2° : cette disposition réserve la qualité d'agent de change aux ressortisants d'un Etat membre de la C.E.E., jouissant de ses droits civils et âgé de 25 ans au moins.

Si le projet abandonne ces exigences, encore faudrait-il que l'exposé des motifs en donne les raisons.

2. Article 74, alinéa 2 : ce texte interdit à l'agent de change de conclure un contrat de louage de service, une convention d'entreprise ou une convention similaire.

3. Article 75, § 1er, alinéa 3 : suivant cette disposition, pour être autorisées à recevoir les ordres d'achat ou de vente de fonds publics cotés ou non en bourse, les personnes et les sociétés exerçant la profession de banquier doivent justifier du dépôt à la Banque nationale de Belgique d'un cautionnement affecté, par privilège, à garantir, envers les donneurs d'ordres, l'exécution des obligations assumées par le banquier. Si la suppression de cette obligation de cautionnement se justifie, il y aurait lieu d'en indiquer la raison dans l'exposé des motifs.

.../...

4. Article 75, § 2, alinéa 2, b) : cette disposition autorise les cessions occasionnelles, à titre onéreux et hors bourse, de fonds publics cotés, entre contractants dont aucun ne pratique habituellement ces opérations.

Dès lors que le projet ne réglemente que les opérations qui font intervenir des intermédiaires professionnels (voir article 2 du projet), l'omission de la disposition pourrait donner à penser qu'une règle élémentaire de liberté contractuelle patrimoniale entre particuliers pourrait être écartée.

Si telle était l'intention du législateur, il conviendrait d'en donner les justifications dans l'exposé des motifs. Cette justification serait également opportune dans l'hypothèse où telle ne serait pas l'intention du législateur.

5. Article 99, alinéa 1er : en vertu de cette disposition, la cote d'une bourse est un acte authentique; son objet est décrit. Elle pourrait être reprise dans la loi en projet, plutôt que dans un règlement arrêté, conformément à l'article 9, § 1er, 6°, de la loi en projet, par la commission de la bourse.

6. Article 100 : il prévoit que le règlement arrête tout ce qui a trait au contrôle de la cotation ainsi qu'à la conservation des feuilles d'offre et de demande, bulletins et autres documents relatifs aux opérations.

L'article 9, § 1er, 6°, de la loi en projet pourrait contenir ces précisions, sinon l' abrogation de l'article 100 devrait être justifiée dans l'exposé des motifs.

.../...

7. Article 101, alinéa 8, inséré par la loi du 9 mars 1989 : cette disposition interdit aux membres du comité de la cote de se livrer à aucune divulgation des faits dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions. La mission d'inscription des valeurs mobilières à la cote étant dévolue par le projet à la commission de la bourse, les membres de celle-ci devraient se voir imposer la même obligation de discrétion.

8. Article 107 : il charge le Roi de déterminer les obligations incombant aux émetteurs de valeurs mobilières admises à la cote officielle, notamment les informations que doivent donner à la bourse les sociétés dont les titres sont cotés.

En raison de la généralité de cette disposition, celle-ci pourrait utilement être reprise dans l'article 9, § 1er, du projet, sinon son abrogation devrait être justifiée dans l'exposé des motifs.

9. Article 108 : cet article concerne notamment l'émission publique, la vente par souscription publique et l'inscription à la cote des fonds publics autres que belges. Ces opérations sont soumises à l'autorisation du ministre des Finances.

Cette règle n'est pas reproduite dans la loi en projet.

L'exposé des motifs devrait s'expliquer sur son abandon.

10. Article 109 : il prévoit que les officiers de police judiciaire ayant accès à la bourse sont désignés par le procureur général près la cour d'appel.

L'article 9, § 1er, 3°, 6° et 8°, de la loi en projet confère à la commission de la bourse certaines missions de police, mais ne règle pas l'accès à la bourse d'officiers de police judiciaire, pas plus que le mode de leur désignation.

L'inclusion de la disposition de l'article 109 dans la loi en projet pourrait se justifier, à moins que l'exposé des motifs ne fournisse une explication au sujet de l'abrogation de cet article 109.

.../...

EXAMEN DU PROJET.

Intitulé.

L'intitulé du projet ne révèle pas suffisamment l'objet précis de la loi en projet.

Il est, dès lors, proposé de le remplacer par l'intitulé suivant :

"Loi sur les bourses de valeurs mobilières".

Un tel intitulé informe mieux sur ce qui constitue la partie essentielle de la loi en projet.

Arrêté de présentation.

Le projet de loi doit être précédé d'un arrêté de présentation rédigé comme suit :

"BAUDOUIN ...etc.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :"

.../...

Dispositif.

Les articles 57 à 88 sont réunis en un livre II - "Dispositions transitoires, abrogatoires et diverses", lequel comporte deux titres, alors que l'indication du livre Ier fait défaut.

La division en livres ne se justifie pas, le projet de loi ne constituant pas un code.

De même , il est déconseillé de recourir à la formule "Titre préliminaire". Il conviendrait d'écrire "Titre premier" et d'en préciser l'intitulé comme il sera proposé ci-dessous.

Le projet devrait, dès lors, se diviser comme suit :

"Titre Ier - Des valeurs mobilières et des intermédiaires.

Titre II - Des marchés de valeurs mobilières et autres instruments financiers.

Chapitre Ier à chapitre V : (comme au projet).

Chapitre VI - Adaptation au droit européen.

Titre III - Autres dispositions.

Chapitre Ier. Dispositions modificatives
Chapitre II. Dispositions abrogatoires
Chapitre III. Dispositions transitoires
Chapitre IV. Entrée en vigueur".

.../...

Quant à l'article 87 qui, dans la loi en projet, fait l'objet d'un chapitre Vbis dans le titre consacré aux dispositions modificatives, abrogatoires et transitoires, il doit, en raison de son contenu, être inséré à la fin du titre II et faire l'objet du dernier chapitre, le chapitre VI, intitulé "Adaptation au droit européen".

Article 1er.

1°.

Dans le texte français, l'expression "parts d'intérêts" est inusitée dans le droit des sociétés commerciales. Il est préférable de remplacer ces mots par le mot "parts représentatives".

2°.

Le 2° serait mieux rédigé comme suit :

"2° les parts bénéficiaires émises par de telles sociétés, ou par toute autre personne juridique, quelle qu'en soit la nature;"

4° et 5°.

Il résulte des explications fournies par les fonctionnaires délégués, que certaines des expressions employées, telles que "emprunts collectifs", "créances collectives", "titres", "documents" et "contrats" répondent à des significations propres au langage de la technique financière. La signification de ces termes qui se retrouveront, par ailleurs, dans d'autres projets, diffère parfois sensiblement de celles du droit commun.

.../...

Il conviendrait, dès lors, que le projet définisse soigneusement, dans son texte même, les notions auxquelles il fait référence.

Article 2.

Il est suggéré d'omettre les trois premières lignes de l'article 2 qui ne font qu'annoncer ce qui est énoncé clairement, notamment, dans les articles 16 et 19 de la loi en projet.

Le liminaire de l'article 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 2. Les catégories d'intermédiaires suivantes peuvent seules intervenir en Belgique à titre professionnel, pour leur propre compte ou pour compte d'autrui, dans les émissions publiques de valeurs mobilières, dans les transactions avec le public sur valeurs mobilières ou dans les offres publiques d'acquisition de valeurs mobilières :".

1°.

Conformément à la division en titres qui a été proposée ci-dessus, il y a lieu de rédiger le 1° comme suit :

"1° les sociétés de bourse visées au titre II, chapitre II;".

.../...

2°

Il y aurait lieu, par souci de clarté, de diviser le texte du 2° en a), b), c), d), et e).

En outre, à propos des caisses d'épargne privées, il faut viser leur inscription à la liste publiée au Moniteur belge.

Le texte du 2° serait, donc, le suivant :

"2° les banques et établissements énumérés ci-après :

a) la Banque nationale de Belgique et l'Institut de réescompte et de garantie;

b) les banques inscrites à la liste prévue à l'article 2 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs;

c) les caisses d'épargne privées inscrites à la liste des sociétés autorisées, prévue à l'article 6, alinéa 5, des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées le 23 juin 1967;

d) les établissements publics de crédit de droit belge;

e) les établissements de crédit agréés par ces derniers .

Les établissements repris sous les points b) à e) sont dénommés ci-après "établissements de crédit".

.../...

Les 3° et 4° seraient mieux rédigés comme suit :

"3° les établissements de bourse ou de crédit relevant du droit d'un Etat étranger, non visés au 2°;

4° les intermédiaires agréés visés à l'article 54".

+

Dans l'intitulé du titre Ier, qui devient le titre II, il est recouru à la notion de "marchés secondaires". Cette notion n'est ni utilisée, ni définie dans le dispositif. Il est, dès lors, proposé de le rédiger comme suit :

"Titre II. Des marchés de valeurs mobilières et autres instruments financiers.

Chapitre Ier. Des bourses de valeurs mobilières".

Article 3.

Alinéa 1er.

L'article 3, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 3. Il est créé, dans les communes du Royaume déterminées par le Roi, sous la dénomination de "bourse de valeurs mobilières", des marchés de valeurs mobilières où les transactions sont publiques et accessibles à quiconque, pourvu que ce soit par l'intermédiaire d'une personne admise à négocier".

.../...

Alinéa 2.

L'article 3, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Les bourses de valeurs mobilières peuvent comporter diverses divisions distinctes selon le type de valeurs mobilières traitées ou le mode de négociation de celles-ci".

Article 4.

Alinéa 1er.

Pour éviter une confusion entre, d'une part, la société de la bourse de valeurs mobilières et, d'autre part, les sociétés de bourse prévues par l'article 5 du projet, il est proposé de remplacer la dénomination "société de la bourse de valeurs mobilières" par les mots "coopérative de la bourse de valeurs mobilières", suivie du nom de la commune où la société est établie.

D'autre part, les mots "et établie dans les communes du Royaume déterminées par le Roi" doivent être omis; ils sont repris à l'article 3 dans le libellé proposé ci-dessus pour cet article.

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Art. 4. Chaque bourse de valeurs mobilières est administrée par une personne morale de droit public, constituée sous la forme de société coopérative. La société constituée à cet effet porte la dénomination de "coopérative de la bourse de valeurs mobilières" suivie du nom de la commune où elle est établie".

.../...

Alinéa 2.

L'article 4, alinéa 2, prévoit que :

"La Société de la bourse de valeurs mobilières est régie par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sauf dans la mesure où il y est dérogé par le présent chapitre et pas ses statuts. Ses engagements sont réputés commerciaux".

Il va de soi que les statuts ne peuvent déroger aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales que dans la mesure où ces dérogations ont été prévues par la loi en projet.

Alinéa 3.

Il y a lieu d'omettre les mots "et modifiés" qui sont superflus.

Alinéa 4.

Lorsque la commission de la bourse, usant de la délégation qui lui serait faite par le Roi, règlera des matières déterminées, il convient que le règlement pris par la commission et ses modifications fassent l'objet d'une publication au Moniteur belge. Une telle obligation de publication doit, dès lors, être prévue dans la loi en projet.

Il faudrait, par ailleurs, prévoir, par une disposition transitoire, que le règlement actuellement en vigueur restera applicable jusqu'à ce que la commission de la bourse ait adopté un autre règlement.

.../...

Alinéa 5.

L'alinéa 5 prévoit que la commune où est établie la bourse de valeurs mobilières "est tenue de procurer des locaux et le mobilier nécessaires aux transactions et d'en assurer l'entretien".

Le mot français "mobilier", repris de l'article 106 du titre V du Code de commerce, pourrait être compris comme désignant non seulement les meubles meublants, mais aussi le matériel d'informatique nécessaire au fonctionnement d'une bourse moderne. Il en résulterait, pour la commune où serait établie la bourse de valeurs mobilières, une charge considérable que le projet n'a vraisemblablement pas eu l'intention d'imposer aux communes.

Il conviendrait donc d'employer une terminologie plus restrictive et de substituer au mot "mobilier", les mots "meubles meublants".

Enfin, les mots "aux transactions" utilisés à l'avant-dernière ligne doivent être remplacés par les mots "à ses activités".

Alinéa 6.

Le texte suivant est proposé :

"Pour l'usage des locaux et des meubles meublants, la commune peut établir une redevance annuelle payable par versements trimestriels anticipatifs dont le montant est, à défaut d'accord de la commission de la bourse, fixé par le ministre des finances".

.../...

Article 5.

L'article 5, en son alinéa 2, prévoit que chaque société de bourse doit souscrire un nombre minimum de parts de la coopérative de la bourse de valeurs mobilières.

Si les agents de change constitués en sociétés de bourse doivent, pour opérer, souscrire un nombre minimal de parts de la bourse, ce nombre - comme le nombre maximal - devrait être prévu par la loi puisqu'il détermine la capacité d'exercer la profession d'intermédiaire admis en bourse.

Article 6.

Alinéa 1er.

La première phrase concerne la liquidation des sociétés existantes. C'est une disposition transitoire qui doit être insérée dans le titre comprenant les articles 57 à 71bis.

Les deuxième et troisième phrases ne sont pas transitoires parce qu'elles concernent le fonds social de la coopérative de la bourse des valeurs mobilières et la division de ce fonds en parts représentatives.

Pour le surplus, il y a une contradiction entre, d'une part, l'article 5, alinéa 1er, selon lequel "Seules les sociétés de bourse peuvent détenir des parts d'une société de la bourse de valeurs mobilières" et, d'autre part, l'article 6, troisième phrase, selon lequel, après fixation par le Roi du fonds social de la coopérative de la bourse

de valeurs mobilières, la commission de la bourse attribue aux agents de change des parts résultant de la répartition de l'avoir des anciennes "associations" visées à l'article 88 du Code de commerce, avec la conséquence que certaines de ces parts peuvent être, à la suite de décès, attribuées aux ayants droit d'un agent de change et devenir ainsi la propriété de personnes privées.

Il serait possible de remédier à cette contradiction en s'inspirant de la technique utilisée dans l'article 128 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Alinéas 2 et 3.

Les alinéas 2 et 3 sont également des dispositions transitoires qui doivent, comme le début de l'alinéa 1er, figurer dans les dispositions transitoires.

Article 7.

Alinéa 2.

Il faut écrire :

"Le président de la commission de la bourse est élu par les membres de celle-ci".

.../...

Article 8.

L'article 8 prévoit que la commission de la bourse nomme un directeur général.

Suivant les explications du fonctionnaire délégué, ce directeur général se trouverait sous statut privé et serait engagé dans les liens d'un contrat de travail. On voit mal comment un employé engagé par la commission de la bourse pourrait participer avec voix délibérative aux travaux de celle-ci.

Les explications fournies au sujet du statut de ce directeur général ne s'accordent pas avec le texte actuel de l'article en projet.

Il convient de revoir l'article sur ce point.

Au surplus, dans l'hypothèse où ce directeur général serait dans les liens d'un contrat de travail, il conviendrait de remplacer le mot "nommé" par le mot "engagé". Enfin, il convient d'écrire, dans le texte français, non pas "Il exerce des fonctions de plein exercice", mais "Il exerce des fonctions à prestations complètes".

La dernière phrase de l'article 8 en projet serait mieux rédigée comme suit :

"Il ne peut exercer aucune fonction, ni occuper aucun emploi auprès des intermédiaires visés à l'article 2".

.../...

Article 9.

Paragraphe 1er.

1°.

Il y a lieu d'écrire : "sur l'admission des valeurs mobilières à la cote des marchés ... (la suite comme au projet)".

2°.

Il se recommande de rédiger le texte néerlandais comme au 1° : "2° de veiling van niet in de notering opgenomen effecten te organiseren". Cette observation vaut pour tout le projet.

6° (devenant 5°).

Il y a lieu d'omettre, dans le texte français, les mots "sous l'angle" et d'écrire "notamment les modalités de négociation, le respect des règles ..., l'information ... et la sécurité".

A la fin du 6°, il convient d'écrire "et la sécurité matérielle des opérations", si telle est bien l'intention du Gouvernement.

4°, 7°, et 8°.

En raison de l'observation générale II, 3, il faut faire du 4°, dans la mesure où il peut impliquer une sanction disciplinaire, ainsi que des 7° et 8°, un article distinct, à l'exception des mots au 8° : "ainsi qu'au versement par les membres des sommes dont ils sont redevables envers la caisse d'intervention des sociétés de bourse".

.../...

La fin du 8° (devenant 6°) viserait uniquement la mission consistant à veiller au versement des sommes dues à la caisse d'intervention des sociétés de bourse.

9° (devenant 7°).

La commission de la bourse ne peut intervenir comme arbitre au sens donné à ce mot par la loi uniforme annexée à la Convention européenne en matière d'arbitrage, qui est devenue la sixième partie du Code judiciaire, l'arbitre ne pouvant être, suivant le texte précité, qu'une personne physique. Dès lors, la mission de la commission ne peut être que celle d'un conciliateur tendant à prévenir les différends plutôt qu'à les régler.

Dans la mesure où la mission visée au 9° a trait à une action disciplinaire, cette mission devrait être confiée à un organe disciplinaire distinct de la commission de la bourse, conformément à l'observation générale faite en tête du présent avis.

Sous réserve desdites observations, il se recommande de diviser le 9° en 9° et 10°, le 9° concernant l'hypothèse des différends professionnels entre les membres sous réserve des recours de droit commun, et le 10° concernant l'intervention de la commission comme conciliateur tendant à prévenir les différends et à en assurer le règlement amiable.

.../...

Alinéa 3.

Conformément à ce qui a été dit ci-dessus au sujet notamment du 8°, il ne se conçoit pas que le directeur général dont il a été précisé qu'il serait employé de la coopérative de la bourse des valeurs mobilières, puisse veiller au respect par les agents de change des obligations qui leur incombent et des interdictions qui leur sont applicables.

En conséquence, il y a lieu d'omettre la référence aux pouvoirs prévus au 8°.

Le troisième alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Le règlement de la bourse ... certains des pouvoirs prévus à l'alinéa 1er, 2° et 6°".

Paragraphe 2.

Au début de ce paragraphe 2, il faut écrire : "Par dérogation au § 1er, alinéa 1er, 1° et 6° ... (la suite comme au projet)".

Au paragraphe 2, 2°, à la septième ligne, mieux vaut écrire : "qui sont garantis par cette autorité, ... (la suite comme au projet)".

.../...

Paragraphe 3.

Au paragraphe 3, alinéa 1er, la référence au paragraphe 1er, alinéa 1er, 4° appelle la même observation que celle faite au sujet du paragraphe 1er, alinéa 1er, 4°, 7° et 8°.

Le paragraphe 3 organise un recours contre les décisions de la commission de la bourse en matière d'admission, de radiation ou d'exclusion de la cote. Même si on peut admettre que le Roi règle la procédure applicable audit recours, en revanche il est indispensable de préciser dans le texte du projet si le recours ouvert auprès de la Commission bancaire est un recours juridictionnel ou simplement administratif.

Si les auteurs du projet ont l'intention d'en faire un recours juridictionnel, il n'appartient pas au Roi, mais à la loi, d'en régler l'effet, comme le prévoit abusivement l'alinéa 3 du paragraphe en projet.

De plus, il faut écrire à l'alinéa 1er : "visées au § 1er, alinéa 1er, 1° et 4°", et, à la dernière ligne : "visée au § 1er, alinéa 1er, 3°".

Enfin, dans le texte néerlandais, il serait plus correct de remplacer chaque fois le mot "verhaal" par le mot "beroep".

Paragraphe 4.

Sous réserve de l'observation générale concernant la procédure disciplinaire à l'égard des agents de change, il y a lieu d'écrire, à la fin de ce paragraphe : "commission d'appel conformément aux articles 12 et suivants".

Article 10.

Compte tenu du commentaire consacré à l'article 10 dans l'exposé des motifs, cet article pourrait être omis ou être plus simplement rédigé comme suit :

"Art. 10. L'assemblée générale exerce les pouvoirs qui lui sont réservés par la loi".

Article 11.

Alinéa 2.

Il faudrait préciser les droits du commissaire du Gouvernement. En effet, il ne se conçoit pas, d'une part, que le recours du commissaire du Gouvernement puisse faire double emploi avec le recours ouvert devant la Commission bancaire en matière d'admission ou de radiation de la cote des marchés et, d'autre part, que le commissaire du Gouvernement puisse exercer le recours, ouvert par l'article en projet devant le ministre, contre une décision de nature disciplinaire. Cette considération vaut également pour le 3° de l'article 13.

Le délai, prévu par le même alinéa, dans lequel le ministre doit statuer sur le recours, soit un délai de dix jours francs compte tenu de son point de départ, devrait pouvoir être prorogé en s'inspirant de ce qui est prévu à l'article 10, § 4, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

.../...

Après la première phrase de l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire : "Ce recours est suspensif. Si ... (la suite comme au projet)".

A la fin du même alinéa, il vaut mieux écrire "le recours est censé rejeté" au lieu de "... celle-ci devient définitive".

Alinéa 3.

A la fin de l'alinéa 3, il faut lire : "l'article 9, § 1er, alinéa 3".

Alinéa 5.

Il y a lieu d'écrire : "... et financière au sujet de toute question qui relève de la compétence de celle-ci".

Article 12.

Alinéa 1er.

La fin du texte français de l'alinéa 1er serait mieux rédigée comme suit : "... effectifs ainsi que d'un président et de quatre membres suppléants".

.../...

Alinéa 2.

Il y a lieu d'écrire : "... magistrats en fonction, émérites ou honoraires, par le ministre des Finances et le ministre de la Justice. (la suite comme au projet)".

Alinéa 3.

Il faudrait revoir le texte pour que le nombre de coopératives de bourses n'étant pas précisé, chacune de celles-ci ait la possibilité de présenter une liste double de candidats. La présentation des listes doubles de candidats ne peut, en tout cas, être faite par les sociétés (lire : coopératives) de la bourse de valeurs mobilières, comme il est prévu dans le texte en projet, car cela obligerait les assemblées générales des différentes bourses à siéger ensemble.

Quant aux personnes qui figureront sur ces listes, il y a lieu de se reporter aux observations générales faites en tête du présent avis, en particulier à celle qui concerne l'exercice du pouvoir disciplinaire à l'égard des agents de change (II, 3, a).

Alinéa 4.

Il y a lieu d'ajouter après le mot "membres" les mots "effectifs ou suppléants".

.../...

Alinéa 6.

Il vaut mieux écrire dans le texte français : "La commission ne peut délibérer que si cinq membres au moins sont présents (la suite comme au projet)".

Il faut que la commission d'appel soit organisée de telle manière que celui qui comparaît devant elle, en matière disciplinaire, puisse s'exprimer et être jugé dans sa langue.

Alinéa 7.

Pour mieux assurer la concordance du texte français avec le texte néerlandais, mieux vaut écrire : "... aucune aggravation de peine ne peut ... (la suite comme au projet)".

Article 13.

La phrase introductive du texte français serait mieux rédigée comme suit :

"La commission d'appel statue sur les recours introduits contre les décisions des commissions des bourses visées à l'article 9, § 4 :".

3°.

Il y a lieu de se référer à ce qui a été dit sous l'article 11, alinéa 2.

.../...

Article 14.

Alinéa 1er.

En matière disciplinaire, toute décision doit être notifiée. Dès lors, on n'aperçoit pas quel est le sens des mots qui terminent le premier alinéa à savoir "soit dans les quinze jours de la décision si celle-ci ne doit pas être notifiée".

Si le Gouvernement entend maintenir ces termes, il devrait préciser l'hypothèse envisagée par lui et en faire mention aussi bien dans le texte de l'article en projet que dans l'exposé des motifs.

En plus, il faut souligner que le mot "notification" ne doit pas être traduit par "betekening" mais par "kennisgeving".

Alinéa 2.

Le projet prévoit que les parties ayant introduit un recours devant la commission d'appel "sont convoquées par lettre recommandée à la poste trois jours au moins avant celui fixé pour l'examen du recours".

Le texte ne prévoit pas si le délai de trois jours doit se compter à partir du jour de la réception de la lettre recommandée ou du jour de son envoi.

De plus, dans une matière où il y va de la profession d'une personne, le délai de trois jours est beaucoup trop court pour permettre à l'agent de change, qui fait l'objet d'une décision disciplinaire, de consulter le dossier et de préparer sa défense.

.../...

Alinéa 3.

Si, malgré les observations qui ont été faites au sujet de l'article 11, alinéa 2, et de l'article 13, 3°, le droit d'appel du commissaire du Gouvernement était maintenu, il se concevrait assurément que l'audition de celui-ci puisse avoir lieu. Par contre, il ne se conçoit pas que le président de la commission de la bourse, qui a rendu la décision attaquée, puisse être entendu alors que la commission d'appel, en possession de la décision motivée dont appel et du dossier, dispose des éléments nécessaires pour statuer sur l'appel qui lui est soumis. Le rôle privilégié du président accordé par le texte en projet est contraire aux règles du procès équitable.

Alinéa 4.

L'article 14, alinéa 4, concerne une décision spéciale à prendre par la commission de la bourse au premier degré de juridiction. Cet alinéa trouverait mieux sa place dans l'article 9, § 4, du projet, dont il constituerait l'alinéa 2.

Le texte de l'alinéa 4 serait, dès lors, rédigé de la manière suivante :

"L'appel est suspensif sous réserve de ce qui est prévu à l'article 9, § 4, alinéa 2".

Article 15.

Alinéa 1er.

Pour assurer la concordance entre le texte français et le texte néerlandais, il convient d'écrire à la fin du texte néerlandais "op de voor de cliënt ...".

Alinéa 2.

La présomption à laquelle il est recouru peut être admise à condition que le règlement de la bourse contienne des dispositions de nature à rendre l'exécution en bourse la plus avantageuse pour le client.

A la fin de l'alinéa 2, il convient d'écrire, dans le texte français : "... à moins qu'il ait reçu d'autres instructions du client", et, dans le texte néerlandais : "... tenzij hij van de cliënt andere instructies heeft gekregen".

Article 16.

Alinéa 1er.

Suivant l'exposé des motifs : "l'exécution des transactions portant sur des valeurs mobilières belges admises à la cote d'une bourse belge" (devra) "évidemment se faire à l'intervention d'une société de bourse agréée pour opérer sur cette bourse ...".

Toutefois, le texte du projet n'interdit pas de vendre des valeurs mobilières belges dans une bourse étrangère où ces valeurs sont cotées.

.../...

Le texte suivant est proposé pour l'article 16, alinéa 1er :

"Art. 16. Les intermédiaires visés à l'article 2 doivent exécuter dans une bourse de valeurs mobilières les transactions pour compte de tiers, lorsque ces transactions portent sur des valeurs mobilières belges admises à la cote de cette bourse. Pour les transactions réalisées en Belgique, les intermédiaires visés à l'article 2, 2° à 4°, doivent opérer à l'intervention d'une société de bourse".

Alinéa 2.

Au 1° et au 2°, il y a lieu d'écrire : "porte, pour une même valeur, sur un montant ...".

Alinéa 5.

L'article 16, alinéa 5, porte que si une transaction n'a pas été exécutée dans une bourse de valeurs mobilières alors qu'elle aurait du l'être, elle est annulable au gré du donneur d'ordre dans le délai fixé par le texte en projet.

L'annulation de la transaction serait une faculté pour le donneur d'ordre. Il existe un risque sérieux que celui-ci ne demande l'annulation que des transactions qui lui seraient défavorables. Cette sanction serait de nature à porter atteinte à la sécurité juridique indispensable au bon fonctionnement des marchés.

.../...

Suivant les délégués du Gouvernement, le texte en projet ne fait que reproduire l'article 76, alinéa 3, du titre V. Ils précisent : "Cette disposition joue dans les rapports entre l'intermédiaire et le donneur d'ordre. Ce n'est que si celui-ci y a intérêt qu'il demandera à l'intermédiaire de remettre les choses dans leur pristin état. L'intermédiaire doit procéder à l'opération inverse et supporter la charge découlant d'une différence de valeur des titres en cause ..."(1).

La doctrine a critiqué l'article 76, alinéa 3. En effet, l'agent de change agit non comme mandataire de son client, mais en son nom propre et pour compte du client comme le fait tout commissionnaire. Il n'y a pas de relation juridique entre le tiers acheteur ou vendeur et le donneur d'ordre et celui-ci n'a de recours que contre son agent de change. Or, il n'y a aucune raison de lui conférer une action en nullité du contrat qu'il a conclu avec son intermédiaire. Si ce dernier n'exécute pas l'ordre en bourse, cette inexécution postérieure à la conclusion du contrat de commission, ne peut en aucune façon affecter la validité de ce contrat. En réalité, le donneur d'ordre peut refuser l'exécution de l'ordre si celle-ci n'est pas conforme aux instructions qu'il a données et demander l'indemnisation du dommage que, par sa faute, l'agent lui aurait causé. C'est l'opinion que défendent MM. VAN RYN et HEENEN (2).

Les délégués du Gouvernement se demandent s'il ne serait pas plus clair de prévoir l'annulabilité dans les rapports entre donneur d'ordre et intermédiaire. Vu ce qui vient d'être exposé, la réponse est négative.

.../...

(1) Lettre du 15 novembre 1989.
(2) VAN RYN et HEENEN, Principes de droit commercial, Bruylant, éd. 1960, tome III, p. 196.

La nullité ou l'annulabilité étant écartée, et la disposition étant précisée quant au point de départ du délai qu'elle fixe, les auteurs précités estiment que "le système qui s'en dégage concilie d'une manière heureuse les intérêts des deux parties : le client a le droit d'exiger la preuve que son ordre a été exécuté conformément à la loi, mais il est tenu de le faire rapidement afin d'éviter aux intermédiaires une accumulation de contestations, plus souvent inspirées par les fluctuations des cours que par un intérêt légitime". Ils en concluent que l'article 76, alinéa 3, institue une déchéance : "Lorsque le client a laissé passer le délai sans réclamer, il doit accepter l'opération sans pouvoir exiger de l'intermédiaire la preuve de l'exécution en bourse. Mais l'article 76 n'a nullement pour but de légitimer une grave irrégularité : si le client réussit ultérieurement à établir que l'opération a été exécutée hors bourse, il peut réclamer à l'intermédiaire la réparation du préjudice qui lui a été causé de ce fait" (1).

En conclusion, la nullité ou l'annulabilité du contrat conclu entre le client et l'intermédiaire, au motif que ce dernier n'a pas exécuté en bourse l'ordre reçu, ne se justifie pas et doit être exclue. En revanche, il faut prévoir un délai dont le point de départ est clairement fixé, délai au cours duquel le donneur d'ordre peut contester l'exécution de l'opération si elle a eu lieu hors bourse.

L'article 16, alinéa 5, doit donc être revu.

.../...

(1) VAN RYN et HEENEN, op. cit., n° 1916, pp. 196 et 197; voyez aussi FREDERICQ, L., Traité de droit commercial belge, II, p. 419.

Article 17.

Alinéa 1er.

Si l'article 75bis, alinéa 4, actuellement en vigueur interdit à l'agent de change ou au banquier de se porter contrepartie d'un ordre à exécuter en bourse, c'est certainement pour assurer le respect de la règle qui impose l'exécution en bourse des ordres concernant des titres cotés. Mais la raison de cette interdiction est aussi d'éviter que le client pâtisse de l'opposition d'intérêts qui se produit lorsqu'un intermédiaire achète pour lui-même ce qu'il est chargé de vendre ou vend lui-même à son client ce que celui-ci lui a donné mission d'acheter (1).

L'article 17, alinéa 1er, du projet lève cette interdiction de la contrepartie pour autant que l'intermédiaire agisse "à travers le marché". Cette expression devrait être assortie de précisions. En effet, le risque encouru par le client, en cas de contrepartie, n'est sûrement conjuré que si toutes les précautions sont prises pour que l'intermédiaire subisse lui-même toutes les contraintes du marché boursier, en particulier pour ce qui concerne le prix. C'est à cette condition seulement que le fait que l'intermédiaire doive agir "à travers le marché" constituera pour le client une garantie effective que l'opération qu'il a ordonnée, et qui s'est finalement nouée avec l'intermédiaire lui-même, s'est réalisée d'une manière qui n'est ni plus ni moins avantageuse que si elle s'était faite sur le marché avec une personne autre que celle de l'intermédiaire.

.../...

(1) Voyez sur ce double fondement de l'article 75bis, alinéa 4, VAN RIJN ET HEENEN, Principes de droit commercial, t. 3, n° 1807 et n° 1919).

Le texte de l'article 17, alinéa 1er, doit être revu et complété afin d'apporter les précisions nécessaires pour que l'opposition d'intérêts ne tourne pas au détriment du client.

Alinéa 3.

L'alinéa 3 prévoit, en son texte français, que "L'exécution de toute transaction portant sur des valeurs mobilières fait l'objet d'un avis établi par l'intermédiaire ... adressé au client", ce qui suggère un support écrit, alors qu'au contraire le texte néerlandais parle d'une simple communication par l'intermédiaire à son client et que, suivant l'exposé des motifs, l'avis pourra être communiqué par des modes de support n'utilisant pas le papier.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quelle technique de garantie ce système peut apporter sur le plan des preuves par rapport au système antérieur de bordereau qu'il remplace.

Un écrit mentionnant le lieu et la date ainsi que l'exécution ou non en bourse paraît indispensable pour assurer la protection du client, protection qui est un des objectifs de la réforme. Il faut relever à cet égard qu'à la page 22 de l'exposé des motifs, la règle de l'alinéa 3 est présentée comme une mesure de protection du petit épargnant et de l'investisseur : l'information de ceux-ci "est assurée par l'obligation pour l'intermédiaire d'informer le client de l'exécution de toute opération sur valeurs mobilières au plus tard le jour ouvrable bancaire suivant".

Dans le même alinéa 3, il faut remplacer, à deux reprises, les mots "jour bancaire ouvrable" par les mots "jour ouvrable dans le secteur bancaire".

L'alinéa 3 doit être revu pour mieux y préciser la forme de l'avis à donner au client.

Alinéa 4.

L'article 17, alinéa 4, dispose que "les intermédiaires en valeurs mobilières sont tenus de liquider entre eux par voie scripturale les transactions portant sur des valeurs mobilières fongibles cotées à une bourse".

Dans la réglementation actuelle, la livraison des titres entre agents de change se fait en bourse par simple tradition et sans frais.

Désormais, l'intermédiaire du vendeur devra déposer les titres à la Caisse interprofessionnelle de dépôts et de virements de titres (en abrégé C.I.K.) et l'intermédiaire de l'acheteur devra les en retirer. Ces services sont tarifés et payables à la C.I.K. Ces frais seront mis à charge des clients respectifs. Il sera permis aux maisons importantes et aux banques de pratiquer une compensation interne et de ne livrer par la C.I.K. que le solde.

Le surcroît de frais participe du désir de convaincre les clients d'accepter que leurs titres demeurent en dépôt fongible à la C.I.K.

.../...

Cependant, les particuliers ne peuvent pas être titulaires d'un compte titres à la C.I.K. Ils doivent passer par l'intermédiaire d'une banque ou d'un agent de change.

Le système conçu dans l'article 17, alinéa 4, aura pour effet de dématérialiser les titres dans les rapports entre les intermédiaires, ce qui ne manquera pas de se répercuter sur les relations entre les intermédiaires et leurs clients, ainsi que l'exposé des motifs le laisse entendre.

Il faudrait, dès lors, pour prévenir les conséquences notamment d'une faillite de l'intermédiaire, créer, en faveur des donneurs d'ordre, une garantie qui leur permette de parer aux risques que la loi les contraint de courir, par exemple sous forme d'un privilège personnalisé sur les titres déposés à la C.I.K. par l'intermédiaire.

En plus, il serait préférable de remplacer, dans le texte néerlandais de l'article 17, alinéa 4, le mot "scripturale" par le mot "girole".

Article 19.

Alinéa 1er.

A la troisième ligne, il y a lieu d'ajouter, après les mots "l'article 16", les mots "alinéa 2".

Alinéa 2.

La phrase introductive du texte français de l'alinéa 2 serait mieux rédigée comme suit :

"Toutefois, l'alinéa 1er ne s'applique pas : (la suite comme au projet)".

Article 20bis.

Le numérotage des articles d'un projet doit être continu sans recourir à un article bis. Le numérotage des articles du projet doit donc être modifié.

Paragraphe 1er.

La législation par référence étant une mauvaise technique légistique, le paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Sont punis des peines d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 26 à 3.000 francs, ceux qui, abusant de la faiblesse ou de l'ignorance d'autrui, procèdent ... (la suite comme au projet)".

La même observation vaut pour le paragraphe 2 en ce qui concerne l'abus de confiance.

Paragraphe 5.

Comme il a été renoncé à l'assimilation de certaines infractions commises par les agents de change à l'escroquerie ou à l'abus de confiance, ce sont les peines prévues par le Code pénal qui s'appliquent à ces infractions et les règles relatives à la récidive sont celles énoncées dans ce même Code.

.../...

La dérogation que contient le paragraphe 5, alinéa 1er, doit, dès lors, être omise.

Article 21.

Par souci de concordance avec le texte néerlandais, il convient, dans le texte français, d'écrire : "doivent être constituées sous la forme d'une société commerciale de droit belge".

Article 22.

Alinéa 1er, 7°.

Il faut faire de la phrase commençant par les mots "Cette autorisation n'est toutefois ..." un alinéa distinct du 7°.

La même remarque vaut pour l'article 26, § 1er, alinéa 1er, 1°.

A la fin du 7°, il faut écrire : "par voie de succession, legs ou donation".

Alinéa 3.

A l'avant-dernière ligne de l'alinéa 3, il faut remplacer le mot "part" par le mot "participation" et le mot "majorations" par le mot "augmentations".

.../...

Article 23.

Dans l'article 23, alinéa 1er, le texte français utilise les mots "d'un capital ou d'un fonds social versé ..." et le texte néerlandais, les mots "een volstort kapitaal of een vermogen ...". Il y a, entre les deux textes, une discordance à laquelle il faut remédier.

Article 24.

Paragraphe 1er.

Suivant l'article 24, § 1er, alinéa 2, le conseil d'administration peut déléguer à un comité de direction tout ou partie de ses pouvoirs, à l'exclusion toutefois de la détermination de la "politique générale" et des actes réservés au conseil d'administration par la loi.

L'article 47, § 1er, 2°, porte que sont punis d'un emprisonnement et d'une amende ou d'une de ces peines seulement : "les gérants, administrateurs et directeurs qui contreviennent", notamment à l'article 24.

Les sanctions prévues par l'article précité seraient applicables si le conseil d'administration déléguait au comité de direction la détermination de la "politique générale", même partiellement. Ces termes désignent, donc, l'un des éléments constitutifs de l'infraction pour laquelle l'article 47 précité prévoit des sanctions.

.../...

L'élément constitutif d'une infraction ne peut pas être exprimé de manière aussi imprécise. Le paragraphe en projet doit être revu.

Article 26.

L'article 26 en projet détermine les conditions à remplir par les personnes qui désirent exercer la profession d'agent de change.

Cet article ne prévoit ni les conditions d'âge, ni les conditions de nationalité qui sont actuellement fixées par l'article 71, alinéa 1er, 1° et 3°, du Livre Ier, titre V, du Code de commerce. A cet égard, il y a lieu de se reporter à l'observation générale n° II, 1., p. 5-6.

Paragraphe 1er.

Le début du paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Le titre d'agent de change est décerné aux conditions suivantes :".

Article 27.

Selon le fonctionnaire délégué, les trois blancs dans l'article 27 en projet doivent être complétés par la mention des articles 20bis et 47 de la loi en projet.

.../...

Par la référence à l'article 7, § 2, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, l'interdiction de diriger une société de bourse sera imposée à toute personne ayant commis une infraction à la législation bancaire, spécialement aux articles 42 à 45 de l'arrêté royal n° 185 précité; au contraire, les dirigeants d'une société de banque ne subissent pas d'interdiction s'ils ont été condamnés pour avoir transgressé les dispositions propres à l'organisation des sociétés de bourse et des marchés boursiers.

En raison du parallélisme qui semble avoir été voulu par le Gouvernement entre le contrôle des banques et le contrôle des sociétés de bourse, un traitement différencié entre des personnes se trouvant dans des situations comparables ne se justifie pas.

Article 28.

1. L'article 28 du projet interdit aux agents de change participant à la gestion courante d'une société de bourse de prendre part à la gestion courante d'une autre société commerciale.

La méconnaissance de cette interdiction est sanctionnée d'une peine pouvant atteindre un an d'emprisonnement.

.../...

Cette interdiction n'atteint pas les autres administrateurs participant à la gestion courante.

L'agent de change, même s'il n'est pas administrateur, mais seulement membre du conseil de direction, sera le seul à ne pouvoir s'intéresser à une autre société.

Le même fait, punissable dans le chef de l'agent de change administrateur d'une société de bourse, ne serait pas punissable s'il était commis par un autre administrateur.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas comment peut se justifier une telle différence de traitement entre des personnes exerçant les mêmes fonctions.

2. Comme l'article 28 porte une interdiction qui ne s'applique qu'aux seuls agents de change, le pouvoir d'autoriser une dérogation à cette interdiction devrait être confié non pas à la Commission bancaire et financière, mais à l'organe disciplinaire à créer conformément à l'observation générale faite en tête du présent avis.

Article 30.

Toute infraction à l'alinéa 1er de l'article 30 est, suivant l'article 47, § 1er, 4°, du projet, punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante à dix mille francs ou d'une de ces peines seulement. Cette sanction paraît sévère si on la compare à celle prévue par l'article 201, 3°bis, des lois coordonnées sur les

sociétés commerciales, aux termes de laquelle les gérants ou administrateurs qui n'auront pas présenté le rapport du commissaire-reviseur encourent une peine d'amende de cinquante à dix mille francs. La même peine est prévue à l'article 201, 3°ter, à l'égard des associés en nom collectif qui n'auraient pas désigné un reviseur d'entreprise comme il est prévu à l'article 166 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article 31.

L'article 31 rend applicable aux sociétés de bourse l'article 80 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Suivant cette disposition, les comptes annuels des entreprises, accompagnés de certaines annexes, doivent être déposés au greffe du tribunal de commerce. La violation de cette obligation entraîne l'application de la peine prévue à l'article 201, 4°, des mêmes lois coordonnées c'est-à-dire une amende de 50 à 10.000 francs à l'égard des gérants et des administrateurs qui contreviennent à l'article 80.

Or, la sanction pénale prévue, lorsqu'une société de bourse constituée sous la forme de société en nom collectif ou de société en commandite simple ne dépose pas ses comptes annuels au tribunal de commerce, est, suivant l'article 47, § 1er, 6°, du projet non seulement une peine d'amende de 50 à 10.000 francs, mais aussi une peine d'emprisonnement d'un mois à un an.

.../...

Une telle discrimination dans les sanctions applicables aux dirigeants d'une société de bourse suivant la forme que celle-ci a adoptée : société de personnes ou société de capitaux, n'est pas justifiée dans l'exposé des motifs et ne peut, dès lors, être admise. On n'aperçoit pas de raison objective justifiant cette différence de traitement sur le plan pénal.

Article 32.

Dès lors que la Commission bancaire et financière a accordé son agrément à une société de bourse en prenant en considération les différents critères énumérés dans l'article 33 du projet, on n'aperçoit pas comment la commission de la bourse, dont l'intervention est prévue à l'article 9, § 1er, 4°, du projet, pourrait encore refuser l'admission de la société de bourse, d'autant plus que les critères d'admission d'une société de bourse par la commission de la bourse ne sont pas précisés et que ceux de l'agrément couvrent, pour ainsi dire, toutes les conditions requises.

Cette situation est d'autant plus curieuse que les décisions d'admission ou de refus de la Commission de la bourse sont susceptibles d'un recours devant la commission bancaire et financière.

Il est permis de se demander si, dans ces conditions, le rôle de la commission de la bourse n'est pas théorique, donc superflu.

.../...

Article 33.

Alinéa 1er.

2°.

Les termes utilisés "d'une organisation administrative et comptable et d'un contrôle interne adéquats" sont à ce point imprécis que le pouvoir d'appréciation de la Commission bancaire et financière pourrait être discrétionnairement exercé.

De plus, il faut entendre les mots "contrôle interne adéquats" comme impliquant une obligation complémentaire à celle de désigner un commissaire. On ne voit pas comment une société d'une personne ou une société de bourse composée de deux associés pourrait faire face à une telle obligation.

4°.

La fin du 4° serait mieux rédigée comme suit : "... par le présent titre ou par les règles prises en vue de son exécution;".

Alinéa 2.

L'article 33, alinéa 2, prévoit que le Roi règle la procédure d'octroi de l'agrément et qu'un recours est ouvert auprès du ministre des Finances contre une décision de refus de l'agrément.

L'octroi de l'agrément semble donc, dans l'esprit du Gouvernement, ne pas pouvoir faire l'objet d'un recours auprès du ministre. Néanmoins, cet octroi, s'il donne satisfaction au demandeur, peut causer préjudice à des tiers, membres ou non de la profession. Si le Gouvernement persiste dans son intention d'exclure le recours auprès du ministre contre une décision d'octroi de l'agrément, il en résultera que les tiers pourront d'emblée saisir le Conseil d'Etat d'un recours contre la décision de la Commission bancaire.

L'agrément d'une société de bourse ne peut être longuement différé et doit intervenir dans un terme relativement court si l'on veut éviter le chômage tant des personnes que des capitaux mis en oeuvre.

C'est pourquoi, il faudrait préciser dans le texte de l'article en projet le délai à l'expiration duquel le silence de la Commission bancaire pourra faire présumer une décision d'agrément susceptible de recours. Il faudra également déterminer le délai dans lequel le ministre des Finances pourra statuer sur l'octroi de l'agrément.

.../...

Article 34.

Paragraphe 2.

Il serait préférable de faire du dernier alinéa du paragraphe 2 un paragraphe distinct, à savoir un paragraphe 3.

Article 35.

L'article 35 du projet ne permet plus aux agents de change de réaliser des opérations sur devises. L'exposé des motifs indique que les transactions sur devises seront régies par les articles 50 et suivants du projet, relatifs aux marchés sur autres instruments. Cette explication est insuffisante pour supprimer une activité que les agents de change exercent traditionnellement.

Rien ne permet de penser que, dans les articles 50 et suivants relatifs aux autres marchés en valeurs mobilières et en autres instruments financiers, sera maintenu, en faveur des agents de change, le monopole que ceux-ci partagent avec les banques et les sociétés de bourse (1).

Enfin, il existe une discordance entre la fin du texte français et le texte néerlandais. Pour y remédier, il est proposé d'écrire dans le texte français : "activités, et celles qui en constituent l'accessoire ou le complément".

.../...

---

(1) Du reste, le change des monnaies étrangères auquel se livrent traditionnellement les agents de change ne constitue pas un marché.

Article 36.

Pour la définition du mot "participations", l'exposé des motifs (p. 52) renvoie à la réglementation relative aux comptes annuels des entreprises. En réalité, l'exposé des motifs se réfère à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, dans l'annexe duquel se trouve cette définition, arrêté qu'il devrait viser.

Une telle méthode de renvoi à une réglementation pour donner d'une notion une définition est contestable.

En effet, la référence faite dans la disposition d'une loi à une disposition réglementaire pour la définition d'une notion juridique incorpore dans la loi la définition telle qu'elle est rédigée au jour de l'adoption du texte législatif par le Parlement. Les modifications ultérieures qui seraient apportées au texte réglementaire demeureront sans effet sur la disposition visée. S'il n'en était pas ainsi, le Roi pourrait, sans attribution de pouvoir spécial, modifier le champ d'application de la loi en modifiant la disposition à laquelle il est fait référence, ce qui n'est pas admissible au regard de la hiérarchie des normes.

Il se recommande, dès lors, de remplacer le dernier alinéa par une définition de la notion de "participations", précédée des mots "On entend par "participations", ...".

.../...

Article 37.

Paragraphe 1er.

En vue d'une meilleure rédaction et pour que l'exception ne vise pas des situations autres que celles auxquelles s'applique la règle, l'article 37 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 37. § 1er. Les sociétés de bourse ne peuvent recevoir des dépôts de fonds. Cette interdiction ne s'applique pas aux dépôts à vue ou à trois mois au maximum, effectués par leurs clients en vue de l'acquisition de valeurs mobilières".

Paragraphe 2.

1°.

Le 1° serait mieux rédigé comme suit :

"1° aux avances qui ne peuvent pas dépasser les sommes à recevoir résultant directement ... (la suite comme au projet)".

3°.

Mieux vaut écrire :

"3° aux avances consenties, à l'aide de ses fonds propres, ... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 38.

Paragraphe 1er.

Les dérogations prévues dans l'article 38, § 1er, 1° et 3°, ne font l'objet d'aucune explication dans l'exposé des motifs. Une explication serait d'autant plus nécessaire que ces dérogations créent des discriminations qui pourraient être de nature, par l'incidence du paragraphe 2, à fausser le jeu de la concurrence.

3°.

Le 3° serait mieux rédigé comme suit :

"3° rémunérer les fonds déposés dans les conditions prévues à l'article 37, § 1er".

4°.

Suivant le commentaire consacré à l'article 38 dans l'exposé des motifs, "Il est toutefois entendu que la Commission bancaire a la possibilité d'intervenir pour éviter que des avantages excessifs soient accordés à ces fonds, avantages qui seraient de nature à mettre en cause la solvabilité de la société de bourse".

Une telle précision doit être exprimée dans le texte même de la loi en projet.

.../...

Il y a une certaine discordance entre le texte français qui vise les "émetteurs de valeurs mobilières, et le texte néerlandais où il est question de "instellingen die effecten uitgeven". Il y a lieu d'y remédier.

Paragraphe 2.

1°.

L'exigence de disposer d'une organisation administrative et comptable et d'un contrôle interne adéquat est déjà prévue par l'article 33, alinéa 1er, 2°, à l'égard de toutes les sociétés de bourse.

Les termes "organisation administrative et comptable" et "contrôle interne adéquat adapté à la nature et à l'ampleur des activités en question" sont à ce point imprécis que le pouvoir d'appréciation de la Commission bancaire et financière pourrait en devenir discrétionnaire.

Il convient de rappeler à cet égard que l'article 25 de l'arrêté royal n° 185, seul article où il est question de contrôle interne pour les banques, n'exige pas que celui-ci soit "adapté à la nature et à l'ampleur de leurs activités".

.../...

Article 40.

Il est renvoyé à l'observation générale n° IV.

Article 41.

Le texte néerlandais du liminaire de l'article devrait être rédigé comme il a été indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Par analogie avec la législation bancaire (1) et en raison de la portée trop générale du 1°, il convient d'omettre celui-ci. Il en résultera que les 2° et 3° deviendront les 1° et 2°.

3°.

Le 3°, devenant 2°, b, serait mieux rédigé comme suit :

"b) que la gestion de la société ... sont susceptibles de mettre en péril la liquidité de ses avoirs ... (la suite comme au projet)".

L'article 41 du projet aura pour effet de remplacer l'article 17, § 1er, du Règlement général de la Caisse de garantie des agents de change, approuvé par l'arrêté ministériel du 5 août 1988, qui organise le contrôle sur place chez les agents de change.

.../...

---

(1) L'article 19, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 185 qui permet à la Commission bancaire de procéder à des enquêtes et expertises et de prendre connaissance de tout document ne prévoit que les éventualités particulières reprises aux 2° et 3° de l'article 41, alinéa 1er.

D'autres dispositions de l'article 17 ne sont pas reproduites dans le texte en projet. Il s'agit, en particulier, de l'article 17, § 2, du Règlement aux termes duquel il est prévu que les contrôles ne peuvent pas entraver l'exercice de la profession, ni les opérations en cours.

Il faudrait que cette règle figure dans le texte de l'article 41.

Article 42.

Alinéa 1er.

L'article 42 prévoit, en son alinéa 1er, la possibilité pour la caisse d'intervention de demander aux commissaires-réviseurs de la société de bourse des rapports sur la situation de cette société.

Il semble que le coût de ces rapports doive incomber à la caisse d'intervention qui les a demandés. Il faudrait préciser ce point dans le texte de l'alinéa en projet en s'inspirant du système de l'article 15 du Règlement général adopté par la caisse de garantie des agents de change, règlement approuvé par l'arrêté ministériel du 5 août 1988.

D'autre part, pour assurer la concordance entre le texte français et le texte néerlandais, il y aurait lieu, dans le texte français, à la fin de l'alinéa 1er, d'écrire : "de lui faire rapport".

.../...

Article 43.

Paragraphe 1er.

L'article 43, § 1er, alinéa 1er, en tant qu'il utilise les mots "ou que son organisation administrative ou comptable ou son contrôle interne présente des lacunes graves" appelle la même observation que celle qui a été faite sous l'article 33, alinéa 1er, 2°.

Suivant le paragraphe 1er, alinéa 3, du projet, "La caisse d'intervention informe, conformément à ses statuts, la commission de la bourse des communications faites à la Commission bancaire et financière ...". Les mots "conformément à ses statuts" impliquent que les statuts que le Roi aura fixés en vertu de l'article 46, § 3, contiennent notamment, dans l'hypothèse envisagée, l'obligation d'informer la commission de la bourse et les modalités de cette information.

Paragraphe 2.

Dans l'article 43, § 2, il y a une discordance entre le texte français qui prévoit "la radiation de l'agréation des sociétés de bourse dès qu'elles ont cessé leur activité", ce qui peut impliquer une cessation provisoire de cette activité, et le texte néerlandais suivant lequel "schrapt de commissie ... de erkenning van beursvennootschappen die hun bedrijf hebben stopgezet", ce dernier terme impliquant une cessation définitive des activités.

.../...

En conséquence, le paragraphe 2 devrait être rédigé comme suit :

"§ 2. La Commission bancaire et financière procède, par décision motivée, au retrait de l'agrément des sociétés de bourse dès qu'elles ont mis fin à leur activité".

Paragraphe 3.

Ce paragraphe prévoit que l'article 25, § 2, § 3, § 4, § 5, alinéa 2, § 6 et § 7 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 est applicable aux décisions prises en vertu des paragraphes précédents.

Compte tenu de la gravité des mesures prévues aux paragraphes 2 à 7 de l'article 25 précité et pour permettre une meilleure compréhension, il vaudrait mieux reproduire les dispositions visées de l'article 25 en les adaptant au texte; cette manière de procéder permettrait d'éviter des problèmes de référence à un texte qui pourrait être modifié dans l'avenir.

Article 45.

A la fin de la première phrase, les mots "et modifier en conséquence les dispositions de celui-ci" sont superflus et doivent être omis. En effet, la phrase suivante attribue au Roi un pouvoir général d'adapter les dispositions légales relatives à la caisse d'intervention.

.../...

Article 46.

Paragraphe 1er.

Suivant l'article 46, la caisse d'intervention des sociétés de bourse qui se substituera à la caisse de garantie existant actuellement, aura pour objet d'assurer en tout ou en partie la bonne fin des engagements des sociétés de bourse et des établissements de bourse et de crédit visés à l'article 2, 2° et 3°, c'est-à-dire les sociétés de bourse établies en Belgique et les établissements de bourse et de crédit relevant du droit d'un Etat étranger.

Par ailleurs, les articles 48 et 49 règlent la situation de l'établissement de bourse ou de crédit relevant du droit d'un Etat étranger suivant qu'il a un établissement en Belgique (hypothèse prévue par l'article 48) ou n'en possède pas (hypothèse prévue par l'article 49).

Si l'on peut comprendre que les établissements de bourse étrangers établis en Belgique bénéficient des mêmes avantages que les sociétés de bourse belges, on comprend moins bien, alors qu'on ne connaît pas les conditions qui doivent être arrêtées par le Roi en vertu de l'article 49 du projet, comment les engagements des établissements de bourse étrangers n'ayant pas d'implantation en Belgique pourraient être garantis en cas de faillite. En effet, ces établissements n'ayant pas une comptabilité séparée pour les opérations faites en Belgique, ne seront pas soumis au contrôle de la caisse d'intervention.

Le texte du paragraphe 1er doit, dès lors, être revu.

.../...

Le paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Il est créé une caisse d'intervention des sociétés de bourse chargée d'assurer en tout ou en partie ... chapitre III.

Elle succède à la caisse de garantie des agents de change visée à l'article 71bis du titre V du Livre Ier du Code de commerce".

C'est pour tenir compte de l'article 86, en vertu duquel la caisse de garantie des agents de change cessera d'exister, que le texte précité est proposé.

Paragraphe 2.

Les mots "et par ses statuts" appellent la même observation que celle qui a été faite au sujet de l'article 4 de la loi en projet.

Dans le texte néerlandais, il faudrait écrire : "behalve voor zover" au lieu de "behalve wanneer voor zover".

Paragraphe 3.

Le texte néerlandais du paragraphe devrait être rédigé en tenant compte des remarques qui ont été faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 5.

Suivant l'article 46, § 5, les paiements faits par la caisse aux créanciers des sociétés de bourse entraînent subrogation de la caisse dans les droits de ces créanciers à l'égard des sociétés de bourse. Il est précisé dans le même texte que si les paiements de la caisse d'intervention ne couvrent qu'une partie des engagements garantis, la caisse sera remboursée par préférence, à concurrence du paiement partiel qu'elle a fait.

Il est ainsi dérogé à l'article 1252 du Code civil qui dispose : "la subrogation ... ne peut nuire au créancier lorsqu'il n'a été payé qu'en partie; en ce cas, il peut exercer ses droits, pour ce qui lui reste dû, par préférence à celui dont il n'a reçu qu'un paiement partiel".

La règle en projet est nouvelle. En effet, suivant l'article 8, § 1er, alinéa 3, du règlement général de la caisse de garantie actuellement en vigueur, la subrogation en cas de paiement partiel de la caisse de garantie a lieu sans préjudice de l'application de l'article 1252 du Code civil.

Certes, il est au pouvoir du législateur de modifier la règle énoncée dans l'article précité en remplaçant la préférence en faveur du créancier par une préférence au profit de celui qui, ayant partiellement payé la créance, est subrogé à due concurrence dans les droits du créancier partiellement payé.

Néanmoins, la nouvelle règle est de nature à créer une situation inéquitable pour les créanciers d'une société de bourse faillie.

En effet, en cas d'indemnisation partielle par la caisse d'intervention, si le curateur procède à une répartition au marc le franc du solde actif net de la société de bourse faillie et paie au créancier 50 % de sa créance, et si, par la suite, la caisse d'intervention paie 50% du montant de la créance, le créancier sera entièrement payé. Si, au contraire, la caisse d'intervention paie 50 % de la créance et qu'ensuite le curateur attribue au créancier 50 %, cette somme devra être attribuée à la caisse d'intervention en raison de la subrogation dont elle bénéficie et de la préférence qui s'y attache.

Il en résulte que, suivant le moment où le curateur de faillite procède à une répartition au marc le franc, le créancier de la société de bourse sera ou non entièrement payé.

Il appartient au Parlement d'apprécier si une telle règle - contraire au principe suivant lequel le créancier partiellement payé est présumé ne pas donner subrogation à ses dépens - se justifie alors que les conséquences de son application sont différentes suivant que le paiement partiel de la caisse d'intervention intervient après ou avant le règlement de la faillite et que les ressources de la caisse d'intervention proviendront en grande partie des droits complémentaires sur les transactions mis à charge des clients des sociétés de bourse, c'est-à-dire de leurs créanciers au cas où elles seraient déclarées en faillite.

.../...

Paragraphe 6.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de la remarque qui a été faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Au début du paragraphe 6, alinéa 2, 2°, mieux vaut écrire :

"2° dans le cadre d'une collaboration mutuelle et sous condition de réciprocité quant à l'obligation de discrétion prévue à l'alinéa 1er, à des organismes ... (la suite comme au projet)".

Paragraphe 7.

A la fin du pragraphe 7, mieux vaut écrire : "et les effets liés au concours de leurs interventions respectives".

Paragraphe 8.

Le début de l'alinéa 2 appelle la même observation que celle faite au sujet de l'article 43, § 3.

Paragraphe 9.

Le paragraphe 9, alinéa 2, donne un délai de dix jours au ministre des Finances pour annuler une décision de la caisse d'intervention lorsqu'elle a été préalablement suspendue par le recours du commissaire du gouvernement.

Ce délai commence, pour le ministre, le jour où le commissaire du gouvernement a eu connaissance de la décision. Compte tenu du délai de 4 jours imparti à celui-ci pour prendre son recours, il peut ne rester au ministre que six jours calendrier, soit normalement quatre jours ouvrables pour examiner ou faire examiner le dossier et statuer.

Ce délai paraît trop court. Il doit être allongé en s'inspirant des dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et, en particulier, de la disposition qui prévoit que le délai peut être augmenté de dix jours par décision du ministre.

Il serait plus simple de diviser l'article 46 en différents articles, d'autant plus que cet article 46 constitue l'article unique de la section V consacrée à la caisse d'intervention :

- les paragraphes 1er et 2 constitueraient l'article 46;

- les paragraphes 3 et 4, l'article 47;

- le paragraphe 5, l'article 48;

- les paragraphes 6 et 7, l'article 49;

- le paragraphe 8, l'article 50;

- le paragraphe 9, l'article 51.

En ce cas, la numérotation des articles suivants devrait être revue.

.../...

Article 47.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte des remarques qui ont été faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 48.

Il va de soi que le Roi, lorsqu'Il règle les obligations et interdictions des établissements de bourse étrangers établis en Belgique, doit respecter les obligations découlant, pour la Belgique, du droit européen.

Il convient, dès lors, de supprimer les mots "dans le respect des obligations découlant pour la Belgique du droit européen".

La même observation vaut pour l'article 49.

Articles 50 et 51.

L'article 50 confère au Roi le pouvoir de créer ou d'agréer, moyennant des formalités préalables, d'autres instruments financiers, dont la réglementation Lui paraît se justifier.

.../...

D'autre part, l'article 51 porte que le Roi institue, s'il y a lieu, les organismes chargés de l'administration des marchés visés à l'article 50, que ces organismes ont la nature de personne morale de droit public, que le Roi règle, sur avis de la Commission bancaire et financière, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle de ces organismes et qu'Il détermine les pouvoirs des organes de ces derniers, ce que précise le seul texte français.

Il résulte de l'examen conjoint de ces deux articles que le Roi aurait le pouvoir de créer d'autres bourses et d'autres coopératives de bourses que celles prévues dans les articles 3 et suivants de la loi en projet.

Le pouvoir sans limite donné au Roi pour créer ces nouveaux organismes de bourse, et dont l'exposé des motifs souligne lui-même l'importance, pourrait avoir pour effet de vider de sa substance toute la réglementation que la loi en projet institue.

Du reste, le Roi pourrait ainsi créer des personnes morales de droit public alors que ce pouvoir est jusqu'à présent réservé au législateur.

Les articles 50 et 51 doivent être fondamentalement revus.

.../...

Les articles 52 et suivants qui réglementent diverses conséquences de la création des organismes de bourse précités devraient également être revus.

Article 57.

Contrairement au texte en projet, la disposition n'est pas transitoire. Elle diffère le moment où les établissements publics de crédit qui y sont visés bénéficieront du droit d'intervenir dans les transactions et opérations visées par l'article 2, autres que les émissions publiques d'obligations de l'établissement qui les a agréées.

Cette disposition doit, dès lors, être insérée dans le chapitre VI, intitulé "Entrée en vigueur".

D'autre part, si la disposition vise à conférer au Roi un pouvoir nouveau à savoir celui de déterminer la réglementation relative à la protection de l'épargne, elle devrait se présenter comme une disposition modificative de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935.

Article 58.

Il faudrait, conformément à l'observation faite sous l'article 4, remplacer la dénomination "société de la bourse de valeurs mobilières" par les mots "coopérative de la bourse de valeurs mobilières".

.../...

D'autre part, il faut viser non pas l'article 3, mais l'article 4 de la loi en projet qui est relatif à la coopérative de la bourse de valeurs mobilières, constituée sous la forme de personne morale de droit public.

Article 59.

Il faudrait remplacer les mots "jusqu'à la constitution des organes des sociétés" par les mots "jusqu'à l'entrée en fonction des organes des coopératives de la bourse des valeurs mobilières prévues par les articles 3 et suivants".

Article 60.

L'article 60, qui est une disposition de mise en vigueur, doit être reportée au chapitre VI.

Article 61.

A la fin de l'article 61, il y a lieu d'écrire : "pour l'application des articles 2, 1°, 5 et 15 à 19".

Dans l'article 61, la formule suivant laquelle les agents de change doivent se conformer à l'article 21 de la loi en projet n'est pas adéquate. Le début de l'article 61 devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Art. 61. Les agents de change peuvent exercer leur activité en qualité de personne physique jusqu'au 1er janvier 1991 au plus tard ...".

.../...

Article 62.

Paragraphe 1er.

La fin du paragraphe 1er porte que "La transformation ultérieure de cette société ne leur fait pas perdre le droit résultant du présent paragraphe".

L'exposé des motifs devrait préciser que la transformation d'une société vise aussi le cas de la dissolution de cette société, suivie de la constitution d'une société nouvelle.

Paragraphe 2.

Le texte néerlandais du paragraphe devrait être rédigé en tenant compte de la remarque qui a été faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 63.

Le contexte révèle que c'est à tort que sont utilisés, dans l'article 63, les mots "le capital minimum versé". Ces mots doivent être remplacés par les mots "le capital minimum libéré".

Article 64.

Les mots "de plein droit" étant inutiles, il est proposé de rédiger l'article 64 comme suit :

"Art. 64. Les agents de change qui ... d'une société de bourse, demeurent admis au sens des articles 9, § 1er, 7°, et 26".

Article 66.

Pour éviter que l'incapacité que constitue l'interdiction visée à l'article 27 ne soit d'application rétroactive et ne porte ainsi atteinte à la sécurité juridique, le texte de l'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 66. L'article 27, alinéa 1er, n'est pas applicable aux personnes visées à l'article 62, § 1er, pour des infractions commises avant l'entrée en vigueur de la présente loi".

Article 68.

Cet article entend différer l'application de l'article 31 qui oblige certaines sociétés de personnes à tenir et déposer désormais des comptes annuels, lorsqu'elles opèrent en bourse.

Si l'on veut que cette disposition transitoire soit effective, elle devrait s'appliquer également à la transmission des comptes annuels à la Caisse d'intervention, prévue par l'article 40 du projet.

Article 69.

Dans l'article 69, il faut remplacer les mots "l'agrément prévu à l'article 33" par les mots "l'agrément prévu par l'article 32".

.../...

D'autre part, pour obtenir cet agrément, il n'est pas requis que les sociétés aient un capital de 50 millions.

Le respect de l'article 38, § 2, est exigé pour l'exercice de certaines activités et non pour obtenir l'agrément. La mention de l'article 38, § 2, doit, dès lors, être supprimée.

Article 70.

En tant qu'il vise le capital minimum libéré, il appelle la même observation que celle faite sous l'article 63.

Article 71.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de la remarque qui a été faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 73.

Paragraphe 1er.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de la remarque qui a été faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 2.

Le paragraphe 2 doit former un article autonome pour ne pas rompre la série de modifications apportées à l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935.

.../...

Pour déterminer la place que doit occuper l'article distinct, il convient de se reporter à la table de concordance jointe au présent avis.

Article 74.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 74. Dans l'article 36 du même arrêté, l'alinéa 3, modifié par la loi du 8 août 1980, est remplacé par l'alinéa suivant : "L'excédent, déduction faite ..., limites fixées par le Roi".

Article 75.

I. Le nouveau texte de l'article 39bis de l'arrêté royal n° 185, en projet, bien que partiellement rédigé en des termes identiques à ceux du texte actuel, en diffère sur plusieurs points.

- La disposition ne s'applique plus aux commissaires du gouvernement auprès des institutions de crédit régies par une loi spéciale.

- La Commission bancaire et financière pourra demander des rapports au commissaire du gouvernement auprès de la caisse d'intervention des sociétés de bourse, ce qui n'était pas prévu à propos de la caisse de garantie.

- La Commission bancaire et financière pourra demander au commissaire du gouvernement l'identité des opérateurs sur les marchés de valeurs mobilières.

L'exposé des motifs commente cette règle nouvelle en disant que "les contrôles dont la Commission bancaire est chargée peuvent supposer la connaissance de l'identité de certains opérateurs sur les marchés de valeurs mobilières".

Pour un problème de cette importance, une telle justification est insuffisante.

1. Il convient de rappeler que, suivant l'article 19, alinéa 5, de l'arrêté royal n° 185, la Commission bancaire et financière ne connaît des relations entre la banque et un client déterminé que dans la mesure requise pour le contrôle de la banque; la disposition en projet constitue une dérogation à cette règle. D'autre part, l'article 20 du règlement de la caisse de garantie prévoit que celle-ci ne connaît des relations avec un client déterminé d'un agent de change que si la défaillance de ce client compromet la situation financière de l'agent de change ou si elle justifie l'intervention de la caisse.

La disposition en projet doit contenir la même restriction que celle prévue dans les deux articles précités à savoir que la Commission bancaire et financière ne peut connaître l'identité du client que dans le mesure requise pour le contrôle à exercer.

Sans une telle restriction, l'article en projet porterait atteinte à la liberté de la vie privée prévue par l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

L'article en projet doit être revu en ce sens.

.../...

2. Le texte en projet utilise le mot "opérateurs" alors que, d'une manière générale, le projet utilise le mot "clients". Ce dernier vocable doit être employé par souci d'uniformiser. Si le terme "opérateur", avait une signification différente, il devrait être explicité dans le texte en projet ou, à tout le moins, dans l'exposé des motifs.

3. Selon l'intention du Gouvernement, le commissaire du gouvernement ne dispose d'aucun pouvoir d'appréciation. On n'aperçoit pas pourquoi les recherches d'identité sont faites par le biais du commissaire du gouvernement. La Commission bancaire et financière, en raison de son pouvoir de contrôle, pourrait le faire aussi bien.

II. Il semble que, suivant l'article en projet, le commissaire du gouvernement ne peut interroger les intermédiaires sur l'identité des "opérateurs" que si la Commission bancaire et financière le lui a demandé. Cependant, cette interprétation ne résulte pas expressément du texte et celui-ci devrait, dès lors, être complété dans ce sens. Moyennant les aménagements à apporter au texte, l'intermédiaire ne sera tenu de fournir les renseignements qui lui sont demandés sur l'identité de l'opérateur que si le commissaire du gouvernement a reçu instruction à cette fin de la Commission bancaire et financière.

.../...

III. Le texte en projet est totalement muet sur les pouvoirs dont le commissaire du gouvernement disposera lorsqu'il lui aura été demandé de rechercher l'identité d'un ou de plusieurs opérateurs. On peut se demander s'il pourra apprécier la nécessité de recourir à cette investigation; on peut aussi s'interroger sur les limites de son pouvoir d'investigation.

Tous ces points devraient être précisés dans le texte et justifiés dans l'exposé des motifs.

IV. Dans la mesure où le commissaire du gouvernement est appelé à recueillir des renseignements, notamment sur l'identité de l'opérateur, ces renseignements étant confidentiels, il doit être tenu au secret professionnel, comme le sont les personnes visées à l'article 40 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 et comme le prévoit l'article 46, § 6, du présent projet à propos de la caisse d'intervention.

La phrase liminaire de l'article 75 serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 75. L'article 39bis, inséré dans le même arrêté par l'arrêté royal du 22 octobre 1937 et modifié par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939, est remplacé par la disposition suivante : "Article 39bis ...".

.../...

Article 76.

L'article 76 présente l'inconvénient d'être une disposition autonome, et risque ainsi d'être perdue de vue. Pour y remédier, la teneur de l'article 76 devrait être insérée dans l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935.

De plus, en se référant à "l'alinéa 1er et (à) l'alinéa 2, 2°, du paragraphe 1er de l'article 25 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 (...)", le projet prévoit la possibilité de deux mesures d'office : la fixation d'un délai pendant lequel il doit être remédié à la situation constatée; la suspension de la poursuite des activités ou seulement la suspension d'un groupe d'activités.

Il est, dès lors, proposé d'insérer dans l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 un article 25bis rédigé comme suit :

"Article 25bis. Au cas où la Commission bancaire et financière a connaissance du fait qu'un établissement de crédit soumis à son contrôle ne respecte pas les règles applicables aux transactions sur les valeurs mobilières fixées par les articles 15 à 20 de la loi du ... sur les bourses de valeurs mobilières, ladite Commission fixe le délai dans lequel l'établissement financier doit remédier à la situation constatée.

.../...

La Commission bancaire et financière peut aussi suspendre la poursuite des activités de l'établissement de crédit ou, si la situation constatée concerne un secteur déterminé d'activités, la poursuite de ces dernières".

Pour déterminer la place que doit occuper l'article du projet qui insérerait ledit article 25bis dans l'arrêté n° 185, il convient de se reporter à la table de concordance jointe au présent avis.

Article 77.

A la deuxième ligne du texte néerlandais, il faudrait écrire : "wetboek van" au lieu de "wetboek op".

Il y a lieu d'écrire à la quatrième ligne du texte français : "du 8 août 1980 et du 17 juillet 1985".

Article 78.

L'article 78 prévoit que, dans les dispositions législatives et réglementaires, les mots "agent de change" doivent être remplacés par les mots "société de bourse".

On voit mal le remplacement des mots "agent de change", notamment dans :

- l'article 2 du décret des 2-17 mars 1791 portant suppression de tous droits d'aides, de toutes les maîtrises et jurandes, et établissement de patentes;

- l'article 1er du décret des 21 avril - 8 mai 1791 relatif aux officiers et commissions d'agents et de courtiers de change, de banque et d'assurances, tant de terre que de mer; conducteurs - interprètes et autres;

.../...

- l'article 19 de l'arrêté du 27 prairial an X concernant les bourses de commerce, article relatif au secret professionnel des agents de change (encore que le maintien en vigueur de l'article puisse être controversé; le projet pourrait être l'occasion de faire cesser tout doute);

- l'article 1er de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions (l'article 1er, modifié par la loi du 4 août 1978, concerne les professions d'agent de change et d'agent de change correspondant);

- l'arrêté ministériel du 4 août 1937 réglant l'examen scientifique prévu par l'article 71 de l'arrêté royal du 30 janvier 1935, n° 84, sur les bourses de commerce et la profession d'agent de change.

Si on appliquait l'article 78 du projet, par exemple, à l'alinéa 2 de l'article 139 du Code des taxes assimilées au timbre, le texte de cet alinéa 2 deviendrait le suivant :

"La taxe n'est toutefois pas due dans le chef de la ou des parties exerçant la profession de société de bourse, de société de bourse correspondante ou de banquier".

Enfin et surtout, la loi en projet persiste dans l'emploi des mots "agent de change" (cfr. articles 22, 1°, et 26, § 1er).

.../...

Dès lors, par son caractère trop général, la disposition en projet aboutit à des non-sens.

S'il est maintenu, l'article 78 doit énumérer les textes de loi dans lesquels les mots "agent de change" doivent être remplacés.

Article 79.

Alors que le projet, en son texte français, remplace partout l'expression "fonds publics" par celle de "valeurs mobilières", la première est maintenue six fois dans le texte français de l'article 121 du Code des taxes assimilées au timbre, en projet.

Pour uniformiser la terminologie, il convient de remplacer, dans le texte français, les mots "les fonds publics" par les mots "les valeurs mobilières au sens de l'article 1er de la loi du ... relative aux bourses de valeurs mobilières".

Dans la phrase liminaire de l'article 79 modifiant l'article 121 du Code des taxes assimilées au timbre, la mention de la loi du 14 "janvier" 1961 (lire : 14 février 1961) doit être omise, la loi du 27 décembre 1965 ayant remplacé les taux augmentés par l'article 120 de la loi du 14 février 1961 et ayant ainsi rendu sans objet la loi de 1961.

En outre, dans le 1°, a, il y a lieu d'écrire : "ou des emprunts émis par les Communautés, les Régions ... (la suite comme au projet)".

Article 80.

L'article 80 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 80. Dans l'article 122, alinéa 1er, du même Code, modifié par les lois du 13 août 1947 et du 27 décembre 1965, les mots "une taxe de 0,70, 1,40 ou 3,50 pour mille" sont remplacés par les mots "une taxe de 0,70 ou de 1,70 pour mille".

Article 82.

Au début, il y a lieu d'écrire : "L'article 126 [1], 3° ...".

Article 83.

La mention de la loi du 14 février 1961 doit être supprimée pour la raison mentionnée à propos de l'article 79 du projet.

Article 84.

L'article 84 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 84. A l'article 139, alinéa 1er, du même Code, modifié par les lois du 13 août 1947 et du 27 décembre 1965, les mots "une taxe de 0,85 ou 1,70 p.m." sont remplacés par les mots "une taxe de 0,85 pour mille".

Article 85.

Suivant l'article 85 du projet, l'article 13 de l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 est remplacé par

"et sans que l'affilié soit tenu de les verser à l'organisme interprofessionnel", ce qui signifie que l'intermédiaire (dénommé ici l'affilié) ne sera plus tenu de verser les titres à la caisse interprofessionnelle de virement de titres (en abrégé C.I.K.). En effet, suivant la dernière phrase du texte nouveau de l'article 13 de l'arrêté royal précité du 10 novembre 1967, l'accord du client "a les mêmes effets que le versement à l'organisme interprofessionnel, même pour les valeurs non admises en virement par celui-ci".

L'accord, exprès ou tacite, donné par le client aura pour conséquence que les valeurs mobilières remises par lui à l'intermédiaire seront aux termes du projet soumises au régime de fongibilité et que leur seront applicables les articles 4 à 8 et 10 à 12 de l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967.

L'article en projet tend ainsi à rendre applicables aux relations de l'intermédiaire et de son client, des dispositions qui ont été conçues en fonction de l'intervention, dans ces relations, d'un organisme, - la caisse interprofessionnelle - chargé, notamment, de conserver les valeurs mobilières reçues en dépôt. En d'autres termes, en substituant l'intermédiaire à la caisse interprofessionnelle, on transpose des règles conçues pour régir les relations du client, de l'intermédiaire et de la caisse interprofessionnelle, à une situation tout à fait différente dans laquelle l'intermédiaire est substitué à la caisse interprofessionnelle. Une telle transposition ne peut se faire sans distorsions au détriment du client.

Avant d'examiner les conséquences de l'article en projet, il convient de souligner que l'application du régime de fongibilité ne peut se faire sans l'accord du client. Cet accord, pour être valable, doit évidemment

être donné en parfaite connaissance de cause. Pour qu'il en soit ainsi, il ne suffit pas que le reçu contienne une formule d'acceptation. Il faut que cette formule soit mise en évidence au recto du reçu, que le silence du client ne puisse en aucune façon valoir acceptation et que son attention soit attirée sur les conséquences de son acceptation.

L'application du régime de fongibilité aux valeurs mobilières déposées chez un intermédiaire découle de l'article 4, alinéa 4, de l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 suivant lequel l'intermédiaire sera dispensé de l'inscription sur ses livres, des numéros des valeurs mobilières fongibles qu'il détient. La revendication par un client de ses titres devra donc s'exercer sur l'ensemble des valeurs fongibles déposées chez l'intermédiaire et si, l'ensemble de ces titres est insuffisant, il sera partagé entre les propriétaires des titres déposés, en proportion de leurs droits. Ces propriétaires deviendront créanciers chirographaires pour le surplus, c'est-à-dire à concurrence de la valeur des titres qui ne leur auront pas été restitués. Le client perd ainsi la garantie que constitue la propriété de titres identifiés par un numéro.

Une des conséquences de la modification en projet est la suivante. Selon l'article 5 de l'arrêté royal n° 62 précité, la constitution d'un gage régulier est notifiée à la caisse interprofessionnelle par lettre recommandée. L'intermédiaire étant substitué à cette caisse, la signification lui sera faite, mais la détention des titres donnés en gage ne sera pas aussi bien garantie que si ces titres étaient déposés à la caisse interprofessionnelle.

Par ailleurs, suivant l'article 7, alinéa 2, du même arrêté, le versement de valeurs mobilières à l'organisme interprofessionnel a les mêmes effets qu'un acte de disposition, toute publication d'opposition postérieure à ce versement étant sans effet. L'intermédiaire étant substitué à la caisse interprofessionnelle, toute opposition postérieure au dépôt de valeurs mobilières entre ses mains serait sans effet alors que rien n'est prévu pour donner à ce dépôt date certaine. La même objection peut être faite quant à l'attestation à délivrer par l'intermédiaire en vue de la radiation de l'opposition.

En outre, suivant l'article 8 du même arrêté, la personne qui a été involontairement dépossédée d'une valeur mobilière ne peut pas en demander la restitution avant que cette valeur ait été versée à la caisse interprofessionnelle, lorsque, avant ce même moment, cette personne n'a pas fait publier une opposition. On n'aperçoit pas comment cette règle pourrait s'appliquer lorsque l'intermédiaire est substitué à la caisse interprofessionnelle.

Au surplus, suivant l'article 11 du même arrêté, en vue de la participation à leurs assemblées générales, les sociétés ne peuvent exiger l'énoncé des numéros des valeurs mobilières versées à la caisse interprofessionnelle, le relevé numérique étant remplacé par une attestation de la caisse interprofessionnelle. Délivrée par un intermédiaire indélicat, cette attestation pourrait n'être pas conforme à la réalité, ce qui pourrait avoir pour conséquence que des décisions d'assemblées générales de sociétés seraient viciées à la suite de l'exercice du droit de vote s'attachant à des valeurs mobilières dont l'actionnaire ne serait plus propriétaire.

En conclusion, l'article 85 du projet présente l'inconvénient majeur que l'intervention de l'intermédiaire n'offre pas les mêmes garanties que celles que donne la caisse interprofessionnelle, de sorte que le propriétaire des titres en serait réduit à ne pouvoir exercer d'autre recours qu'une action en indemnisation contre l'intermédiaire.

L'article en projet doit, dès lors, être fondamentalement revu.

Article 86.

Comme l'observation en a été faite (1) l'article 86, 1°, du projet abroge sans distinction le titre V du Livre Ier du Code de commerce.

Pourtant, le chapitre Ier de ce titre traite non seulement des agents de change, mais aussi des courtiers en général et les articles 64, 65, 67 et 68 gardent, semble-t-il, leur utilité pour régler les droits et obligations des courtiers.

Quant au chapitre II - Des bourses de commerce, il traite des bourses de marchandises puis des bourses de fonds publics et de change.

L'exposé des motifs (p. 27) indique que "le projet supprime la notion de bourse de commerce et n'organise plus directement que les bourses de valeurs mobilières". Mais le projet n'abroge pas l'arrêté royal n° 72 du 30 novembre 1939 réglementant les bourses et les marchés à

.../...

---

(1) Observation générale V.

terme sur marchandises et denrées, la profession des courtiers et intermédiaires s'occupant de ces marchés et le régime de l'exception de jeu sur la base duquel est organisé la Bourse à terme des laines d'Anvers.

Afin de conserver dans le titre V les dispositions qui doivent y être maintenues et sous réserve de l'observation générale précitée, il conviendrait de rédiger l'article 86 comme une disposition modifiant le livre Ier, titre V, du Code de commerce, et non comme une disposition abrogatoire.

Cette disposition modificative devrait être insérée au titre III, chapitre Ier, en un article 63.

Article 87.

A l'instar de ce que prévoit l'article 11 de la loi générale sur les douanes et accises, les arrêtés qui, sur la base de l'article en projet, seraient pris par le Roi et qui s'apparenteraient à des arrêtés de pouvoirs spéciaux, devraient être soumis à une confirmation législative.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

De ontworpen wet spitst zich toe op enkele van de hiernavolgende basisideeën : beperking van de rol van de effectenmakelaars, intrede op de financiële markten van nieuwe bemiddelaars, vooral de banken en hun filialen, toekenning aan de Bankcommissie van bevoegdheden die thans door andere overheden worden uitgeoefend, uitbreiding van het toezicht en de controle op de natuurlijke en rechtspersonen die deelnemen aan de activiteit van tussenpersonen in de verhandeling van de effecten.

I. DE ORGANISATIE VAN DE FINANCIELE MARKTEN.

Terwijl de organisatie van de beurs heden ten dage onder het toezicht van de Regering wordt behartigd door de beurscommissie, die een corporatief orgaan is waarvan de leden bij gelijk stemrecht worden verkozen door de effectenmakelaars, zal de beurs voortaan, volgens het ontwerp van wet, geleid worden door een coöperatieve vennootschap - effectenbeursvennootschap genaamd - die alleen rechtspersonen groepeert, de beursvennootschappen, die voortaan de tussenpersonen zouden moeten zijn die de effectenmakelaars thans zijn.

Gelet op de in artikel 5 van het ontwerp voor die beursvennootschappen bepaalde mogelijkheid om op een variabel aantal aandelen van die coöperatieve vennootschap in te schrijven, mag worden verondersteld dat de coöperatieve vennootschap meer als een kapitaalvennootschap zal functioneren dan als een personenvennootschap. Die beursvennootschappen zouden er dus een invloed in kunnen hebben die in verhouding zou staan tot hun deelgerechtigdheid.

.../...

De grenzen van die participaties zouden in de tekst zelf van de ontworpen wet geregeld moeten worden, eerder dan in de statuten van de vennootschap. Want de hoegrootheid van die participaties kan een invloed hebben op de samenstelling van de organen van de vennootschap en in het bijzonder van de raad van bestuur. Die raad, waarop artikel 7 van het ontwerp de vroegere benaming van beurscommissie overdraagt, zal echter bevoegdheden uitoefenen die de eigen behoeften van het beheer van de vennootschap verreweg overstijgen. Het is trouwens om die reden dat de coöperatieve vennootschap, die de beurs organiseert, naar luid van artikel 4 van het ontwerp een publiekrechtelijke rechtspersoon is.

Aangezien de nieuwe bevoegdheden die het ontwerp aan de beurscommissie toekent haar het karakter van publiekrechtelijke overheid verlenen, zou de wijze waarop die commissie door de algemene vergadering van de beursvennootschappen wordt verkozen door de wet moeten worden bepaald, zoals het Wetboek van Koophandel dat doet voor de beurscommissie in haar huidige vorm. Het is van essentieel belang dat de wetgever een keuze maakt tussen, eensdeels, een verkiezing waarbij elk lid beschikt over één stem - zoals bepaald in artikel 146, eerste lid, 4°, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen - en, anderdeels, een verkiezing waarbij het vermogen van elk lid om te stemmen gemeten wordt aan het aantal aandelen waarop is ingeschreven.

Het aantal leden van de beurscommissie, alsook de duur van de mandaten, moeten ook bij de wet worden bepaald, zoals thans het geval is met de artikelen 91 en 92 van boek I, titel V, van het Wetboek van Koophandel.

.../...

Voorts dient te worden opgemerkt dat, volgens de ontworpen bepalingen, wanneer ze worden onderzocht aan de hand van de huidige rechtspraak die de aanwezigheid van rechtspersonen in een raad van bestuur aanneemt, de beurscommissie die volgens het ontwerp niets anders is dan de raad van bestuur van een vennootschap die de vorm van een handelsvennootschap heeft aangenomen, zou kunnen zijn samengesteld hetzij uit natuurlijke personen, hetzij uit rechtspersonen die vertegenwoordigd worden door natuurlijke personen.

II. DE EFFECTENMAKELAARS.

Vóór de wet van 30 december 1867 waren de effectenmakelaars ministeriële ambtenaren en hadden hun borderellen de waarde van authentieke akten (Pandectes belges, v° Bourse de commerce, nr. 41).

Thans is de corporatie (1) van de effectenmakelaars ingericht op democratische wijze, zoals die eigen is aan de beroepsorden (notarissen, advocaten, geneesheren, architecten, apothekers).

Zoals aan die andere beroepen, is aan dat van effectenmakelaar een monopolie verbonden, namelijk dat om beroepshalve mee te werken aan effectentransacties.

.../...

---

(1) In boek I, titel V, van het Wetboek van Koophandel wordt de corporatie van de effectenmakelaars verkeerdelijk bestempeld als vereniging.

Het orgaan dat belast is met de tucht, de beurscommissie, wordt verkozen bij gelijk stemrecht van alle leden van de corporatie, die elk over één stem beschikken, ongeacht het belang van hun kantoor of van de zaken die ze behandelen (artikel 91 van titel V).

Het vermogen van de corporatie wordt hoofdzakelijk gestijfd met een gedeelte van het aanvullend recht (dat voorheen noteringsrecht werd genoemd) dat geheven wordt op alle op de beurs genoteerde verrichtingen. De effectenmakelaars hebben geen enkel recht op dat vermogen. Wanneer zij de "vereniging" verlaten, ontvangen zij geen enkel gedeelte van het kapitaal.

Het ontwerp van wet wil die corporatieve structuur doen verdwijnen. Het geeft voorrang aan het functionele en commerciële aspect van de financiële markten boven de institutionele organisatie van het beroep van effectenmakelaar.

1. De hoedanigheid en de titel van effectenmakelaar.

Legt het ontwerp aan een natuurlijke persoon, zij het een effectenmakelaar, weliswaar het verbod op om nog zijn eigen beroep van bemiddelaar uit te oefenen, toch zal de titel van effectenmakelaar blijven bestaan en zal hij voortaan kunnen worden toegekend aan nieuwe gegadigden die de bij de wet bepaalde examens en stage zullen hebben doorgemaakt.

.../...

Wat de examens betreft, zou de ontworpen wet nader moeten bepalen hoe de examencommissie is samengesteld ten overstaan waarvan het in artikel 26, § 1, 3°, bedoelde beroepsexamen wordt afgelegd; artikel 71, eerste lid, van boek I, titel V van het Wetboek van Koophandel kan terzake als voorbeeld dienen.

De personen die geslaagd zijn voor de examens en hun stage hebben volbracht, zullen zoals thans het geval is, worden ingeschreven in het register van de effectenmakelaars (artikel 9, § 1, eerste lid, 7°, van het ontwerp). Hun titel zal verder beschermd blijven.

Het voeren van de titel van effectenmakelaar door een onbevoegde, zelfs al geschiedt zulks niet in het openbaar, wordt gestraft met een gevangenisstraf die maximaal één jaar bedraagt (artikelen 26, § 2, en 47, § 1, 1°, van het ontwerp), terwijl, bij wijze van vergelijking, hij die wederrechtelijk in het openbaar de titel of de graad aanneemt van personen die deelnemen aan de uitoefening van openbare macht, dan wel een burgerlijk of een militair openbaar ambt uitoefent, gestraft wordt met geldboete van 200 tot 1000 frank; hetzelfde geldt voor het voeren van de titel van advocaat (artikelen 227bis en 227ter van het Strafwetboek).

De omstandigheid dat het wederrechtelijk voeren van de titel van effectenmakelaar alleen strafbaar is als het in het openbaar geschiedt, zou uitdrukkelijk vermeld moeten worden, zoals het geval is in de bepalingen van het Strafwetboek.

2. Het statuut van de effectenmakelaar.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zouden de effectenmakelaars die de directieraad van een beursvennootschap vormen, bij arbeidsovereenkomst voor bedienden kunnen worden aangeworven. Het is zaak van het Parlement om uit te maken of die toestand van ondergeschiktheid bestaanbaar is met de noodzakelijke vrijheid welke de functie van financieel adviseur vereist, te meer daar bij de huidige stand van het recht, zulke ondergeschiktheid wordt verboden door artikel 74, tweede lid, van boek I, titel V, van het Wetboek van Koophandel.

Volgens de memorie van toelichting (bladzijde 6) is de Regering de menig toegedaan dat het aantal effectenmakelaars alsmede het aantal makelaarskantoren te groot is.

Gelet op de nieuwe lasten die ze in de uitoefening van hun beroepswerkzaamheid zullen moeten dragen, zoals bij voorbeeld de inbreng van een kapitaal, de bemoeiing van een commissaris-revisor, en, in het algemeen, de toename van hun algemene kosten, valt te vrezen dat een bepaald aantal makelaars genoodzaakt zullen zijn af te zien van de uitoefening van hun beroep. Het is zaak van de Regering en van het Parlement om uit te maken op welke wijze die toestand onder de ogen moet worden gezien, inzonderheid gelet op de schadevergoedingen die de effectenmakelaars aan hun personeel zouden dienen te betalen wegens hun activiteitsbeëindiging.

.../...

3. De tucht van de effectenmakelaar.

a) Tuchtorgaan.

Bij de huidige stand van het recht, wordt het tuchtrecht over de effectenmakelaars uitgeoefend door het orgaan dat zij kiezen (artikel 94 van titel V).

Het belangrijkste probleem dat de ontworpen wet doet rijzen is dat van het bepalen van de overheid die de tuchtvordering uitoefent.

Het ontwerp vertrouwt die opdracht toe aan de raad van bestuur van de coöperatieve beursvennootschap, welke raad in artikel 7 beurscommissie genoemd wordt.

Die raad van bestuur wordt verkozen door de leden van de coöperatieve vennootschap, die enkel beursvennootschappen kunnen zijn. Het ontwerp bepaalt helemaal niet dat de leden van die raad van bestuur effectenmakelaars moeten zijn. Aangezien de beursvennootschappen, die de enige leden zijn van de coöperatieve vennootschap, elke natuurlijke of rechtspersoon als vennoot zullen kunnen hebben (artikel 22, eerste lid, 7°) of na 31 december 1990 de volle eigendom van banken of verzekeringsmaatschappijen zullen kunnen zijn, mag men verwachten dat die raad van bestuur slechts weinig effectenmakelaars zal bevatten. De functies van bestuurders zouden zelfs kunnen worden opgedragen aan beursvennootschappen als zodanig, zoals hierboven is gezegd.

.../...

Die aldus samengestelde raad van bestuur kan natuurlijk geen tuchtvordering uitoefenen ten aanzien van de effectenmakelaars, zelfs indien hij de benaming "Beurscommissie" erft. Die raad is in feite een orgaan dat de werking van de beursmarkten voor zijn rekening neemt.

Het behoort tot de essentie van het tuchtrecht ten aanzien van een beroep, dat het orgaan dat ermee belast is de inbreuken op de beroepsethiek te beoordelen en te bestraffen, is samengesteld uit personen die dat beroep uitoefenen en uit beroepsmagistraten, met uitsluiting van eenieder die niets uitstaande heeft met het betrokken beroep. Zulk een orgaan kan worden beschouwd als een rechterlijke instantie in de zin van artikel 6 van het Europese Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, indien het onafhankelijk is van de uitvoerende macht, indien het de waarborgen van een gerechtelijke procedure biedt zoals die zijn vermeld in het vorengenoemde artikel 6, indien de mandaten van de leden een bepaalde duur hebben en indien het bevoegd is om te zeggen dat rechtsregels niet in acht genomen zijn (1).

De door het ontwerp opgelegde structuurwijziging vereist het instellen van een beroepsraad, die wordt verkozen door de effectenmakelaars die beantwoorden aan de bovenvermelde maatstaven. De regels geformuleerd in de artikelen 91, 92, 93, 1°, 2° en 4°, en 94 van titel V zouden met enige aanpassingen in het ontwerp moeten worden overgenomen.

.../...

---

(1) Europees Hof voor de rechten van de mens, arrest RINGEISEN, 16 juli 1971; arrest LECOMPTE en anderen, 23 juni 1981; arrest VAN DROOGENBROECK, 24 juni 1982; zie ook P. LAMBERT : "La Convention européenne des droits de l'homme et le droit disciplinaire", J.T. 1988, blz. 53 tot 58.

Aan dat tuchtorgaan moeten de bevoegdheden worden opgedragen die in artikel 9, § 1, eerste lid, van het ontwerp vermeld worden in de bepaling onder 4°, in zoverre ze een tuchtstraf kan meebrengen, alsmede in de bepalingen onder 7°, 8° en 9° (zie de bijzondere opmerkingen onder artikel 9 van het ontwerp).

Het instellen van dat orgaan zou harmoniëren met de bevoegdheden opgedragen aan de in artikel 12 voorgeschreven commissie van beroep.

Aan dat tuchtorgaan zou ook eerder dan aan de beurscommissie de opdracht om de titel van honorair effectenmakelaar te verlenen, moeten toekomen.

Voorts moet het gebruik van de talen in tuchtzaken in het ontwerp geregeld worden opdat de belanghebbende zich kan uitdrukken in de taal van zijn keuze en door de leden van dat orgaan begrepen wordt.

b) Procedures en tuchtstraffen.

De huidige tekst van artikel 94 van titel V bepaalt, naast de straffen, de wijze waarop de tuchtoverheid wordt geadieerd, de waarborgen voor de persoon die tuchtrechtelijk wordt vervolgd, het voor de beslissingen noodzakelijke quorum en de gevolgen van die beslissingen.

Het ontwerp is in dat opzicht te beknopt. Artikel 9, § 1, eerste lid, 7°, van het ontwerp voorziet in de schorsing en de schrapping van de effectenmakelaars en verwijst voor de gevallen en vormen van de tuchtvordering naar de tekst van het beursreglement die later zal worden vastgesteld. De wet zou de aangelegenheid bijgevolg niet meer regelen, terwijl ze het vroeger wel deed.

De rechtspleging en de tuchtstraffen moeten, zoals voorheen, door de wet worden geregeld (1).

4. De afwijkingen van de onverenigbaarheden en van de verbodsbepalingen.

Artikel 28 van de ontworpen wet verbiedt effectenmakelaars die een functie uitoefenen die een deelneming aan het dagelijks bestuur van een beursvennootschap impliceert, deel te nemen aan het dagelijks bestuur van een andere handelsvennootschap of vennootschap met handelsvorm. Artikel 29 van dezelfde ontworpen wet verbiedt zaakvoerders, bestuurders en directeuren van een beursvennootschap leningen of kredieten te ontvangen van de beursvennootschap waar zij hun functie uitoefenen.

De voormelde artikelen bieden de Commissie voor het Bank- en Financiewezen evenwel de mogelijkheid afwijkingen te verlenen (2).

Maar, terwijl de wetgever gewoonlijk zelf de voorwaarden vermeldt waaronder kan worden afgeweken van de door hem gestelde regel (zie, bij voorbeeld, het ontworpen artikel 38) laten de bedoelde artikelen na de voorwaarden te formuleren waaronder de afwijkingen kunnen worden toegestaan (2).

.../...

---

(1) Het kan dienstig zijn de huidige bepalingen inzake de tucht ten aanzien van de effectenmakelaars te vergelijken met de artikelen 456 tot 471 van het Gerechtelijk Wetboek, die de tucht ten aanzien van de advocaten regelen.

(2) Zie evenwel de bijzondere opmerking 2 onder artikel 28.

Het is zaak van het Parlement uit te maken of de artikelen 28 en 29 niet uitgehold worden wanneer aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de mogelijkheid wordt gegeven af te wijken van de verbodsbepalingen en wanneer zelfs geen objectieve minimumvoorwaarden vermeld staan waarmee het gebruik gepaard gaat dat de commissie zal moeten maken van de bevoegdheid die haar aldus wordt toegekend.

Is het Parlement evenwel de mening toegedaan dat de Commissie voor het Bank- en Financiewezen over een discretionaire bevoegdheid moet beschikken om afwijkingen te verlenen, dan moet althans de minimale vrijwaring van het gelijkheidsbeginsel ertoe leiden dat die commissie verplicht wordt haar beslissingen, die daarna bekendgemaakt zouden moeten worden, met redenen te omkleden. Het zou overigens niet te begrijpen zijn dat de afwijkingen van artikel 35 "natuurlijk met redenen omkleed en bekendgemaakt" moeten worden - zoals de commentaar bij, maar niet de tekst van artikel 35 preciseert - wanneer de afwijkingen van de artikelen 28 en 29 zulks niet zouden moeten worden.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 35 en 36.

III. DE STRAFBEPALINGEN.

1. Strafbare feiten en straffen.

Artikel 20bis, § 4, stelt alle inbreuken op de artikelen 16, 17, 18 en 19 van het ontwerp alsmede op de met toepassing van artikel 20 vastgestelde bepalingen strafbaar.

Artikel 47, § 1, 1° en 2°, straft met straffen die tot één jaar gevangenisstraf kunnen gaan, zij die de bepalingen van de artikelen 22, 26, § 2, 32 en 34, § 1, overtreden, alsmede de zaakvoerders, bestuurders en directeuren die de bepalingen van de artikelen 24, 25, 29, 35, 36 en 37 overtreden.

Aldus volstaan die twee bepalingen om vijftien artikelen van de ontworpen wet met een strafmaatregel kracht bij te zetten. Hoewel zulk een doortastende methode al eerder voorgekomen is, zijn de bezwaren die daaraan verbonden zijn zo ernstig dat ze uitgesloten dient te worden.

Een straf stellen op elke schending van enige regel van de vermelde artikelen verruimt immers op buitensporige wijze de werkingssfeer van de beteugeling en leidt tot de mogelijkheid om in bepaalde gevallen straffen op te leggen die niet in verhouding staan tot de ernst van de strafbare feiten.

Zo is het niet raadzaam dezelfde straf te stellen op de te late verzending van het bericht bedoeld in artikel 17, derde lid, welk strafbaar feit ten laste van een bediende van de beursvennootschap kan worden gelegd, en de verkoop buiten de beurs van een op de termijnmarkt genoteerd aandelenpakket, voor een bedrag dat lager ligt dan de door het ontwerp vereiste 30 miljoen (artikel 16).

.../...

Evenzo is het niet aangewezen om zonder nader onderscheid een gevangenisstraf die één jaar kan bedragen, te stellen op zo uiteenlopende strafbare feiten als :

a) het overdragen, door de raad van bestuur aan het directiecomité, van de bevoegdheid om "het algemeen beleid" van de beursvennootschap uit te stippelen (artikel 24);

b) het toekennen, door de beurscommissie, van de titel van honorair effectenmakelaar aan een persoon die slechts 24 jaar actieve dienst telt (in dat geval zijn de leden van de commissie strafbaar; zie artikel 26, § 2);

c) het ter beurze uitvoeren, door een zaakvoerder van een beursvennootschap, van een door een cliënt gegeven order, zonder dat de effectenmakelaar zijn leidende bevoegdheid heeft uitgeoefend (artikel 25);

d) het voeren van de titel van effectenmakelaar, ook al geschiedt dat niet in het openbaar.

Doordat het ontwerp werkt met globale verwijzingen, laat de wetgever na van elk strafbaar feit alle samenstellende bestanddelen te bepalen en aan te geven hoe zwaarwegend ze zijn. Doordat artikel 9 van de Grondwet aan de wetgever opdraagt de strafmaat te bepalen, legt het hem echter de verplichting op zijn bevoegdheid zo nauwlettend mogelijk uit te oefenen.

Wil de wetgever zich gedragen naar die grondwettelijke regel, dan dient hij zelf de strafbare feiten te omschrijven door ze als zodanig te beschouwen, en inzonderheid

.../...

aan te geven of de bedrieglijke aard al dan niet vereist is. Bij de herziening van de ontworpen strafbepalingen zou de Regering de artikelen 200 tot 210 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen als voorbeeld kunnen nemen.

Alleen door zo te werk te gaan zal de wetgever aan de rechter de specifieke gegevens bezorgen om hem in staat te stellen op te treden met het doorzicht dat noodzakelijk is om de zwaarwichtigheid van het misdrijf en de straf op elkaar af te stemmen, alsmede om aan die straf een persoonlijk karakter te geven.

2. Regels betreffende de herhaling.

Artikel 20bis, § 5, bepaalt dat bij herhaling binnen vijf jaar na een veroordeling op grond van een inbreuk op de ontworpen strafbepalingen, de straffen verdubbeld kunnen worden.

Volgens artikel 55 van het ontwerp, kan de Koning strafrechtelijke sancties treffen bij overtreding van de krachtens hoofdstuk IV, titel I, van de ontworpen wet genomen maatregelen, "onverminderd strafverdubbeling bij herhaling".

De voormelde bepalingen wijken af van de regels die geformuleerd zijn in boek I van het Strafwetboek in geval van herhaling, doordat artikel 20bis niet preciseert dat de vroegere veroordeling ten minste een jaar moet bedragen en doordat artikel 55 geen melding maakt van de hoegrootheid van de vroegere straf, noch van de termijn waarbinnen het nieuwe strafbare feit gepleegd moet zijn.

De memorie van toelichting verschaft geen nadere uitleg die zodanige afwijkingen kan wettigen. Bovendien wijst het tweede lid van artikel 20bis, § 5, erop dat de bepalingen van boek I van het Strafwetboek - en inzonderheid die van hoofdstuk V betreffende de herhaling - van toepassing zijn op de misdrijven bestraft krachtens artikel 20bis van het ontwerp en is het zodoende in tegenspraak met het eerste lid van paragraaf 5 van hetzelfde artikel.

De artikelen 20bis, § 5, eerste lid, en 55 dienen te vervallen in zoverre ze afwijkingen van het gemene recht bevatten. De toestand zou zich alleen anders voordoen indien de afwijkingen gewettigd werden in de memorie van toelichting, maar er is geen enkele objectieve reden voorhanden om de personen bedoeld in de twee eerdergenoemde artikelen strenger te straffen dan de andere overtreders; wordt de tekst van artikel 20, § 5, gehandhaafd, dan zou het tweede lid ervan aangepast moeten worden (1).

3. Verbod tot uitoefening van het beroep.

Volgens artikel 27, eerste lid, van het ontwerp mag de functie van onbeperkt aansprakelijk vennoot, van zaakvoerder, bestuurder of directeur van een beursvennootschap niet worden uitgeoefend door personen op wie artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 van toepassing is of die werden veroordeeld wegens inbreuk op de artikelen 20bis en 47 van deze wet.

.../...

---

(1) Zie eveneens de bijzondere opmerkingen onder het ontworpen artikel 20bis.

Met de verwijzing naar artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit nr. 185, gewijzigd bij de wet van 17 juli 1985, heeft het ontwerp de veroordelingen op het oog die opgelopen zijn wegens strafbare feiten opgenomen in een lijst in het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934, alsmede wegens overtreding van een andere reeks van diverse strafbepalingen die voorkomen in dat artikel 7, § 2, en te maken hebben met financiële aangelegenheden.

Het ontwerp voegt aan die twee lijsten een groep van 25 strafbare feiten toe, zonder het onderscheid te laten voortbestaan dat het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 maakt tussen de lichte straffen en de ernstige straffen, welke laatste de enige zijn die een verbod tot uitoefening van het beroep tot gevolg hebben.

Het ontwerp bepaalt daarentegen dat elke veroordeling wegens overtreding van de ontworpen wet het definitieve verbod meebrengt om het beroep van beursbemiddelaar uit te oefenen, zonder beperking in de tijd.

Dat verbod zou geen straf zijn, maar een burgerlijke onbekwaamheid, zoals die bepaald bij het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 en die, volgens het verslag aan de Koning, stoelt op het feit dat het er op aan komt "het bestuur, het toezicht en het beheer (van de handelsvennootschappen) te ontzeggen aan onwaardige personen, wier gebrek aan rechtschapenheid duidelijk blijkt" ... alsmede op de vaststelling dat "de veroordelingen, in artikel 1 van het ontwerp opgesomd, slechts worden uitgesproken voor feiten die niet stroken met de meest elementaire eerlijkheid" (1).

.../...

---

(1) Cassatie 13 juli 1936, Pasicrisie 1936, I, blz. 351 en 352. Belgisch Staatsblad van 27 oktober 1934, blz. 5768.

De veralgemening en de zelfwerkzaamheid van het definitieve verbod om het beroep uit te oefenen verbijsteren door hun strengheid.

Er is geen objectieve reden - en de memorie van toelichting vermeldt er ook geen - om op de effectenmakelaars een strengere regeling toe te passen dan die welke bepaald is voor de personen bedoeld in het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934. Die strengheid is des te minder gewettigd daar, zoals hierboven is gezegd, de door de ontworpen wet in het vooruitzicht gestelde strafmaatregelen niet in verhouding staan tot de zwaarwichtigheid van de strafbare feiten.

De Regering behoort derhalve in de strafbare feiten die ze bepaalt het nodige onderscheid te maken en alleen te voorzien in een verbod tot uitoefening van het beroep voor de personen die wegens een ernstig strafbaar feit veroordeeld zijn tot een nader te bepalen straf, bij voorbeeld drie maanden gevangenisstraf.

Het is in alle geval zaak van het Parlement om uit te maken of de regeling die ingevoerd is bij het besluit nr. 22 van 24 oktober 1934, en die van het verbod tot uitoefening van het beroep als gevolg van een strafrechtelijke veroordeling, een burgerlijke onbekwaamheid maakt, gehandhaafd dient te worden, dan wel of men niet beter bij een meer klassieke opvatting van de straf blijft, en het bijgevolg aan de rechter overlaat zich in elk geval uit te spreken over de wenselijkheid om aan de hoofdveroordeling het verbod tot uitoefening van het beroep toe te voegen. Neemt de wetgever die laatste oplossing aan, dan zal het verbod opnieuw duidelijk als een bijkomende straf naar voren treden.

.../...

Tegen de bevoegdheid die artikel 27, tweede lid, aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen verleent om het verbod op te heffen voor veroordeelde personen, rijzen nog meer bezwaren dan tegen de bevoegdheid die aan die administratieve commissie wordt verleend door de artikelen 28, 29, 35 en 36. Die bevoegdheid, die een nuttig tegenwicht lijkt te vormen voor de zelfwerkzaamheid van het verbod, versterkt evenwel nog de bezwaren van de regeling waarin het een plaats inneemt, want die bevoegdheid die veel weg heeft van een recht van genade, zal op discretionaire wijze uitgeoefend worden door een administratieve commissie, buiten alle waarborgen van het billijke proces, bedoeld in artikel 6 van het Europese Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

IV. DE OPDRACHT VAN VERORDENINGSBEVOEGDHEID AAN DE BEURSCOMMISSIE EN AAN DE COMMISSIE VOOR HET BANK- EN FINANCIEWEZEN.

Volgens artikel 67 van de Grondwet berust de verordeningsbevoegdheid bij de Koning. Er is aangenomen dat de Koning die bevoegdheid gedeeltelijk aan een of meer ministers kan delegeren om bijkomstige maatregelen te nemen, nadat Hijzelf de fundamentele maatregelen heeft vastgesteld.

Het door de wetgever opdragen van een verordeningsbevoegdheid aan een zelfstandige instelling zonder politieke verantwoordelijkheid strookt niet met de grondwettelijke vereisten.

In het licht van die beginselen leveren de volgende bepalingen van de ontworpen wet stof tot discussie op :

1° het ontworpen artikel 4, vierde lid, biedt de Koning de mogelijkheid om aan de beurscommissie de bevoegdheid over

te dragen om, na advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en met de goedkeuring van de Minister van Financiën, de materies te regelen die Hij bepaalt;

2° het ontworpen artikel 44 stelt de Commissie voor het Bank- en Financiewezen in staat om, bij reglement uitgevaardigd op advies van het Interventiefonds en van de Beurscommissies en na goedkeuring door de Minister van Financiën en door de Minister van Economische Zaken, vast te stellen welke beperkingen of ratio's de beursvennootschappen in acht moeten nemen tussen bepaalde door haar vast te stellen bestanddelen van hun actief- en passiefstructuur;

3° op grond van het ontworpen artikel 52, § 2, kan de Koning aan de in artikel 51 bedoelde instellingen die Hij bepaalt, de bevoegdheid overdragen om, met de goedkeuring van de Minister van Financiën, de in het eerste lid (lees : paragraaf 1) bedoelde regels geheel of gedeeltelijk vast te stellen, en inzonderheid de bevoegdheid om aanvullende regels vast te stellen inzake organisatie en controle van de in hoofdstuk V bedoelde markten.

De afdeling wetgeving heeft inderdaad reeds aangenomen dat de opdracht van verordeningsbevoegdheid aan een instelling zonder politieke verantwoordelijkheid gewettigd kan zijn wanneer de door de instelling vastgestelde verordening de goedkeuring behoeft van een politiek verantwoordelijke overheid, bij voorbeeld, de Minister van Financiën of de Minister van Economische Zaken (1).

.../...

---

(1) Zie in dat opzicht inzonderheid artikel 29, vierde en vijfde lid, van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

Daaruit volgt dat de in het ontworpen artikel 44 bepaalde delegatie zou kunnen worden aangenomen.

Alhoewel de door de Beurscommissie (ontworpen artikel 4, vierde lid) of een nader te bepalen instelling (ontworpen artikel 52, § 2) vast te stellen verordening de goedkeuring van de Minister van Financiën behoeft, is de opdracht van een verordenende bevoegdheid aan de voornoemde instellingen daarentegen strijdig met de grondwettelijke bepalingen, omdat de inhoud van een dergelijke bevoegdheid te ruim afgebakend is, en zelfs helemaal niet afgebakend is. Het ontworpen artikel 4, vierde lid, machtigt de Koning immers om de bevoegdheid over te dragen om de materies te regelen die Hij bepaalt; het ontworpen artikel 52, § 2, machtigt Hem om aan een nader te bepalen instelling de bevoegdheid over te dragen om de aangelegenheden te regelen die opgesomd zijn in paragraaf 1 van hetzelfde artikel.

De artikelen 4, vierde lid, en 52, § 2, van het ontwerp moeten grondig worden herzien.

V. DE OPHEFFING VAN BOEK I VAN HET WETBOEK VAN KOOPHANDEL.

Artikel 86, 1°, van de ontworpen wet voorziet in de algehele opheffing van Boek I, titel V, van het Wetboek van Koophandel, dat als opschrift draagt "Handelsbeurzen, wisselagenten en makelaars".

.../...

Alhoewel verscheidene voorontwerpen van wet inzake financiële aangelegenheden aangekondigd worden, waarin sommige bepalingen van Boek I, titel V, van hetzelfde wetboek overgenomen of ingepast zouden worden, mogen die bepalingen vanaf heden niet verdwijnen in zoverre ze in het onderhavige ontwerp van wet door geen andere bepaling worden vervangen; anders komt men in een juridisch vacuüm terecht.

Dat is onder meer het geval met de bepalingen die de makelaars (artikelen 64, 65, 67 en 68 van de genoemde titel V) en de goederenbeurzen (artikelen 81 tot 86 van dezelfde titel) betreffen. Met betrekking tot die bepalingen zal een meer omstandige opmerking gemaakt worden naar aanleiding van het onderzoek van artikel 86 van de ontworpen wet.

Maar de algehele opheffing van titel V zal andere bepalingen van die titel doen verdwijnen waarvoor goede gronden voorhanden zijn om ze te handhaven, hetzij in de ontworpen wet, hetzij in een andere tekst, of waarvan de opheffing op zijn minst gewettigd zou moeten worden in de memorie van toelichting.

Het gaat om de volgende bepalingen :

1. Artikel 71, § 1, 1° en 2° : volgens die bepaling kunnen alleen onderdanen van een Lid-Staat van de E.E.G. die het genot hebben van hun burgerlijke rechten en ten minste 25 jaar oud zijn, de hoedanigheid van wisselagent bezitten.

Indien het ontwerp die vereisten laat varen, zou de memorie van toelichting de redenen daarvan toch nog moeten opgeven.

.../...

2. Artikel 74, tweede lid : die tekst verbiedt de wisselagent een arbeidsovereenkomst, een aannemingscontract of een soortgelijke overeenkomst aan te gaan.

3. Artikel 75, § 1, derde lid : volgens die bepaling moeten de personen of vennootschappen die het bedrijf van bankier uitoefenen, om de orders tot aan- of verkoop van effecten, al dan niet genoteerd op een beurs, te mogen aannemen, doen blijken dat zij bij de Nationale Bank van België een zekerheid hebben gedeponeerd die de opdrachtgevers bij voorrecht tot waarborg strekt van de uitvoering van de verbintenissen die de bankier op zich genomen heeft. Is de opheffing van die waarborgverplichting gewettigd, dan zou in de memorie van toelichting moeten worden uitgelegd waarom die opheffing geschiedt.

4. Artikel 75, § 2, tweede lid, b) : die bepaling staat toevallige overdrachten, onder bezwarende titel en buiten de beurs, van genoteerde effecten tussen partijen toe wanneer geen van hen zodanige verrichtingen gewoonlijk doet.

Aangezien het ontwerp alleen maar een reglementering vaststelt voor de verrichtingen waarvoor de medewerking van beroepsbemiddelaars vereist is (zie artikel 2 van het ontwerp), zou de weglating van de bepaling het vermoeden kunnen wekken dat een essentiële regel van contractuele vrijheid tussen particulieren inzake het vermogen ter zijde gesteld zou kunnen worden.

.../...

Is zulks de bedoeling van de wetgever, dan zouden de redenen daarvan in de memorie van toelichting aangegeven moeten worden. Die verantwoording zou eveneens wenselijk zijn wanneer zulks niet de bedoeling van de wetgever is.

5. Artikel 99, eerste lid : krachtens die bepaling is de notering van een beurs een authentieke akte; de inhoud ervan wordt beschreven. De bepaling zou kunnen worden overgenomen in de ontworpen wet in plaats van in een verordening, die overeenkomstig artikel 9, § 1, 6°, van de ontworpen wet door de beurscommissie wordt vastgesteld.

6. Artikel 100 : het bepaalt dat het reglement voorziet in alles wat betrekking heeft op de controle van de notering, alsmede op de bewaring van de biljetten van vraag en aanbod, van de bulletins en van de andere bescheiden betreffende de verrichtingen.

Artikel 9, § 1, 6°, van de ontworpen wet zou die preciseringen kunnen bevatten; is dat niet het geval dan zou de reden van de opheffing van artikel 100 in de memorie van toelichting moeten worden verklaard.

7. Artikel 101, achtste lid, ingevoegd bij de wet van 9 maart 1989 : die bepaling verbiedt de leden van het noteringscomité ruchtbaarheid te geven aan de feiten waarvan zij uit hoofde van hun functie kennis hebben gekregen. Aangezien de opdracht om de effecten in de notering op te nemen door het ontwerp wordt opgedragen aan de beurscommissie, zou aan de leden ervan dezelfde geheimhoudingsplicht opgelegd moeten worden.

8. Artikel 107 : het gelast de Koning de verplichtingen vast te stellen van de uitgevende instellingen van tot de officiële notering toegelaten effecten, met name de informatie die de vennootschappen waarvan de effecten genoteerd worden, aan de beurs moeten verstrekken.

Die bepaling is zo algemeen gesteld dat ze geschikt is om opgenomen te worden in artikel 9, § 1, van het ontwerp; wordt ze er niet in opgenomen, dan zou de memorie van toelichting een verklaring moeten geven over de opheffing ervan.

9. Artikel 108 : dat artikel heeft onder meer betrekking op de openbare uitgifte, de verkoop bij openbare inschrijving en de opneming van niet-Belgische effecten in de notering. Voor die verrichtingen is de toestemming vereist van de Minister van Financiën.

Die regel wordt niet overgenomen in de ontworpen wet.

De memorie van toelichting zou moeten uitleggen waarom van die regel wordt afgezien.

10. Artikel 109 : het bepaalt dat de officieren van gerechtelijke politie die toegang hebben tot de beurs aangewezen worden door de procureur-generaal bij het hof van beroep.

.../...

Artikel 9, § 1, 3°, 6° en 8°, van de ontworpen wet verleent aan de beurscommissie bepaalde opdrachten van politie, maar regelt niet de toegang van officieren van gerechtelijke politie tot de beurs, evenmin als de wijze waarop ze worden aangewezen.

Er is grond om de bepaling van artikel 109 in de ontworpen wet op te nemen, tenzij de memorie van toelichting uitlegt waarom dat artikel 109 wordt opgeheven.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Opschrift.

Uit het opschrift van het ontwerp blijkt niet voldoende wat het precieze onderwerp van de ontworpen wet is.

Derhalve wordt voorgesteld het te vervangen door het volgende opschrift :

"Wet op de effectenbeurzen".

Dit opschrift doet beter uitkomen wat essentieel is in de ontworpen wet.

Indieningsbesluit.

Aan de ontworpen wet moet een indieningsbesluit voorafgaan, dat als volgt wordt geredigeerd :

"BOUDEWIJN ... enz.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :".

Bepalend gedeelte.

De artikelen 57 tot 88 zijn samengebracht in een boek II - "Overgangsbepalingen, opheffingsbepalingen, diverse bepalingen", bestaande uit twee titels, terwijl de vermelding van boek I ontbreekt.

Aangezien het wetsontwerp geen wetboek is, is er geen aanleiding om het in boeken in te delen.

Evenzo wordt afgeraden te werken met een "Inleidende titel". Men schrijve "Eerste titel" en precisere het opschrift zoals hierna zal worden voorgesteld.

Het ontwerp zou derhalve als volgt moeten worden ingedeeld :

"Titel I - Effecten en bemiddelaars.

Titel II - Effectenmarkten en andere financiële instrumenten.

Hoofdstuk I tot hoofdstuk V : (zoals in het ontwerp).

.../...

Hoofdstuk VI - Aanpassing aan het Europese recht.

Titel III - Andere bepalingen.

Hoofdstuk I. Wijzigingsbepalingen
Hoofdstuk II. Opheffingsbepalingen
Hoofdstuk III. Overgangsbepalingen
Hoofdstuk IV. Inwerkingtreding".

In de ontworpen wet vormt artikel 87 een hoofdstuk Vbis in de titel die handelt over overgangsbepalingen, opheffingsbepalingen en diverse bepalingen. Dat artikel moet, vanwege zijn inhoud, ingevoegd worden aan het slot van titel II en het laatste hoofdstuk ervan vormen, namelijk hoofdstuk VI, met als opschrift "Aanpassing aan het Europese recht".

Artikel 1.

1°.

In de Franse tekst is de uitdrukking "parts d'intérêts" niet gebruikelijk in het handelsvennootschappenrecht. Het is beter die woorden te vervangen door het woord "parts représentatives". In de Nederlandse tekst kan worden volstaan met het woord "aandelen", dat op beide Franse termen slaat.

.../...

2°.

De bepaling onder 2° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"2° winstbewijzen die zijn uitgegeven door dergelijke vennootschappen of door enig ander rechtspersoon, ongeacht diens aard;".

4° en 5°.

Naar de gemachtigde ambtenaren hebben verklaard, stroken sommige gebruikte uitdrukkingen, zoals "collectieve leningen", "collectieve vorderingen", "bewijzen", "stukken" en "overeenkomsten" met het specifieke taalgebruik inzake financiële techniek. De betekenis van die termen, die voorts nog in andere ontwerpen zullen voorkomen, verschilt soms aanzienlijk van die welke ze in het gemeen recht hebben.

Het ontwerp zou derhalve in de tekst zelf, de begrippen waarnaar het verwijst met zorg moeten definiëren.

Artikel 2.

Er wordt in overweging gegeven de eerste drie regels van artikel 2 weg te laten, omdat ze niets anders doen dan aankondigen wat duidelijk geredigeerd is, inzonderheid in de artikelen 16 en 19 van de ontworpen wet.

De inleidende volzin van artikel 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 2. Alleen de volgende categorieën van bemiddelaars mogen in België beroepsmatig, voor hun eigen rekening of voor andermans rekening, bemiddelen bij openbare uitgiften van effecten, bij effectentransacties met het publiek of bij openbare overnameaanbiedingen op effecten :".

1°.

Overeenkomstig de indeling in titels die hierboven is voorgesteld, redigere men de bepaling onder 1° als volgt :

"1° de beursvennootschappen bedoeld in titel II, hoofdstuk II;".

2°.

Ter wille van de duidelijkheid zou de tekst van 2° moeten worden ingedeeld in a), b), c), d) en e).

Bovendien moet bij de private spaarkassen verwezen worden naar hun inschrijving op de in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakte lijst.

De tekst van 2° zou dus als volgt luiden :

"2° de hiernagenoemde banken en instellingen :

.../...

a) de Nationale Bank van België en het Herdisconterings- en Waarborginstituut;

b) de banken die voorkomen op de lijst bepaald in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten;

c) de private spaarkassen ingeschreven op de lijst van de toegelaten ondernemingen, bepaald in artikel 6, vijfde lid, van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen, gecoördineerd op 23 juni 1967;

d) de openbare kredietinstellingen naar Belgisch recht;

e) de door deze instellingen erkende kredietverenigingen.

De instellingen vermeld onder de punten b) tot e) worden hierna "kredietinstellingen" genoemd.

De bepalingen onder 3° en 4° zouden beter als volgt worden geredigeerd :

"3° de niet in 2° bedoelde beurs- of kredietinstellingen die onder het recht van een vreemde Staat vallen;

4° de erkende bemiddelaars, bedoeld in artikel 54".

+

In het opschrift van titel I, die titel II wordt, wordt gewerkt met het begrip "secundaire markten". Dat begrip wordt noch gebruikt noch omschreven in het bepalend gedeelte. Derhalve wordt voorgesteld het opschrift als volgt te redigeren :

"Titel II. Effectenmarkten en andere financiële instrumenten.

Hoofdstuk I. Effectenbeurzen".

Artikel 3.

Eerste lid.

Artikel 3, eerste lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 3. In de door de Koning bepaalde gemeenten van het Rijk worden, onder de benaming "effectenbeurs", effectenmarkten voor publieke transacties waaraan eenieder kan deelnemen, opgericht, mits dat geschiedt door bemiddeling van een tot verhandelen gerechtigde persoon".

Tweede lid.

Artikel 3, tweede lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De effectenbeurzen kunnen verschillende afzonderlijke afdelingen omvatten naargelang van het type van de verhandelde effecten of van de wijze waarop deze worden verhandeld".

.../...

Artikel 4.

Eerste lid.

Om verwarring te vermijden tussen eensdeels de effectenbeursvennootschap en anderdeels de beursvennootschappen bedoeld in artikel 5 van het ontwerp, wordt voorgesteld de benaming "effectenbeursvennootschap" te vervangen door het woord "effectenbeurscoöperatieve", gevolgd door de naam van de gemeente waar de vennootschap gevestigd is.

Anderzijds moeten de woorden "en gevestigd in de door de Koning bepaalde gemeenten van het Rijk" vervallen; ze worden overgenomen in artikel 3 in de hierboven voor dat artikel voorgestelde redactie.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het eerste lid :

"Art. 4. Elke effectenbeurs wordt bestuurd door een publiekrechtelijk rechtspersoon, opgericht in de vorm van een coöperatieve vennootschap. De met dat doel tot stand gekomen vennootschap draagt als naam "effectenbeurscoöperatieve", gevolgd door de naam van de gemeente waar ze gevestigd is".

Tweede lid.

Artikel 4, tweede lid, luidt als volgt :

"Een Effectenbeursvennootschap is onderworpen aan de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, behalve voor zover daarvan door dit hoofdstuk en door haar statuten wordt afgeweken. Haar verplichtingen zijn handelsverplichtingen".

.../...

Het spreekt vanzelf dat de statuten slechts mogen afwijken van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen in zoverre die afwijkingen bepaald zijn in de ontworpen wet.

Derde lid.

De woorden "en gewijzigd" moeten als overbodig vervallen.

Vierde lid.

Wanneer de beurscommissie, met gebruikmaking van de haar door de Koning verleende delegatie, bepaalde aangelegenheden regelt, behoren de door de commissie vastgestelde verordening en de wijzigingen ervan bekendgemaakt te worden in het Belgisch Staatsblad. Een dergelijke bekendmakingsplicht moet derhalve bepaald worden in de ontworpen wet.

Voorts zou in een overgangsbepaling moeten worden bepaald dat het thans geldende reglement van toepassing zal blijven totdat de beurscommissie een ander reglement aangenomen heeft.

Vijfde lid.

Het vijfde lid bepaalt dat de gemeente waar de effectenbeurs is gevestigd voor de transacties "lokalen en het nodige meubilair (moet) bezorgen en (moet) instaan voor het onderhoud hiervan".

Het Franse woord "mobilier", dat is overgenomen van artikel 106 van titel V van het Wetboek van Koophandel, zou zo kunnen worden begrepen dat het niet alleen slaat op het meubilair ("meubles meublants"), maar ook op het computermateriaal dat nodig is voor de werking van een moderne beurs. Daaruit zou voor de gemeente waar de effectenbeurs gevestigd zou zijn een enorme last voortvloeien welke het ontwerp naar alle waarschijnlijkheid niet bedoelt op te leggen aan de gemeenten.

Er zou dus moeten worden gewerkt met een striktere terminologie en de woorden "meubles meublants" zouden dan ook in de plaats moeten komen van het woord "mobilier".

Ten slotte moeten de woorden "voor haar transacties" gebruikt op de voorlaatste regel worden vervangen door de woorden "met het oog op haar werkzaamheden".

Zesde lid.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Voor het gebruik van de lokalen en het meubilair kan de gemeente een jaarlijkse retributie vaststellen die per kwartaal vooruitbetaalbaar is en waarvan het bedrag, voor het geval de beurscommissie niet akkoord gaat, door de Minister van Financiën wordt vastgesteld".

Artikel 5.

Artikel 5, tweede lid, bepaalt dat elke beursvennootschap op een minimumaantal aandelen van de effectenbeurscoöperatieve moet inschrijven.

.../...

Als de in beursvennootschappen verenigde effectenmakelaars, om te kunnen optreden, op een minimumaantal aandelen van de beurs moeten inschrijven, zou dat aantal - evenals het maximumaantal - bij de wet moeten worden vastgesteld aangezien het bepalend is voor de bevoegdheid om het beroep van tot de beurs toegelaten bemiddelaar uit te oefenen.

Artikel 6.

Eerste lid.

De eerste zin gaat over de vereffening van de bestaande vennootschappen. Het is een overgangsbepaling die moet worden ingevoegd in de titel die artikelen 57 tot 71bis omvat.

De tweede en de derde zin zijn geen overgangsbepalingen want ze hebben betrekking op het vermogen van de effectenbeurscoöperatieve en op de verdeling van dat vermogen in aandelen.

Voor het overige is er tegenstrijdigheid tussen enerzijds artikel 5, eerste lid, volgens hetwelk "Enkel beursvennootschappen kunnen aandeelhouder zijn van een effectenbeursvennootschap" en anderzijds artikel 6, derde zin, volgens hetwelk, nadat de Koning het vermogen van de effectenbeurscoöperatieve heeft vastgesteld, de beurscommissie aan de effectenmakelaars aandelen toekent die voortkomen uit de verdeling van het vermogen van de vroegere "verenigingen"

.../...

bedoeld in artikel 88 van het Wetboek van Koophandel, met als gevolg dat sommige van die aandelen naar aanleiding van een sterfgeval aan de rechthebbenden van een effectenmakelaar te beurt kunnen vallen en aldus het eigendom van particuliere personen kunnen worden.

Die tegenstrijdigheid zou kunnen worden verholpen naar het voorbeeld van de methode die is gebruikt in artikel 128 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen

Tweede en derde lid.

Het tweede en het derde lid zijn eveneens overgangsbepalingen, die zoals het begin van het eerste lid bij de overgangsbepalingen moeten staan.

Artikel 7.

Tweede lid.

Men schrijve :

"De voorzitter van de beurscommissie wordt verkozen door de leden daarvan".

Artikel 8.

Artikel 8 bepaalt dat de beurscommissie een directeur-generaal benoemt.

Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar zou die directeur-generaal een privé-statuut hebben en bij arbeidsovereenkomst in dienst worden genomen. Men ziet niet goed in hoe een door de beurscommissie in dienst genomen persoon met beraadslagende stem zou kunnen deelnemen aan de werkzaamheden ervan.

De uitleg over de status van die directeur-generaal stemt niet overeen met de huidige tekst van het ontworpen artikel.

Het artikel dient op dat punt te worden herzien.

Bovendien zouden in het geval die directeur-generaal door een arbeidsovereenkomst verbonden zou zijn, de woorden "is benoemd" moeten worden vervangen door de woorden "in dienst wordt genomen". Ten slotte dient in de Franse tekst niet "Il exerce des fonctions de plein exercice" te worden geschreven maar wel "Il exerce des fonctions à prestations complètes".

De laatste zin van het ontworpen artikel 8 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Hij mag geen functie uitoefenen of geen betrekking bekleden in de in artikel 2 bedoelde instellingen".

Artikel 9.

Paragraaf 1.

1°.

Er dient te worden geschreven : "over het opnemen van de effecten in de notering van de markten ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

2°.

Het verdient aanbeveling om zoals in punt 1° te schrijven : "2° de veiling van niet in de notering opgenomen effecten te organiseren". Deze opmerking geldt ook voor de rest van het ontwerp.

6° (dat 5° wordt).

In de Franse tekst dienen de woorden "sous l'angle" te vervallen en dient te worden geschreven : "notamment les modalités de négociation, le respect des règles ..., l'information ... et la sécurité".

Aan het einde van punt 6° dient te worden geschreven "en de materiële veiligheid van de verrichtingen", als dat de bedoeling is van de Regering.

4°, 7° en 8°.

Wegens de algemene opmerking II, 3, moet van de bepaling onder 4°, in zoverre ze een tuchtstraf kan inhouden, alsook van de bepalingen onder 7° en 8° een afzonderlijk artikel worden gemaakt met uitzondering van de woorden in punt 8° : "alsmede dat de leden de aan het interventiefonds van de beursvennootschappen verschuldigde bedragen overmaken".

Het laatste stuk van punt 8° (dat punt 6° wordt) zou dan enkel melding maken van de opdracht die erin bestaat er voor te zorgen dat de aan het interventiefonds van de beursvennootschappen verschuldigde bedragen worden overgemaakt.

9° (dat 7° wordt).

De beurscommissie kan niet optreden als scheidsman in de betekenis die aan dat woord is gegeven door de eenvormige wet gevoegd bij de Europese Overeenkomst inzake arbitrage, die het zesde deel van het Gerechtelijk Wetboek is geworden, aangezien de scheidsman volgens die tekst slechts een natuurlijk persoon kan zijn. De commissie kan bijgevolg enkel een taak hebben van bemiddelaar om de geschillen veeleer te voorkomen dan te beslechten.

In zoverre de in punt 9° bedoelde opdracht betrekking heeft op een tuchtprocedure, moet ze worden opgedragen aan een tuchtorgaan dat los staat van de beurscommissie, overeenkomstig de algemene opmerking aan het begin van dit advies.

Onder voorbehoud van de genoemde opmerkingen verdient het aanbeveling om punt 9° op te splitsen in 9° en 10°, waarbij de bepaling onder 9° handelt over het geval van de beroepsmatige geschillen tussen de leden onder voorbehoud van de rechtsmiddelen van het gemene recht en de bepaling onder 10° over het optreden van de commissie als bemiddelaar om de geschillen te voorkomen en te zorgen voor een minnelijke regeling ervan.

Derde lid.

Overeenkomstig hetgeen hierboven is gezegd in verband met inzonderheid de bepaling onder 8° is het niet denkbaar dat de directeur-generaal, voor wie is bepaald dat hij in dienst zou zijn van de effectenbeurscoöperatieve, erop kan toezien dat de effectenmakelaars de hun opgelegde verplichtingen en verbodsbepalingen naleven.

.../...

De verwijzing naar de bevoegdheden bepaald in punt 8° dient bijgevolg te vervallen.

Het zou beter zijn het derde lid als volgt te redigeren :

"Het beursreglement ... bepaalde van de in het eerste lid, 2° en 6°, bedoelde bevoegdheden verlenen".

Paragraaf 2.

Aan het begin van die paragraaf 2 moet worden geschreven : "In afwijking van § 1, eerste lid, 1° en 6°, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In paragraaf 2, 2°, zesde regel, kan beter worden geschreven : "die door die overheid zijn gewaarborgd, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Paragraaf 3.

In paragraaf 3, eerste lid, moet bij de verwijzing naar paragraaf 1, eerste lid, 4°, dezelfde opmerking worden gemaakt als bij paragraaf 1, eerste lid, 4°, 7° en 8°.

Paragraaf 3 organiseert een beroep tegen de beslissingen van de beurscommissie inzake opneming in of schrapping of uitsluiting van de notering. Zelfs als men kan aannemen dat de Koning die beroepsprocedure regelt, is het nog onontbeerlijk om in de tekst van het ontwerp nader te bepalen of het beroep dat bij de Commissie voor het Bank- en Financiewezen openstaat een jurisdictioneel of gewoon een administratief beroep is.

.../...

Als het in de bedoeling van de stellers van het ontwerp ligt om er een jurisdictioneel beroep van te maken, is het niet aan de Koning maar aan de wetgever om de uitwerking ervan te regelen, zoals in het derde lid van de ontworpen paragraaf verkeerdelijk is gedaan.

Bovendien moet in het eerste lid worden geschreven : "bedoeld in § 1, eerste lid, 1° en 4°," en op de laatste regel : "bedoeld in § 1, eerste lid, 3°".

Ten slotte zou het juister zijn om in de Nederlandse tekst het woord "verhaal" telkens te vervangen door het woord "beroep".

Paragraaf 4.

Onder voorbehoud van de algemene opmerking over de tuchtprocedure voor de effectenmakelaars, dient aan het einde van deze paragraaf te worden geschreven : "commissie van beroep overeenkomstig de artikelen 12 en volgende".

Artikel 10.

Rekening houdend met de commentaar bij artikel 10 in de memorie van toelichting, kan dit artikel vervallen of eenvoudiger worden gesteld als volgt :

"Art. 10. De algemene vergadering oefent de bevoegdheden uit die haar bij de wet worden verleend".

.../...

Artikel 11.

Tweede lid.

De rechten van de Regeringscommissaris zouden nader moeten worden omschreven. Het is immers niet voorstelstelbaar dat enerzijds het beroep van de Regeringscommissaris kan samenvallen met het beroep dat bij de Commissie voor het Bank- en Financiewezen openstaat inzake opneming in of schrapping van de notering van de markten en dat anderzijds de Regeringscommissaris het beroep dat krachtens het ontworpen artikel bij de minister kan worden ingesteld, kan uitoefenen tegen een beslissing van tuchtrechtelijke aard. Deze overweging geldt eveneens voor de bepaling onder 3° van artikel 13.

De in hetzelfde lid vastgestelde termijn waarbinnen de minister uitspraak moet doen over het beroep, namelijk een termijn van tien volle dagen te rekenen van het uitgangspunt, zou moeten kunnen worden verlengd in navolging van wat is bepaald in artikel 10, § 4, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Na de eerste zin van het tweede lid dient te worden geschreven : "Het beroep heeft schorsende werking. Indien ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Aan het einde van hetzelfde lid kan beter worden geschreven : "wordt het beroep geacht verworpen te zijn" in plaats van "... wordt deze definitief".

.../...

Derde lid.

Aan het einde van het derde lid leze men : "artikel 9, § 1, derde lid".

Vijfde lid.

Er dient te worden geschreven : "... inlichten over elke aangelegenheid die tot haar bevoegdheid behoort".

Artikel 12.

Eerste lid.

Het slot van de Franse tekst van het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd : "... effectifs ainsi que d'un président et quatre membres suppléants".

Tweede lid.

Er dient te worden geschreven : "... door de Minister van Financiën en de Minister van Justitie benoemd onder de magistraten in functie, de emeritus magistraten of de eremagistraten. (voorts zoals in het ontwerp)".

Derde lid.

De tekst zou moeten worden herzien om, aangezien het aantal beurscoöperatieven niet is opgegeven, elk van die coöperatieven de mogelijkheid te bieden om een dubbele kandidatenlijst in te dienen. De dubbele kandidatenlijsten

.../...

kunnen in elk geval niet door de effectenbeursvennootschappen (lees : -coöperatieven) worden ingediend, zoals nu in de ontworpen tekst is bepaald, want dat zou de algemene vergaderingen van de verschillende beurzen ertoe verplichten samen zitting te hebben.

Wat de personen betreft die op die lijsten zullen staan, wordt verwezen naar de algemene opmerkingen aan het begin van dit advies, in het bijzonder naar de opmerking over het uitoefenen van de bevoegdheid in tuchtzaken ten aanzien van de effectenmakelaars. (II, 3, a).

Vierde lid.

Vóór het woord "leden" dienen de woorden "gewone of plaatsvervangende" te worden toegevoegd.

Zesde lid.

Het zou beter zijn om in de Franse tekst te schrijven : "La commission ne peut délibérer que si cinq membres au moins sont présents (voorts zoals in het ontwerp)".

De commissie van beroep moet zo georganiseerd zijn dat degene die ervoor verschijnt in tuchtzaken, zich in zijn taal kan uitdrukken en in zijn taal kan worden berecht.

Zevende lid.

Ter wille van de concordantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst, zou het beter zijn in het Frans te schrijven : "... aucune aggravation de peine ne peut ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 13.

Het zou beter zijn de inleidende volzin in de Franse tekst als volgt te redigeren :

"La commission d'appel statue sur les recours introduits contre les décisions des commissions des bourses visées à l'article 9, § 4 :".

3°.

Er dient te worden verwezen naar wat is gezegd onder artikel 11, tweede lid.

Artikel 14.

Eerste lid.

In tuchtzaken moet van elke beslissing kennis worden gegeven. Het is dan ook niet duidelijk welke zin de woorden die het eerste lid afsluiten, namelijk "hetzij binnen vijftien dagen na de beslissing, indien zij niet moet worden betekend", hebben.

Als de Regering van plan is om die woorden te laten staan, moet zij nader bepalen welk geval zij voor ogen heeft en het zowel in de tekst van het ontworpen artikel als in de memorie van toelichting vermelden.

Bovendien dient te worden opgemerkt dat het woord "notification" niet wordt vertaald door "betekening" maar wel door "kennisgeving".

.../...

Tweede lid.

Het ontwerp bepaalt dat de partijen die bij de commissie van beroep een beroep hebben ingesteld, "worden opgeroepen bij aangetekende brief, tenminste drie dagen vóór de dag die is vastgesteld voor het onderzoek van het beroep".

De tekst bepaalt niet of de termijn van drie dagen moet worden berekend vanaf de dag van ontvangst van de aangetekende brief of vanaf de dag van de verzending ervan.

Bovendien is een termijn van drie dagen in een zaak waar het beroep van een persoon in het geding is, veel te kort om de effectenmakelaar tegen wie een beslissing in tuchtzaken is genomen, de gelegenheid te bieden om het dossier in te zien en zijn verdediging voor te bereiden.

Derde lid.

Als het beroepsrecht van de Regeringscommissaris ondanks de opmerkingen over artikel 11, tweede lid, en artikel 13, 3°, toch behouden zou blijven, zou het zeker redelijk zijn dat deze werd gehoord. Het is echter niet denkbaar dat de voorzitter van de beurscommissie, die de bestreden beslissing heeft genomen, zou kunnen worden gehoord terwijl de commissie van beroep in het bezit is van de gemotiveerde beslissing waartegen beroep wordt ingesteld, alsook van het dossier en dus over de nodige gegevens beschikt om uitspraak te doen over het bij haar ingestelde beroep. De bevoorrechte rol die de voorzitter in de ontworpen tekst krijgt, is in strijd met de voorschriften van een billijk proces.

Vierde_lid.

Artikel 14, vierde lid, heeft betrekking op een speciale beslissing die de beurscommissie in eerste instantie moet nemen. Het zou beter thuishoren in artikel 9, § 4, van het ontwerp, waarvan het dan het tweede lid zou uitmaken.

De tekst van het vierde lid zou dus als volgt worden geredigeerd :

"Het beroep heeft schorsende werking onder voorbehoud van wat in artikel 9, § 4, tweede lid, is bepaald".

Artikel 15.

Eerste_lid.

Ter wille van de concordantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst, dient aan het einde van de Nederlandse tekst te worden geschreven : "op de voor de cliënt ...".

Tweede_lid.

Het vermoeden dat hier wordt gebruikt, is aanvaardbaar op voorwaarde dat in het beursreglement bepalingen staan die van die aard zijn dat de transacties ter beurze op de voor de cliënt voordeligste wijze worden uitgevoerd.

Aan het einde van het tweede lid dient in de Nederlandse tekst te worden geschreven : "... tenzij hij van de cliënt andere instructies heeft gekregen", en in de Franse tekst : "... à moins qu'il ait reçu d'autres instructions du client".

.../...

Artikel 16.

Eerste lid.

Volgens de memorie van toelichting moet "de uitvoering van de transacties van Belgische effecten die tot de notering aan een Belgische beurs zijn toegelaten ... vanzelfsprekend gebeuren door bemiddeling van een daartoe erkende beursvennootschap ...".

De tekst van het ontwerp verbiedt echter niet dat Belgische effecten worden verkocht op een buitenlandse beurs waar die effecten genoteerd zijn.

Voor artikel 16, eerste lid, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 16. De in artikel 2 bedoelde bemiddelaars moeten op een effectenbeurs de transacties voor rekening van derden uitvoeren wanneer die transacties betrekking hebben op Belgische effecten die in de notering van die beurs zijn opgenomen. Voor de in België uitgevoerde transacties moeten de in artikel 2, 2° tot 4°, bedoelde bemiddelaars optreden door bemiddeling van een beursvennootschap".

Tweede lid.

In punt 1° en punt 2° dient te worden geschreven : ", voor een zelfde waarde, betrekking heeft op een bedrag ...".

.../...

Vijfde_lid.

Artikel 16, vijfde lid, bepaalt dat wanneer een transactie niet op een effectenbeurs is uitgevoerd alhoewel dit had gemoeten, zij naar goedvinden van de opdrachtgever kan worden vernietigd binnen de in de ontworpen tekst vastgestelde termijn.

De vernietiging van de transactie zou een mogelijkheid zijn voor de opdrachtgever. Er bestaat een ernstig risico dat deze slechts de vernietiging vraagt van de transacties die voor hem onvoordelig zijn. Die sanctie zou van die aard zijn dat afbreuk wordt gedaan aan de rechtszekerheid die onontbeerlijk is voor de goede werking van de markten.

Volgens de gemachtigden van de Regering is de ontworpen tekst niet meer dan een weergave van artikel 76, derde lid, van titel V. Zij preciseren : "Die bepaling speelt een rol in de betrekkingen tussen de bemiddelaar en de opdrachtgever. Slechts wanneer laatstgenoemde er belang bij heeft zal hij aan de bemiddelaar vragen de zaken in hun oorspronkelijke toestand te herstellen. De bemiddelaar moet de omgekeerde verrichting uitvoeren en een verschil in waarde tussen de bewuste effecten te zijnen laste nemen ..." (1).

In de rechtsleer is kritiek geleverd op artikel 76, derde lid. De effectenmakelaar treedt immers niet op als lasthebber van zijn cliënt maar wel in eigen naam en voor rekening van de cliënt, zoals elke commissionair doet.

.../...

---

(1) Brief van 15 november 1989.

Er is geen rechtsbetrekking tussen de derde koper of verkoper en de opdrachtgever en laatstgenoemde heeft slechts verhaal op zijn effectenmakelaar. Er is geen enkele reden om hem een vordering tot nietigverklaring van het contract dat hij met zijn bemiddelaar heeft gesloten, te verlenen. Als die bemiddelaar de order niet ter beurze uitvoert, kan die niet-uitvoering die na het sluiten van het commissiecontract komt, geenzins de geldigheid van dat contract aantasten. In feite kan de opdrachtgever de uitvoering van de order weigeren als ze niet in overeenstemming is met de instructies die hij gegeven heeft en vergoeding vragen van de schade die de effectenmakelaar hem door zijn schuld zou hebben berokkend. Dat is de opvatting die de heren VAN RYN en HEENEN voorstaan (1).

De gemachtigden van de Regering vragen zich af of het niet duidelijker zou zijn om te voorzien in de vernietigbaarheid in de betrekkingen tussen opdrachtgever en bemiddelaar. Gelet op wat juist is uiteengezet, is het antwoord negatief.

Aangezien de nietigheid of de vernietigbaarheid is uitgesloten en de bepaling is verduidelijkt wat het uitgangspunt van de erin gestelde termijn betreft, zijn de genoemde auteurs van mening dat "le système qui s'en dégage concilie d'une manière heureuse les intérêts des deux parties : le client a le droit d'exiger la preuve que son ordre a été exécuté conformément à la loi, mais il est tenu de le

.../...

---

(1) VAN RYN en HEENEN, Principes de droit commercial, Bruylant, uitgave 1960, deel III, blz. 196.

faire rapidement afin d'éviter aux intermédiaires une accumulation de contestations, plus souvent inspirées par les fluctuations des cours que par un intérêt légitime". Zij concluderen daaruit dat artikel 76, derde lid, voorziet in een verval van recht : "Lorsque le client a laissé passer le délai sans réclamer, il doit accepter l'opération sans pouvoir exiger de l'intermédiaire la preuve de l'exécution en bourse. Mais l'article 76 n'a nullement pour but de légitimer une grave irrégularité : si le client réussit ultérieurement à établir que l'opération a été exécutée hors bourse, il peut réclamer à l'intermédiaire la réparation du préjudice qui lui a été causé de ce fait" (1).

De nietigheid of de vernietigbaarheid van het tussen de cliënt en de bemiddelaar gesloten contract om de reden dat laatstgenoemde de gekregen order niet ter beurze heeft uitgevoerd, is dus niet gewettigd en moet worden uitgesloten. Er moet echter wel een termijn worden bepaald met een duidelijk vastgelegd uitgangspunt, waarbinnen de opdrachtgever de uitvoering van de verrichting kan betwisten als ze buiten de beurs is geschied.

Artikel 16, vijfde lid, moet dus worden herzien.

Artikel 17.

Eerste lid.

Als het thans van kracht zijnde artikel 75bis, vierde lid, de effectenmakelaar of de bankier verbiedt als wederpartij op te treden voor een op de beurs uit te voeren

.../...

---

(1) VAN RYN en HEENEN, op. cit., nr. 1916, blz. 196 en 197; zie ook FREDERICQ L., Traité de droit commercial belge, II, blz. 419.

order, is dat zeker om te zorgen voor de inachtneming van de regel die voorschrijft dat de orders met betrekking tot genoteerde effecten ter beurze worden uitgevoerd. De reden voor dat verbod is echter ook te voorkomen dat de cliënt nadeel ondervindt van de belangenstrijd die zich voordoet wanneer een bemiddelaar voor zichzelf koopt wat hij moet verkopen of zelf aan zijn cliënt verkoopt wat deze hem heeft opgedragen te kopen (1).

Bij artikel 17, eerste lid, van het ontwerp wordt dat verbod om als wederpartij op te treden opgeheven in zoverre de bemiddelaar handelt "via de beursmarkt". Deze uitdrukking zou nader moeten worden bepaald. Het risico dat de cliënt loopt wanneer er als wederpartij wordt opgetreden, kan immers pas zeker worden bezworen als alle voorzorgsmaatregelen worden genomen opdat de bemiddelaar zelf alle druk van de beursmarkt ondervindt, in het bijzonder wat de prijs betreft. Enkel op die voorwaarde zal het feit dat de bemiddelaar "via de markt" moet optreden, voor de cliënt een echte garantie zijn dat de transactie waarvoor hij opdracht heeft gegeven en die uiteindelijk met de bemiddelaar zelf is afgesloten, is uitgevoerd op een manier die niet meer of niet minder voordelig is dan wanneer ze op de markt zou zijn uitgevoerd met een andere persoon dan de bemiddelaar.

.../...

---

(1) Zie over die dubbele grondslag van artikel 75bis, vierde lid, VAN RIJN en HEENEN, Principes de droit commercial, deel 3, nr. 1807 en nr. 1919 .

De tekst van artikel 17, eerste lid, moet worden herzien en aangevuld om de bijzonderheden te verschaffen die noodzakelijk zijn opdat de belangenstrijd niet in het nadeel van de cliënt uitvalt.

Derde lid.

De Franse tekst van het derde lid bepaalt dat "L'exécution de toute transaction portant sur des valeurs mobilières fait l'objet d'un avis établi par l'intermédiaire ... adressé au client", wat wijst op een schriftelijke drager, terwijl in de Nederlandse tekst sprake is van een loutere mededeling door de bemiddelaar aan zijn cliënt en terwijl het bericht volgens de memorie van toelichting kan worden medegedeeld door informatiedragers waarbij geen papier wordt gebruikt.

Het is de Raad van State niet duidelijk welke garantie dat systeem op het gebied van de bewijzen kan bieden in vergelijking met het vroegere systeem van het borderel waarvoor het in de plaats komt.

Een geschrift met vermelding van plaats en datum alsook met vermelding of de uitvoering al dan niet ter beurze is geschied, lijkt onontbeerlijk om de bescherming van de cliënt - welke bescherming een van de doeleinden van de hervorming is - te waarborgen. In dat verband dient erop te worden gewezen dat de regel van het derde lid op bladzijde 22 van de memorie van toelichting wordt voorgesteld als een maatregel tot bescherming van de kleine spaarder en de belegger : hun informatieverstrekking wordt "gewaarborgd door de verplichting die aan de bemiddelaar wordt opgelegd om de uitvoering van iedere effectentransactie samen met de voorwaarden van de verrichting aan de cliënt mede te delen ten laatste op de volgende bankwerkdag".

.../...

In datzelfde derde lid moet het woord "bankwerkdag" twee maal worden vervangen door de woorden "werkdag in de banksector".

Het derde lid moet worden herzien om duidelijker te maken in welke vorm het bericht aan de cliënt moet worden gegeven.

Vierde lid.

Artikel 17, vierde lid, bepaalt : "Effectenbemiddelaars moeten transacties van aan een effectenbeurs genoteerde vervangbare effecten onderling langs scripturale weg vereffenen".

Volgens de huidige reglementering geschiedt de aflevering van de effecten tussen effectenmakelaars ter beurze door gewone overhandiging, zonder kosten.

Voortaan moet de bemiddelaar van de verkoper de effecten bij de Interprofessionele Effectendeposito- en Girokas (afgekort als C.I.K.) deponeren en moet de bemiddelaar van de koper ze er opnemen. Voor die diensten is een tarief vastgesteld en ze moeten aan de C.I.K. worden betaald. Die kosten komen ten laste van de respectieve cliënten. De belangrijke firma's en de banken mogen een interne verrekening verrichten en slechts het saldo via de C.I.K. afleveren.

De kostenverhoging hangt samen met de wens om de cliënten ervan te overtuigen te aanvaarden dat hun effecten bij de C.I.K. vervangbaar gedeponeerd blijven.

Particulieren kunnen evenwel geen effectenrekening hebben bij de C.I.K. Zij moeten via een bank of een effectenmakelaar handelen.

Het in artikel 17, vierde lid, opgezette systeem zal tot gevolg hebben dat de effecten in de betrekkingen tussen de bemiddelaars immaterieel worden, wat onvermijdelijk een weerslag zal hebben op de betrekkingen tussen de bemiddelaars en hun cliënten, zoals de memorie van toelichting suggereert.

Om de gevolgen van inzonderheid een faillissement van de bemiddelaar te voorkomen zou bijgevolg ten gunste van de opdrachtgevers moeten worden voorzien in een garantie die hen de mogelijkheid biedt om de risico's te ondervangen die zij wettelijk gedwongen zijn te lopen, bijvoorbeeld in de vorm van een persoonlijk voorrecht ten aanzien van de effecten die de bemiddelaar bij de C.I.K. heeft gedeponeerd.

Verder verdient het aanbeveling om in de Nederlandse tekst van artikel 17, vierde lid, het woord "scripturale" te vervangen door het woord "girale".

Artikel 19.

Eerste lid.

Op de tweede regel dienen na de woorden "artikel 16", de woorden "tweede lid" te worden toegevoegd.

Tweede lid.

In het Frans zou de inleidende volzin van het tweede lid beter als volgt worden geredigeerd :

"Toutefois, l'alinéa 1er ne s'applique pas : (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 20bis.

De artikelen van een ontwerp moeten doorlopend genummerd worden zonder gebruik te maken van een artikel bis. De nummering van de artikelen van het ontwerp moet dus worden gewijzigd.

Paragraaf 1.

Aangezien wetgeving door verwijzing een slechte wetgevingstechniek is, zou het beter zijn paragraaf 1 als volgt te redigeren :

"§ 1. Wie door misbruik te maken van de zwakheid of onwetendheid van een ander, effectentransacties uitvoert ..., wordt gestraft met een gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met een geldboete van 26 tot 3.000 frank".

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 2 wat het misbruik van vertrouwen betreft.

Paragraaf 5.

Aangezien ervan is afgezien sommige door de effectenmakelaars begane strafbare feiten gelijk te stellen met oplichting of misbruik van vertrouwen, zijn de in het Strafwetboek bepaalde straffen op die strafbare feiten van toepassing en zijn de regels betreffende de herhaling die welke in datzelfde Wetboek vermeld staan.

De afwijking in paragraaf 5, eerste lid, moet dan ook vervallen.

Artikel 21.

Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst dient in de Franse tekst te worden geschreven : "doivent être constituées sous la forme d'une société commerciale de droit belge".

Artikel 22.

Eerste lid, 7°.

Van de zin die begint met de woorden "deze machtiging is evenwel ..." moet een apart lid van punt 7° worden gemaakt.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 26, § 1, eerste lid, 1°.

Op de twaalfde regel van punt 7° schrijve men : "door erfenis, legaat of schenking".

Derde lid.

Op de op twee na laatste regel van het derde lid moet het woord "aandeel" worden vervangen door het woord "deelneming" en op de voorlaatste regel dient het woord "vermeerdering" te worden vervangen door het woord "verhoging".

Artikel 23.

In artikel 23, eerste lid, staan in de Nederlandse tekst de woorden "een volstort kapitaal of een vermogen ..."

en in de Franse tekst de woorden "d'un capital ou d'un fonds social versé ...". Tussen die twee teksten is er een gebrek aan overeenstemming dat moet worden verholpen.

Artikel 24.

Paragraaf 1.

Volgens artikel 24, § 1, tweede lid, kan de raad van bestuur zijn bevoegdheden geheel of gedeeltelijk overdragen aan een directiecomité, met uitzondering evenwel van de uitstippeling van het "algemeen beleid" en met uitzondering van de handelingen die door de wet voor de raad van bestuur zijn bestemd.

Artikel 47, § 1, 2°, bepaalt dat "de zaakvoerders, bestuurders en directeuren die (inzonderheid artikel 24) overtreden", worden gestraft met een gevangenisstraf en met een geldboete of met een van deze straffen alleen.

De bij het genoemde artikel bepaalde straffen zouden van toepassing zijn als de raad van bestuur de uitstippeling van het "algemeen beleid" zelfs maar gedeeltelijk overdroeg aan het directiecomité. Die bewoordingen geven dus een van de bestanddelen aan van het strafbare feit waarvoor het genoemde artikel 47 straffen bepaalt.

Het bestanddeel van een strafbaar feit kan niet zo vaag worden geformuleerd. De ontworpen paragraaf moet worden herzien.

.../...

Artikel 26.

Het ontworpen artikel 26 stelt de voorwaarden vast waaraan de personen die het beroep van effectenmakelaar willen uitoefenen, moeten voldoen.

Het artikel vermeldt noch het leeftijdsvereiste, noch het nationaliteitsvereiste die thans zijn vastgesteld bij artikel 71, eerste lid, 1° en 3°, van Boek I, titel V, van het Wetboek van Koophandel. In dat verband wordt verwezen naar algemene opmerking nr. II, 1., blz. 5-6.

Paragraaf 1.

Het begin van paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. De titel van effectenmakelaar wordt verleend op de volgende voorwaarden :".

Artikel 27.

Volgens de gemachtigde ambtenaar moeten op de drie opengelaten plaatsen in het ontworpen artikel 27, de artikelen 20bis en 47 van de ontworpen wet worden ingevuld.

Door verwijzing naar artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, wordt het verbod om een beursvennootschap te leiden opgelegd aan elke persoon die inbreuk heeft gemaakt op de bankwetgeving, in

het bijzonder op de artikelen 42 tot 45 van het vorenvermelde koninklijk besluit nr. 185; daar staat tegenover dat de leidinggevende personen van een bankvennootschap geen verbod opgelegd krijgen als zij de bepalingen eigen aan de organisatie van de beursvennootschappen en de beursmarkten hebben overtreden.

Omdat de Regering de controle op de banken en de controle op de beursvennootschappen blijkbaar heeft willen doen gelijklopen, is een verschillende behandeling van personen die in een vergelijkbare toestand verkeren niet gerechtvaardigd.

Artikel 28.

1. Artikel 28 van het ontwerp verbiedt de effectenmakelaars die meewerken aan het dagelijks bestuur van een beursvennootschap, deel te nemen aan het dagelijks bestuur van een andere handelsvennootschap.

Op de overtreding van dat verbod staat een straf die kan gaan tot een jaar gevangenis.

Dat verbod geldt niet voor de andere bestuurders die aan het dagelijks bestuur deelnemen.

De effectenmakelaar, ook als hij geen bestuurder maar gewoon lid van de directieraad is, is de enige die zich niet mag interesseren voor een andere vennootschap.

Hetzelfde feit is strafbaar voor de effectenmakelaar die bestuurder is van een beursvennootschap maar zou niet strafbaar zijn als het werd begaan door een andere bestuurder.

De Raad van State ziet geen enkele reden voor zo'n verschil in behandeling tussen personen die dezelfde functie uitoefenen.

2. Aangezien artikel 28 een verbod inhoudt dat enkel op de effectenmakelaars van toepassing is, zou de bevoegdheid om een afwijking van dat verbod toe te staan niet aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen moeten worden verleend maar wel aan het tuchtorgaan dat moet worden opgericht overeenkomstig de algemene opmerking die is gemaakt in het begin van dit advies.

Artikel 30.

Elke overtreding van het eerste lid van artikel 30 wordt volgens artikel 47, § 1, 4°, van het ontwerp gestraft met een gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met een geldboete van vijftig tot tienduizend frank of met een van deze straffen alleen. Dat lijkt een zware straf in vergelijking met die welke is bepaald bij artikel 201, 3°bis, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, luidens hetwelk de zaakvoerders of bestuurders die het verslag van de commissaris-revisor niet voorleggen, worden gestraft met een geldboete van vijftig tot tienduizend frank. Dezelfde straf is in artikel 201, 3°ter, bepaald voor de vennoten van een vennootschap onder firma die geen bedrijfsrevisor aanwijzen overeenkomstig artikel 166 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

.../...

Artikel 31.

Artikel 31 maakt artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen toepasselijk op de beursvennootschappen.

Volgens die bepaling moet de jaarrekening van de ondernemingen samen met bepaalde bijlagen op de griffie van de rechtbank van koophandel worden neergelegd. Bij niet-nakoming van die verplichting wordt de straf toegepast die is bepaald in artikel 201, 4°, van diezelfde gecoördineerde wetten, dat wil zeggen een geldboete van 50 tot 10.000 frank voor de zaakvoerders en bestuurders die artikel 80 niet naleven.

Nu is de opgelegde straf wanneer een beursvennootschap die is opgericht als vennootschap onder firma of als gewone commanditaire vennootschap haar jaarrekening niet bij de rechtbank van koophandel indient, volgens artikel 47, § 1, 6°, van het ontwerp niet alleen een geldboete van 50 tot 10.000 frank maar ook een gevangenisstraf van een maand tot een jaar.

Zo'n discriminatie in de straffen van toepassing op de leidinggevende personen van een beursvennootschap naargelang van de wijze van oprichting, als personenvennootschap of als kapitaalvennootschap, wordt in de memorie van toelichting niet gewettigd en kan bijgevolg niet worden aangenomen. Men ziet geen objectieve reden voor die verschillende behandeling op strafrechtelijk gebied.

.../...

Artikel 32.

Zodra de Commissie voor het Bank- en Financiewezen een beursvennootschap heeft erkend, rekening houdend met de diverse criteria die zijn opgesomd in artikel 33 van het ontwerp, is het niet duidelijk hoe de beurscommissie, waarvan de rol in artikel 9, § 1, 4°, van het ontwerp is bepaald, de toelating van de beursvennootschap nog zou kunnen weigeren, te meer daar de criteria voor het toelaten van een beursvennootschap door de beurscommissie niet zijn bepaald en de criteria voor de erkenning om zo te zeggen alle vereisten insluiten.

Die toestand is des te eigenaardiger omdat tegen de beslissingen van de beurscommissie tot toelating of weigering beroep kan worden ingesteld bij de Commissie voor het Bank- en Financiewezen.

Men kan zich afvragen of de rol van de beurscommissie in die omstandigheden niet theoretisch en dus overbodig is.

Artikel 33.

Eerste lid.

2°.

De gebruikte woorden "over een passende administratieve en boekhoudkundige organisatie en interne controle" zijn zo vaag dat de beoordelingsbevoegdheid van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen op willekeurige wijze zou kunnen worden uitgeoefend.

.../...

Bovendien moeten de woorden "passende interne controle" zo worden begrepen dat ze een bijkomende verplichting inhouden bij de verplichting om een commissaris aan te wijzen. Men ziet niet goed in hoe een eenpersoonsvennootschap of een beursvennootschap samengesteld uit twee vennoten zo'n verplichting zou kunnen nakomen.

4°.

Het slot van de bepaling onder 4° zou beter als volgt worden geredigeerd : "... door deze titel of door de regels die tot uitvoering ervan zijn vastgesteld;".

Tweede lid.

Artikel 33, tweede lid, bepaalt dat de Koning de erkenningsprocedure regelt en dat bij de Minister van Financiën beroep openstaat tegen een beslissing tot weigering van de erkenning.

Naar het idee van de Regering lijkt tegen de erkenning zelf dus geen hoger beroep te kunnen worden ingesteld bij de minister. Die erkenning, die de aanvrager wel tevreden stemt, kan nochtans nadeel berokkenen aan derden, al dan niet beoefenaars van het beroep. Als de Regering bij haar voornemen blijft om het beroep bij de minister tegen een erkenningsbeslissing uit te sluiten, zal dat tot gevolg hebben dat de derden onmiddellijk bij de Raad van State in beroep kunnen gaan tegen de beslissing van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen.

.../...

De erkenning van een beursvennootschap kan niet lang worden uitgesteld en moet binnen een relatief korte termijn worden verleend als men wil voorkomen dat de betrokken personen werkloos zijn en dat het verzamelde kapitaal ongebruikt blijft.

Daarom moet in de tekst van het ontworpen artikel de termijn worden vastgesteld na het verstrijken waarvan het uitblijven van een uitspraak van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen kan doen veronderstellen dat er een erkenningsbeslissing is die vatbaar is voor beroep. Ook moet de termijn worden bepaald waarbinnen de Minister van Financiën uitspraak kan doen over de erkenning.

Artikel 34.

Paragraaf 1.

Het verdient de voorkeur om van het laatste lid van paragraaf 2 een afzonderlijke paragraaf te maken, namelijk een paragraaf 3.

Artikel 35.

Volgens artikel 35 van het ontwerp mogen de effectenmakelaars geen valutatransacties meer uitvoeren. De memorie van toelichting geeft aan dat voor de deviezentransacties de artikelen 50 en volgende van het ontwerp, die betrekking hebben op de markten van andere financiële instrumenten, gelden. Die uitleg is niet voldoende om een activiteit af te schaffen die de effectenmakelaars traditioneel uitoefenen.

.../...

Niets wijst erop dat in de artikelen 50 en volgende, die betrekking hebben op de andere effectenmarkten en de markten van andere financiële instrumenten, ten gunste van de effectenmakelaars het monopolie bewaard zal blijven dat ze delen met de banken en de beursvennootschappen (1).

Ten slotte is er een gebrek aan overeenstemming tussen het slot van de Nederlandse en de Franse tekst. Om dat te verhelpen wordt voorgesteld in de Franse tekst te schrijven : "activités, et celles qui en constituent l'accessoire ou le complément".

Artikel 36.

Voor de definitie van het woord "deelnemingen" verwijst de memorie van toelichting (blz. 52) naar de wetgeving op de jaarrekening van de ondernemingen. In feite verwijst de memorie van toelichting naar het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen, waar die definitie in de bijlage staat; dat besluit zou in de memorie van toelichting moeten worden vermeld.

Zo'n methode van verwijzing naar een verordening om van een begrip een definitie te geven is betwistbaar.

.../...

---

(1) Trouwens, het wisselen van vreemd geld waarmee de effectenmakelaars zich traditioneel bezighouden, vormt geen markt.

Immers, door een verwijzing in een wetsbepaling naar een verordeningsbepaling om een rechtsbegrip te definiëren, wordt in de wet de definitie opgenomen zoals ze is geredigeerd op de dag waarop de wettekst door het Parlement wordt aangenomen. De eventuele latere wijzigingen van de verordeningstekst hebben voor de toepassing van de wet geen uitwerking op de bewuste bepaling. Anders zou de Koning, zonder dat hem een bijzondere bevoegdheid is verleend, de toepassingssfeer van de wet kunnen wijzigen door de bepaling waarnaar wordt verwezen te wijzigen, wat gelet op de hiërarchie van de rechtsnormen niet aanvaardbaar is.

Bijgevolg verdient het aanbeveling om het laatste lid te vervangen door een definitie van het begrip "deelnemingen", voorafgegaan door de woorden "Onder "deelnemingen" wordt verstaan ...".

Artikel 37.

Paragraaf 1.

Om te zorgen voor een betere redactie en opdat de uitzondering geen betrekking heeft op andere situaties dan die waarop de regel van toepassing is, zou het beter zijn artikel 37 als volgt te stellen :

"Art. 37. § 1. Beursvennootschappen mogen geen gelddeposito's ontvangen. Dat verbod is niet van toepassing op de dadelijk opvraagbare deposito's of de deposito's op maximaal drie maanden die door hun cliënten zijn ingelegd met het oog op de aankoop van effecten".

.../...

Paragraaf 2.

1°.

De bepaling onder 1° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"1° voor voorschotten die niet meer mogen bedragen dan de te ontvangen sommen die rechtstreeks voortkomen uit ... (voorts zoals in het ontwerp)".

3°.

Het zou beter zijn te schrijven :

"3° voor voorschotten die de beursvennootschap met haar eigen vermogen verleent aan vennootschappen waarin ze een deelneming heeft".

Artikel 38.

Paragraaf 1.

Over de in artikel 38, § 1, 1° en 3°, bepaalde afwijkingen is in de memorie van toelichting geen uitleg verstrekt. Uitleg is des te noodzakelijker omdat die afwijkingen discriminaties scheppen die door invloed van paragraaf 2 de concurrentie zouden kunnen vervalsen.

3°.

De bepaling onder 3° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"3° vergoeding van gelden ingelegd onder de voorwaarden die zijn bepaald in artikel 37, § 1".

4°.

Het commentaar bij artikel 38 in de memorie van toelichting luidt als volgt : "Welteverstaan heeft de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de mogelijkheid te interveniëren om te vermijden dat overdreven voordelen aan die deposito's zouden worden verbonden, waardoor de solvabiliteit van de beursvennootschap in het gedrang zou kunnen komen".

Zo'n precisering moet in de tekst van de ontworpen wet zelf worden geformuleerd.

Er is een zeker gebrek aan samenhang tussen de Nederlandse tekst, waar sprake is van "instellingen die effecten uitgeven", en de Franse tekst, waar "émetteurs de valeurs mobilières" staat. Dat dient te worden verholpen.

Paragraaf 2.

1°.

Het vereiste te beschikken over een passende administratieve en boekhoudkundige organisatie en interne controle is reeds in artikel 33, eerste lid, 2°, bepaald voor alle beursvennootschappen.

De woorden "een voor de aard en de omvang van dit bedrijf passende administratieve en boekhoudkundige organisatie en interne controle" zijn zo vaag dat de beoordelingsbevoegdheid van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen willekeurig zou kunnen worden.

.../...

In dat verband dient in herinnering te worden gebracht dat artikel 25 van het koninklijk besluit nr. 185, het enige artikel waar sprake is van interne controle voor de banken, niet vereist dat deze "voor de aard en de omvang van hun bedrijf passend" is.

Artikel 40.

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking nr. IV.

Artikel 41.

De inleidende volzin van het artikel zou als volgt gesteld moeten worden : "Het Interventiefonds kan onderzoeken en expertises verrichten en ter plaatse kennis nemen van elk document dat van de beursvennootschap is of dat zij in bezit heeft".

Naar analogie van de bankwetgeving (1) en vanwege de te algemene strekking van 1° behoort dit 1° te worden weggelaten. Het gevolg ervan zal zijn dat de punten 2° en 3° de punten 1° en 2° zullen worden.

.../...

---

(1) Artikel 19, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 185 dat de bankcommissie het middel aan de hand doet om onderzoeken en expertises te verrichten en kennis te nemen van elk document, voorziet slechts in de bijzondere gevallen die zijn opgenomen onder 2° en 3° van artikel 41, eerste lid.

3°.

Het zou beter zijn 3°, dat 2°, b, wordt, volgenderwijs te stellen :

"b) dat het beleid van de beursvennootschap onvoorzichtig of gevaarlijk is of dat de verrichtingen die zij heeft gedaan de liquiditeit van haar activa, haar rendabiliteit of solvabiliteit in het gedrang kunnen brengen".

Artikel 41 van het ontwerp zal tot gevolg hebben dat artikel 17, § 1, van het Reglement van de waarborgkas van de wisselagenten, goedgekeurd bij het ministerieel besluit van 5 augustus 1988, welk artikel bepaalt dat de wisselagenten ter plaatse kunnen worden gecontroleerd, wordt vervangen.

Andere bepalingen van artikel 17 zijn in de ontworpen tekst niet overgenomen. Het betreft in het bijzonder artikel 17, § 2, van het Reglement, naar luid waarvan de controles de uitoefening van het beroep noch de lopende verrichtingen mogen belemmeren.

Dat voorschrift zou in de tekst van artikel 41 moeten worden overgenomen.

Artikel 42.

Eerste lid.

Artikel 42 schept in zijn eerste lid voor het interventiefonds de mogelijkheid om de commissarissen-revisoren van de beursvennootschap te vragen verslag uit te brengen over de situatie van die vennootschap.

.../...

Het laat zich aanzien dat de kosten van die verslagen ten laste moeten komen van het interventiefonds dat die verslagen gevraagd heeft. Dat punt zou in de tekst van het ontworpen lid moeten worden gepreciseerd, daarbij aanknopende bij de regeling van artikel 15 van het Algemeen Reglement zoals het door de Waarborgkas van de wisselagenten is aangenomen, welk reglement is goedgekeurd bij het ministerieel besluit van 5 augustus 1988.

Voorts zou het ter wille van de overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst noodzakelijk zijn om aan het slot van het eerste lid in de Franse tekst te schrijven : "de lui faire rapport".

Artikel 43.

Paragraaf 1.

In zoverre artikel 43, § 1, eerste lid, de woorden "of dat haar administratieve dan wel boekhoudkundige organisatie of haar interne controle ernstige leemten vertoont" bezigt, behoeft het dezelfde opmerking als die welke onder artikel 33, eerste lid, 2°, is gemaakt.

Paragraaf 1, derde lid, van het ontwerp luidt aldus : "Overeenkomstig zijn statuten geeft het Interventiefonds aan de beurscommissie kennis van zijn mededelingen aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen ...". De woorden "overeenkomstig zijn statuten" houden in dat de statuten die de Koning krachtens artikel 46, § 3, zal hebben vastgesteld, in het beoogde geval inzonderheid de verplichting om de beurscommissie in te lichten bevatten alsook de nadere regels omtrent dat inlichten.

.../...

Paragraaf 2.

In artikel 43, § 2, is er een discrepantie tussen de Franse tekst die het heeft over "la radiation de l'agréation des sociétés de bourse dès qu'elles ont cessé leur activité", hetgeen een voorlopige stopzetting van het bedrijf kan inhouden, en de Nederlandse tekst volgens welke "de commissie ... de erkenning van beursvennootschappen die hun bedrijf hebben stopgezet, (schrapt)", welke tekst een definitieve stopzetting van het bedrijf inhoudt.

Paragraaf 2 zou bijgevolg aldus geredigeerd moeten worden :

"§ 2. De Commissie voor het Bank- en Financiewezen trekt door middel van een gemotiveerde beslissing de erkenning van de beursvennootschappen in van het ogenblik af dat zij een einde hebben gemaakt aan hun bedrijvigheid".

Paragraaf 3.

Deze paragraaf bepaalt dat artikel 25, §§ 2, 3, 4, 5, tweede lid, 6 en 7, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 van toepassing is op de beslissingen die krachtens de voorgaande paragrafen worden genomen.

Gelet op de zwaarwichtigheid van de maatregelen die in de paragrafen 2 tot 7 van het voormelde artikel 25 in uitzicht worden gesteld en ter wille van een betere verstaanbaarheid, zou het beter zijn de aangehaalde bepalingen van artikel 25 over te nemen en ze aan de tekst aan te passen; door die werkwijze zouden problemen van verwijzing naar een tekst die in de toekomst gewijzigd zou kunnen worden, uit de weg kunnen worden gegaan.

Artikel 45.

Aan het eind van de eerste volzin zijn de woorden "en de bepalingen van dit hoofdstuk dienovereenkomstig wijzigen" overtollig en moeten zij als zodanig vervallen. De volgende zin verleent de Koning namelijk een algemene bevoegdheid om de wetsbepalingen omtrent het interventiefonds aan te passen.

Artikel 46.

Paragraaf 1.

Volgens artikel 46 zal het interventiefonds van de beursvennootschappen, dat de plaats zal innemen van de thans bestaande waarborgkas, ten doel hebben geheel of gedeeltelijk te zorgen voor de goede afloop van de verplichtingen van de beursvennootschappen en van de in artikel 2, 2° en 3° bedoelde beurs- en kredietinstellingen, d.w.z. de in België gevestigde beursvennootschappen en de beurs- en kredietinstellingen die onder het recht van een vreemde Staat ressorteren.

Overigens regelen de artikelen 48 en 49 de situatie van de beurs- en kredietinstellingen die onder het recht van een vreemde Staat ressorteert, al naargelang zij een Belgische vestiging heeft (het geval aan de orde in artikel 48) of niet (het geval aan de orde in artikel 49).

Al is het begrijpelijk dat de in België gevestigde buitenlandse beursinstellingen dezelfde voordelen genieten als de Belgische beursvennootschappen, is het terwijl men de

voorwaarden die de Koning krachtens artikel 49 van het ontwerp moet vaststellen niet kent, minder begrijpelijk hoe men in geval van faillissement zou kunnen instaan voor de verplichtingen van de buitenlandse beursinstellingen die geen Belgische vestiging hebben. Aangezien die instellingen immers geen afzonderlijke boekhouding voeren in verband met de in België gedane verrichtingen, zal het interventiefonds er geen toezicht op kunnen uitoefenen.

De tekst van paragraaf 1 moet dan ook worden herzien.

Het zou beter zijn paragraaf 1 als volgt te stellen :

"§ 1. Er wordt een interventiefonds van de beursvennootschappen ingesteld met als opdracht geheel of gedeeltelijk te zorgen voor de goede afloop ... hoofdstuk III".

Het treedt in de plaats van de waarborgkas van de wisselagenten genoemd in artikel 71bis van titel V van Boek I van het Wetboek van Koophandel".

Om niet voorbij te gaan aan artikel 86, krachtens hetwelk de waarborgkas van de wisselagenten zal ophouden te bestaan, wordt de zoëven aangevoerde tekst voorgesteld.

Paragraaf 2.

De woorden "en zijn statuten" behoeven dezelfde opmerking als die welke aangaande artikel 4 van de ontworpen wet is gemaakt.

.../...

Ook is het nodig te schrijven : "behalve voor zover" in plaats van "behalve wanneer voor zover".

Paragraaf 3.

In het eerste lid schrijve men "wat" in plaats van "welke".

In het tweede lid schrijve men "het toezicht" in plaats van "de toezicht".

Paragraaf 5.

Volgens artikel 46, § 5, brengt elke betaling door het Fonds aan de schuldeisers van beursvennootschappen mee dat het Fonds gesubrogeerd wordt in de rechten die deze schuldeisers op de beursvennootschappen kunnen doen gelden. In dezelfde tekst wordt gesteld dat voor het geval de betaling van het interventiefonds slechts een gedeelte van de gewaarborgde verplichtingen dekt, het fonds bij voorrang wordt terugbetaald tot het beloop van de gedeeltelijke betaling die het heeft verricht.

Aldus wordt afgeweken van artikel 1252 van het Burgerlijk Wetboek dat bepaalt : "de indeplaatsstelling ... vermag de schuldeiser (niet) te benadelen wanneer deze slechts gedeeltelijk betaald is; in dit geval kan hij zijn rechten, voor wat hem nog verschuldigd blijft, uitoefenen bij voorkeur boven degene van wie hij slechts een gedeeltelijke betaling bekomen heeft".

Het ontworpen voorschrift is nieuw. Volgens artikel 8, § 1, derde lid, van het Algemeen Reglement van de Waarborgkas dat thans van kracht is, geschiedt de indeplaatsstelling in het geval dat de kas gedeeltelijk betaalt immers zonder afbreuk te doen aan de toepassing van artikel 1252 van het Burgerlijk Wetboek.

Voorzeker is de wetgever bevoegd om het in het voormelde artikel geformuleerde voorschrift te wijzigen door de voorrang voor de schuldeiser te vervangen door een voorrang voor degene die de schuldvordering gedeeltelijk heeft betaald en daardoor naar evenredigheid in de rechten van de gedeeltelijk betaalde schuldeiser treedt.

Niettemin is het nieuwe voorschrift van dien aard dat het een situatie schept die onbillijk is voor de schuldeisers van een gefailleerde beursvennootschap.

Wanneer namelijk de curator in geval van een gedeeltelijke schadeloosstelling door het interventiefonds het nettocreditsaldo van de failliete beursvennootschap pondspondsgewijs verdeelt en aan de schuldeiser 50 % van zijn schuldvordering betaalt en wanneer het interventiefonds naderhand 50 % van het bedrag van de schuldvordering betaalt, zal de schuldeiser volledig betaald zijn. Betaalt het interventiefonds daarentegen 50 % van de schuldvordering en kent de curator vervolgens 50 % toe aan de schuldeiser, dan zal die som aan het interventiefonds toegewezen moeten worden uit hoofde van de indeplaatsstelling die haar ten goede komt en de voorrang die ermee gemoeid is.

Daaruit volgt dat de schuldeiser van de beursvennootschap al of niet volledig betaald zal worden al naargelang het tijdstip waarop de curator van het faillissement pondspondsgewijs verdeelt.

.../...

Het is een aangelegenheid van het Parlement om uit te maken of er grond is voor zo'n voorschrift - dat strijdig is met het beginsel dat de gedeeltelijk betaalde schuldeiser geacht wordt geen indeplaatsstelling te zijnen koste toe te staan - terwijl de toepassing ervan uiteenlopende gevolgen heeft naargelang de gedeeltelijke bepaling door het interventiefonds vóór of na de afwikkeling van het faillissement geschiedt en de middelen van het interventiefonds grotendeels afkomstig zullen zijn van de extra-rechten op de transacties, welke rechten ten laste zullen komen van de cliënten van de beursvennootschappen, d.w.z. van hun schuldeisers in het geval zij failliet zouden worden verklaard.

Paragraaf 6.

Op de laatste regel van het eerste lid schrijve men "functie" in plaats van "functies".

Het zou beter zijn paragraaf 6, tweede lid, 2°, als volgt te stellen :

"2° in het kader van wederzijdse samenwerking en onder voorwaarde dat de in het eerste lid opgelegde verplichting tot geheimhouding over en weer wordt nagekomen, aan buitenlandse instellingen met gelijksoortige opdrachten ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Paragraaf 7.

Het zou beter zijn paragraaf 7 als volgt te stellen :

.../...

"§ 7. Het Fonds kan bij voorkomende gelegenheid akkoorden sluiten met buitenlandse instellingen die zorgen voor de bescherming van soortgelijke beroepsverplichtingen als die welke door het Fonds worden gedekt, ten einde de samenwerking van het Fonds met die instellingen te regelen, alsmede de beperkingen en de gevolgen die verbonden zijn aan het samengaan van hun respectieve optreden".

Paragraaf 8.

Bij het begin van het tweede lid behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke aangaande artikel 43, § 3, is gemaakt.

Paragraaf 9.

Paragraaf 9, tweede lid, geeft de Minister van Financiën een termijn van tien dagen om een beslissing van het interventiefonds te vernietigen wanneer die vooraf ten gevolge van het beroep van de regeringscommissaris is geschorst.

Voor de minister gaat die termijn in de dag dat de regeringscommissaris kennis heeft gekregen van de beslissing. Gelet op de termijn van 4 dagen die aan die commissaris wordt toegewezen om in beroep te komen, is het mogelijk dat er voor de minister nog slechts zes kalenderdagen overblijven, d.i. normaal vier werkdagen om het dossier te onderzoeken of te laten onderzoeken en een beslissing te nemen.

Deze termijn lijkt te kort. Hij moet worden verlengd door aan te knopen bij de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en in het bijzonder bij de bepaling volgens welke de termijn bij beslissing van de minister met tien dagen kan worden verlengd.

Het zou eenvoudiger zijn artikel 46 in verschillende artikelen op te delen, te meer daar dat artikel 46 het enige artikel van afdeling V is, die over het interventiefonds handelt :

- de paragrafen 1 en 2 zouden artikel 46 vormen;

- de paragrafen 3 en 4, artikel 47;

- paragraaf 5, artikel 48;

- de paragrafen 6 en 7, artikel 49;

- paragraaf 8, artikel 50;

- paragraaf 9, artikel 51.

In dat geval zouden de volgende artikelen vernummerd moeten worden.

Artikel 47.

Paragraaf 1.

De inleidende volzin zou aldus gesteld moeten worden :

.../...

"§ 1. Met gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank of met één van deze straffen alleen worden gestraft :".

Punt 5° zou als volgt gesteld moeten worden :

"5° zij die daden stellen of verrichtingen uitvoeren zonder toestemming van ...;".

Artikel 48.

Het behoeft geen betoog dat wanneer de Koning de verplichtingen en verbodsbepalingen van de in België gevestigde buitenlandse beursinstellingen regelt, Hij de verplichtingen die voor België uit het Europese recht voortkomen, moet naleven.

Om die reden past het de woorden "met naleving van de verplichting die voor België voortvloeien uit het Europese recht" weg te laten.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 49.

Artikelen 50 en 51.

Artikel 50 verleent de Koning de bevoegdheid om, mits voorafgaande vormvoorschriften worden nageleefd, andere effectenmarkten en markten voor andere financiële instrumenten op te richten dan wel te erkennen, wanneer de reglementering hiervan Hem verantwoord lijkt.

Voorts bepaalt artikel 51 dat de Koning zo nodig de instellingen opricht die belast zijn met het bestuur van de in artikel 50 bedoelde markten, dat die instellingen

publiekrechtelijke rechtspersonen zijn, dat de Koning op advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de organisatie en de werking van, alsmede de controle op deze instellingen regelt en dat Hij, zoals alleen in de Franse tekst wordt gezegd, de bevoegdheden van de organen van die instellingen bepaalt.

Uit het gezamenlijk onderzoek van die twee artikelen blijkt dat de Koning bevoegd zou zijn om andere beurzen en andere beurscoöperatieven op te richten als die waarin voorzien wordt in de artikelen 3 en volgende van de ontworpen wet.

De onbegrensde bevoegdheid om die nieuwe beursinstellingen op te richten, die aan de Koning verleend wordt, en waarvan in de memorie van toelichting zelf het belang wordt onderstreept, zou tot gevolg kunnen hebben dat het essentiële van heel de door de ontworpen wet ingevoerde regeling teloor gaat.

Overigens zou de Koning aldus publiekrechtelijke rechtspersonen in het leven kunnen roepen, terwijl die bevoegdheid tot dusverre aan de wetgever is toebedacht.

De artikelen 50 en 51 moeten grondig worden herzien.

De artikelen 52 en volgende, die verschillende consequenties van de oprichting van de voormelde beursinstellingen regelen, zouden eveneens moeten worden herzien.

Artikel 57.

In tegenstelling met de ontworpen tekst is de bepaling geen overgangsbepaling. Zij verdaagt het tijdstip

.../...

waarop de openbare kredietverenigingen die erin bedoeld worden het recht zullen hebben om te bemiddelen bij de in artikel 2 genoemde transacties en verrichtingen die geen openbare uitgiften van obligaties van de instelling die ze erkend heeft, zijn.

Die bepaling moet bijgevolg worden ingevoegd in hoofdstuk VI, met als opschrift "Inwerkingtreding".

Daar komt nog bij dat als de bepaling erop gericht is om de Koning een nieuwe bevoegdheid te verlenen, te weten de bevoegdheid om de reglementering aangaande de bescherming van de spaarmiddelen vast te stellen, zij gesteld zou moeten worden als een bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935.

Artikel 58.

Overeenkomstig de onder artikel 4 gemaakte opmerking zou de benaming "effectenbeursvennootschap" vervangen moeten worden door het woord "effectenbeurscoöperatieve".

Bovendien zou niet naar artikel 3, maar naar artikel 4 van de ontworpen wet verwezen moeten worden, dat betrekking heeft op de effectenbeurscoöperatieve die in de vorm van een publiekrechtelijk rechtspersoon werd opgericht.

Artikel 59.

De woorden "tot aan de oprichting van de organen van de ... Effectenbeursvennootschappen" zouden zodanig vervangen moeten worden dat het slot van het artikel aldus luidt :

.../...

"... tot aan de inwerkingtreding van de organen van de in de artikelen 3 en volgende bedoelde effectenbeurscoöperatieven".

Artikel 60.

Artikel 60, dat een inwerkingtredingsbepaling is, behoort naar hoofdstuk VI te worden overgebracht.

Artikel 61.

Aan het slot van artikel 61 dient te worden geschreven : "voor de toepassing van de artikelen 2, 1°, 5 en 15 tot 19".

In artikel 61 is de formule volgens welke de effectenmakelaars zich dienen te conformeren aan artikel 21 van de ontworpen wet niet deugdelijk. Het begin van artikel 61 zou derhalve als volgt gesteld moeten worden :

"Art. 61. De effectenmakelaars kunnen uiterlijk tot 1 januari 1991 als natuurlijke personen werkzaam zijn ...".

Artikel 62.

Paragraaf 1.

Aan het eind van paragraaf 1 staat : "Door een latere omvorming van deze vennootschap gaat het recht op grond van deze paragraaf niet verloren".

In de memorie van toelichting zou verduidelijkt moeten worden dat de omvorming van een vennootschap ook doelt op het geval dat die vennootschap wordt ontbonden en er vervolgens een nieuwe vennootschap wordt opgericht.

Paragraaf 2.

Men schrijve : "vóór de inwerkingtreding" in plaats van "vóór inwerkingtreding".

Artikel 63.

Uit de samenhang blijkt dat de woorden "het minimum gestorte kapitaal" in artikel 63 ten onrechte zijn gebruikt. Die woorden behoren te worden vervangen door de woorden "het volgestorte minimumkapitaal".

Artikel 64.

Aangezien de woorden "van rechtswege" onnut zijn, wordt voorgesteld artikel 64 aldus te stellen :

"Art. 64. De effectenmakelaars die ... een beursvennootschap, blijven opgenomen in de zin van de artikelen 9, § 1, 7°, en 26".

Artikel 66.

Om te vermijden dat de onbekwaamheid waarin het in artikel 27 bedoelde verbod bestaat met terugwerkende kracht toepasselijk is en aldus afbreuk doet aan de rechtszekerheid, zou het beter zijn de tekst van het ontworpen artikel als volgt te formuleren :

"Art. 66. Artikel 27, eerste lid, is niet toepasselijk op de in artikel 62, § 1, bedoelde personen wanneer het gaat om strafbare feiten die vóór de inwerkingtreding van deze wet zijn gepleegd".

.../...

Artikel 68.

Dit artikel is erop gericht de toepassing van artikel 31 uit te stellen, welk artikel bepaalde personenvennootschappen ertoe noopt voortaan jaarrekeningen bij te houden en neer te leggen wanneer zij ter beurze opereren.

Wil men dat die overgangsbepaling effect sorteert, dan zou zij ook toepassing moeten vinden op het bij artikel 40 van het ontwerp voorgeschreven overzenden van de jaarrekening aan het Interventiefonds.

Artikel 69.

In artikel 69 dienen de woorden "de in artikel 33 bedoelde erkenning" te worden vervangen door de woorden "de door artikel 32 voorgeschreven erkenning".

Daarenboven is het met het oog op het verkrijgen van die erkenning niet vereist dat de vennootschappen een kapitaal van 50 miljoen hebben.

Het naleven van artikel 38, § 2, geldt als vereiste voor het vervullen van bepaalde werkzaamheden en niet voor het verkrijgen van de erkenning, weshalve de vermelding van artikel 38, § 2, ongedaan behoort te worden gemaakt.

Artikel 70.

Doordat het artikel op het volgestorte minimumkapitaal doelt, behoeft het dezelfde opmerking als die welke onder artikel 63 is gemaakt.

Artikel 71.

Men schrijve : "overgezonden" in plaats van "overgemaakt".

.../...

Artikel 73.

Paragraaf 1.

De inleidende volzin behoort aldus te worden gesteld : "§ 1. Artikel 35, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Paragraaf 2.

Paragraaf 2 behoort een zelfstandig artikel te vormen opdat de reeks van wijzigingen die in het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 aangebracht zijn, niet verbroken wordt.

Om te bepalen waar het afzonderlijk artikel moet staan, is het dienstig terug te vallen op de bij dit advies gevoegde concordantietabel.

Artikel 74.

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"Art. 74. In artikel 36 van hetzelfde besluit wordt het derde lid, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, vervangen door het volgende lid : "Het overschot wordt na aftrek ..., de grenzen bepaald door de Koning".

Artikel 75.

I. De nieuwe tekst van het ontworpen artikel 39bis van het koninklijk besluit nr. 185 is weliswaar gedeeltelijk in dezelfde bewoordingen als de huidige tekst gesteld, maar verschilt ervan op een aantal punten.

- De bepaling vindt niet langer toepassing op de regeringscommissarissen bij kredietinstellingen die onderworpen zijn aan een bijzondere wet.

- De Commissie voor het Bank- en Financiewezen zal de regeringscommissaris bij het interventiefonds van de beursvennootschappen kunnen vragen verslag uit te brengen, in welke mogelijkheid niet voorzien was voor de waarborgkas.

- De Commissie voor het Bank- en Financiewezen zal aan de regeringscommissaris kunnen vragen wat de identiteit is van degenen die op de effectenmarkten optreden.

In de memorie van toelichting wordt dit nieuwe voorschrift van de volgende commentaar voorzien : "verondersteld (mag worden) dat bij de controles waarmee de Bankcommissie wordt belast, de identiteit van wie op de effectenmarkt optreedt, gekend is".

Met zo'n uitleg kan niet worden volstaan als het erom gaat een zo belangrijke kwestie te motiveren.

1. Er zij op gewezen dat de Bankcommissie, volgens artikel 19, vijfde lid, van het koninklijk besluit nr. 185, van de relaties tussen de bank en een bepaalde cliënt alleen kennis neemt voor zover de controle op de bank dat vergt; de ontworpen bepaling wijkt af van dat voorschrift. Voorts bepaalt artikel 20 van het reglement van de waarborgkas dat "de kas alleen betrekkingen met een bepaalde cliënt kan hebben indien het onvermogen van die cliënt de financiële situatie van de wisselagent in het gedrang brengt of de interventie van de kas verantwoordt".

De ontworpen bepaling behoort dezelfde beperking in te houden als die welke in de twee voormelde artikelen vervat is, namelijk dat de Commissie voor het Bank- en

Financiewezen van de identiteit van de cliënt slechts kennis mag nemen voor zover zulks met het oog op de uit te oefenen controle vereist is.

Zonder een zodanige beperking zou het ontworpen artikel afbreuk doen aan de vrijheid van het privé-leven, zoals die is ingeschreven in artikel 8 van het Europese Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Het ontworpen besluit moet in die zin worden herzien.

2. De ontworpen tekst bezigt de woorden "wie ... optreedt" terwijl het ontwerp globaal genomen gebruik maakt van het woord "cliënten". Eenvormigheidshalve dient de laatste term te worden gebruikt. Mochten de woorden "wie ... optreedt" een verschillende betekenis hebben, dan zouden ze in de ontworpen tekst of op zijn minst in de memorie van toelichting nader moeten worden verklaard.

3. Overeenkomstig de bedoeling van de Regering heeft de regeringscommissaris geen beoordelingsbevoegdheid. Men kan zich niet begrijpen waarom via de regeringscommissaris naar de identiteit wordt gezocht. De Commissie voor het Bank- en Financiewezen zou het uit hoofde van haar controlebevoegdheid evenzeer kunnen doen.

II. Volgens het ontworpen artikel laat het zich aanzien dat de regeringscommissaris de bemiddelaars eerst

naar de identiteit van "wie ... optreedt" vermag te vragen als de Commissie voor het Bank- en Financiewezen het hem heeft gevraagd. Deze interpretatie volgt echter niet duidelijk uit de tekst en deze zou dan ook in die zin moeten worden aangevuld. Op basis van de aanpassingen die de tekst zal moeten ondergaan zal de bemiddelaar pas gehouden zijn tot het verschaffen van de inlichtingen die hem over de identiteit van degene die op de effectenmarkten optreedt worden gevraagd als de regeringscommissaris daartoe opdracht heeft gekregen van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen.

III. In de ontworpen tekst wordt met geen woord gerept van de bevoegdheden waarover de regeringscommissaris zal beschikken wanneer hem zal zijn gevraagd de identiteit van wie op de effectenmarkten optreedt op te zoeken. De vraag rijst of hij zal kunnen oordelen over de noodzaak om een dergelijke nasporing te doen; men kan zich ook afvragen wat de grenzen van zijn onderzoeksbevoegdheid zullen zijn.

Een en ander zou in de tekst moeten worden verduidelijkt en in de memorie van toelichting met redenen worden omkleed.

IV. In zoverre de regeringscommissaris inlichtingen heeft in te winnen, inzonderheid over de identiteit van wie op de effectenmarkten optreedt, behoort hij vanwege de vertrouwelijkheid van die inlichtingen gehouden te zijn tot het beroepsgeheim, gelijk de personen bedoeld in artikel 40 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 daartoe gehouden zijn en zoals voorgeschreven wordt in artikel 46, § 6, van het onderhavige ontwerp ter zake van het interventiefonds.

Het zou beter zijn de inleidende volzin van artikel 75 als volgt te redigeren :

"Art. 75. Artikel 39bis, in hetzelfde besluit ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 oktober 1937 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939, wordt vervangen door de volgende bepaling : "Artikel 39bis ...".

Artikel 76.

Aan artikel 76 zit het nadeel vast dat het een zelfstandige bepaling is, waardoor het kans loopt dat eraan voorbij wordt gegaan. Om dat te verhelpen zou de inhoud van artikel 76 ingevoegd moeten worden in het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935.

Daarbij komt dat doordien het ontwerp verwijst naar "het eerste lid en het tweede lid, 2°, van paragraaf 1 van artikel 25 van (het) koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 (...)", het voorziet in twee mogelijke maatregelen die ambtshalve worden genomen : het bepalen van een termijn waarbinnen de vastgestelde toestand dient te worden verholpen; het opschorten (lees : schorsen) van de activiteiten of slechts van een categorie daarvan.

Er wordt dan ook voorgesteld in het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 een aldus luidend artikel 25bis in te voegen :

"Artikel 25bis. Ingeval de Commissie voor het Bank- en Financiewezen er kennis van heeft dat een onder haar controle vallende kredietinstelling zich niet houdt aan de voorschriften omtrent effectentransacties als gegeven worden bij

de artikelen 15 tot 20 van de wet van ... op de effectenbeurzen, bepaalt die Commissie de termijn waarbinnen de financiële instelling de vastgestelde toestand dient te verhelpen.

De Commissie voor het Bank- en Financiewezen kan de activiteiten van de kredietinstelling ook schorsen of, als de vastgestelde toestand betrekking heeft op een bepaalde sector van de activiteiten, die sector van de activiteiten".

Om te bepalen waar de plaats moet zijn van het artikel van het ontwerp dat het bewuste artikel 25bis in het besluit nr. 185 zou invoegen, is het dienstig terug te vallen op de bij dit advies gevoegde concordantietabel.

Artikel 77.

Op de tweede regel schrijve men : "wetboek van" in plaats van "wetboek op".

Op de vierde regel van de Franse tekst schrijve men : "du 8 août 1980 et du 17 juillet 1985".

Artikel 78.

Het artikel bepaalt dat het woord "wisselagent" in de "wettelijke en bestuursrechtelijke" bepalingen vervangen moet worden door het woord "beursvennootschap".

.../...

Dat het woord "wisselagent" vervangen zou worden valt bezwaarlijk aan te nemen wat onder meer het volgende betreft :

- artikel 2 van het decreet van 2-17 maart 1791 "portant suppression de tous droits d'aides, de toutes les maîtrises et jurandes et établissement de patentes";

- artikel 1 van het decreet van 21 april - 8 mei 1791 "relatif aux officiers et commissions d'agents et de courtiers de change, de banque et d'assurances, tant de terre que de mer; conducteurs-interprètes et autres";

- artikel 19 van het besluit van 27 prairial jaar X betreffende de handelsbeurzen, welk artikel het beroepsgeheim van de wisselagenten betreft (hoewel over het instandhouden van het artikel kan worden geredetwist; het ontwerp zou de gelegenheid kunnen zijn om alle twijfel weg te nemen);

- artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken (artikel 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1978, heeft betrekking op de beroepen van wisselagent en wisselagent-correspondent);

- het ministerieel besluit van 4 augustus 1937 houdende regeling van het wetenschappelijk examen voorzien bij artikel 71 van het koninklijk besluit van 30 januari 1935, nr. 84, op de handelsbeurzen en het beroep van wisselagent.

Als artikel 78 van het ontwerp bijvoorbeeld zou worden toegepast op het tweede lid van artikel 139 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, dan zou de tekst van dat tweede lid aldus luiden :

"De taks is nochtans niet verschuldigd in hoofde van de partij of van de partijen die het beroep van beursvennootschap, van beursvennootschap-correspondent of van bankier uitoefenen".

Ten slotte is het vooral zo dat de ontworpen wet vasthoudt aan het gebruik van het woord "effectenmakelaar" (cfr. artikel 22, 1°, en artikel 26, § 1).

Doordat de ontworpen bepaling te algemeen is, leidt zij dan ook tot ongerijmdheden.

Wordt artikel 78 gehandhaafd, dan dient het de wetteksten op te sommen waarin het woord "wisselagent" moet worden vervangen.

Artikel 79.

Terwijl in de Franse tekst van het ontwerp de uitdrukking "fonds publics" overal vervangen wordt door de uitdrukking "valeurs mobilières", blijft de eerste uitdrukking in de Franse tekst van het ontworpen artikel 121 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen zesmaal in stand.

Om de terminologie eenvormig te maken zouden in de Franse tekst de woorden "les fonds publics" vervangen

.../...

moeten worden door de woorden "les valeurs mobilières au sens de l'article 1er de la loi du ... relative aux bourses de valeurs mobilières" en zou in de Nederlandse tekst het woord "effecten" aangevuld moeten worden met de woorden "in de zin van artikel 1 van de wet van ... op de effectenbeurzen".

In de inleidende volzin van artikel 79 dat artikel 121 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen wijzigt, behoort de wet van 14 "januari" 1961 (lees : 14 februari 1961) niet te worden vermeld, aangezien de wet van 27 december 1965 heeft voorzien in de vervanging van de tarieven die bij artikel 120 van de wet van 14 februari 1961 waren verhoogd en de wet van 1961 zodoende doelloos heeft gemaakt.

Bovendien dient in 1°, a, te worden geschreven : "of leningen die zijn uitgegeven door de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies of de gemeenten ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 80.

Het zou beter zijn artikel 80 als volgt te stellen :

"Art. 80. In artikel 122, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 13 augustus 1947 en 27 december 1965, worden de woorden "een taks van 0,70, 1,40 of 3,50 per duizend", vervangen door de woorden "een taks van 0,70 of 1,70 per duizend".

.../...

Artikel 82.

Aan het begin moet worden geschreven : "Artikel 126[1], 3° ...".

Artikel 83.

De vermelding van de wet van 14 februari 1961 behoort te vervallen, om de reden die naar aanleiding van artikel 79 van het ontwerp is opgegeven.

Artikel 84.

Het zou beter zijn artikel 84 als volgt te stellen :

"Art. 84. In artikel 139, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 13 augustus 1947 en 27 december 1965, worden de woorden "een taks van 0,85 of 1,70 per duizend", vervangen door de woorden "een taks van 0,85 per duizend".

Artikel 85.

Volgens artikel 85 van het ontwerp wordt artikel 13 van het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 vervangen door een nieuwe tekst waar een aanvulling in wordt opgenomen, namelijk "zonder dat het aangesloten lid gehouden is deze effecten te storten bij het interprofessioneel organisme", hetgeen betekent dat de bemiddelaar (die hier aangesloten lid wordt genoemd) niet meer gehouden zal

zijn om de effecten aan de Interprofessionele Effectendeposito- en Girokas (in het kort C.I.K.) te storten. Volgens de laatste volzin van de nieuwe tekst van artikel 13 van het voormelde koninklijk besluit van 10 november 1967 heeft de instemming van de cliënt immers "dezelfde gevolgen als de storting bij het interprofessioneel organisme, zelfs voor effekten die niet door deze laatste in overschrijving worden aanvaard".

De uitdrukkelijk of stilzwijgend betuigde instemming van de cliënt zal ten gevolge hebben dat de effecten die hij aan de bemiddelaar heeft afgegeven, naar luid van het ontwerp, onder de vervangbaarheidsregeling zullen vallen en dat de artikelen 4 tot 8 en 10 tot 12 van het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 er toepassing op zullen vinden.

Het ontworpen artikel is er dus op gericht om op de betrekkingen tussen de bemiddelaar en diens cliënt bepalingen toepasselijk te maken die zijn uitgedacht met het oog op het tussenkomen in die betrekkingen door een orgaan, - de interprofessionele kas -, die inzonderheid tot taak heeft de bij haar gedeponeerde effecten te bewaren. Met andere woorden, door de bemiddelaar in de plaats te stellen van de interprofessionele kas worden voorschriften die zijn uitgedacht om de betrekkingen onder de cliënt, de bemiddelaar en de interprofessionele kas te regelen, getransponeerd in een volkomen andere situatie waarin de interprofessionele kas door de bemiddelaar wordt vervangen. Een dergelijke transpositie is niet mogelijk zonder dat de toestand in het nadeel van de cliënt wordt scheefgetrokken.

Alvorens de gevolgen van het ontworpen artikel worden onderzocht, zij erop gewezen dat de vervangbaarheidsregeling niet kan worden toegepast zonder dat de cliënt ermee instemt. Van een geldige instemming kan uiteraard alleen maar sprake zijn indien zij met volle bewustheid is betuigd. Daartoe is het niet voldoende dat het ontvangstbewijs een aanvaardingsformule bevat. De formule behoort op de voorzijde duidelijk uit te komen, het stilzwijgen van de cliënt mag in geen geval gelijk staan met aanvaarding en hij behoort opmerkzaam te worden gemaakt op de consequenties van zijn aanvaarding.

De toepassing van de vervangbaarheidsregeling op de bij een bemiddelaar gedeponeerde effecten komt voort uit artikel 4, vierde lid, van het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967, volgens hetwelk de bemiddelaar de nummers van de vervangbare effecten die hij in zijn bezit heeft niet zal hoeven in te schrijven in zijn boeken. Een cliënt die zijn effecten zal eisen, zal dus alle bij de bemiddelaar gedeponeerde vervangbare waardepapieren moeten eisen en indien het totaal van die effecten ontoereikend is, zullen de effecten over de eigenaren van de gedeponeerde effecten verdeeld worden naar verhouding van de aanspraken van dezen. De eigenaren zullen voor het overige gewone schuldeisers worden, dat wil zeggen ten belope van de waarde van de effecten die hun niet zullen zijn terugbezorgd. De cliënt verliest aldus de waarborg die de eigendom van met een nummer geïdentificeerde effecten biedt.

.../...

Een van de gevolgen van de ontworpen wijziging is het volgende. Luidens artikel 5 van het voormelde koninklijk besluit nr. 62 wordt van het vestigen van een regelmatig pand bij aangetekende brief kennis gegeven aan de interprofessionele kas. Nu de bemiddelaar in de plaats wordt gesteld van die kas, zal de betekening aan hem geschieden, doch het houden van de verpande effecten zal niet zo goed gegarandeerd zijn als wanneer die effecten bij de interprofessionele kas gedeponeerd zouden worden.

Overigens, volgens artikel 7, tweede lid, van hetzelfde besluit heeft het storten van effecten bij de interprofessionele kas dezelfde gevolgen als een daad van beschikking, waarbij elke publikatie van enig verzet dat na die storting geschiedt, zonder gevolg blijft. Aangezien de bemiddelaar in de plaats komt van de interprofessionele kas, zou alle verzet na het hem ter hand stellen van effecten zonder gevolg blijven, terwijl er geen regeling is getroffen om een vaststaande datum te bepalen voor die terhandstelling. Hetzelfde bezwaar kan worden gemaakt tegen het attest dat de bemiddelaar dient af te geven met het oog op het royeren van het verzet.

Daarbij komt dat degene die onvrijwillig buiten het bezit gesteld is van een effect, volgens artikel 8 van hetzelfde besluit er geen teruggave van kan vragen voordat dit effect is gestort bij de interprofessionele kas wanneer hij, vóór datzelfde tijdstip, geen verzet heeft laten bekendmaken. Het is niet duidelijk hoe deze regel zou kunnen worden toegepast wanneer de bemiddelaar in de plaats komt van de interprofessionele kas.

Bovendien kunnen de vennootschappen, volgens artikel 11 van hetzelfde besluit, met het oog op de deelneming aan hun algemene vergadering de opgave van de nummers van de effecten die bij de interprofessionele kas gestort zijn niet eisen, aangezien de numerieke lijst wordt vervangen door een attest van de interprofessionele kas. Het zou kunnen dat dit attest, wanneer het door een onscrupuleuze bemiddelaar wordt afgegeven, niet met de werkelijkheid overeenstemt, wat tot gevolg zou kunnen hebben dat beslissingen van algemene vergaderingen van vennootschappen nietig zouden zijn ten gevolge van het uitoefenen van het stemrecht dat verbonden is aan effecten waarvan de aandeelhouder geen eigenaar meer zou zijn.

De conclusie is dan ook dat artikel 85 van het ontwerp het grote nadeel heeft dat het optreden van de bemiddelaar niet dezelfde waarborgen oplevert als die welke de interprofessionele kas biedt, zodat de eigenaar van de effecten in een situatie zou verzeilen waarin hij geen ander beroep meer zou kunnen instellen dan een vordering tot schadeloosstelling tegen de bemiddelaar.

Het ontworpen artikel moet bijgevolg grondig worden herzien.

Artikel 86.

Zoals is opgemerkt (1) wordt in artikel 86, 1°, van het ontwerp titel V van Boek I van het Wetboek van Koophandel zonder onderscheid opgeheven.

.../...

---

(1) Algemene opmerking V.

In hoofdstuk I van deze titel wordt nochtans niet alleen over wisselagenten gehandeld, maar ook over makelaars in het algemeen en de artikelen 64, 65, 67 en 68 blijven, zo lijkt het, van nut om de rechten en verplichtingen van de makelaars te regelen.

Hoofdstuk II - Handelsbeurzen, van zijn kant, handelt over warenbeurzen en vervolgens over openbare-fondsen- en wisselbeurzen.

In de memorie van toelichting (blz. 27) wordt erop gewezen dat "het ontwerp het begrip Handelsbeurs (opheft) en rechtstreeks enkel nog de effectenbeurzen (organiseert)". Maar het ontwerp heft het koninklijk besluit nr. 72 van 30 november 1939 tot regeling van de beurzen voor de termijnhandel in goederen en waren, van het beroep van de makelaars en tussenpersonen die zich met deze termijnhandel inlaten en van het regime van de exceptie van spel, op grond waarvan de termijnbeurs voor wol van Antwerpen is georganiseerd, niet op.

Om in titel V de bepalingen te behouden die er moeten blijven bestaan en onder voorbehoud van de voormelde algemene opmerking, zou het dienstig zijn artikel 86 te redigeren als een bepaling tot wijziging van Boek I, titel V, van het Wetboek van Koophandel en niet als een opheffingsbepaling.

Deze wijzigingsbepaling zou als een artikel 63 moeten worden ingevoegd in titel III, hoofdstuk I.

.../...

Artikel 87.

Naar het voorbeeld van hetgeen waarin artikel 11 van de algemene wet op de douane en accijnzen voorziet, zouden de besluiten die op grond van het ontworpen artikel door de Koning zouden worden vastgesteld en die veel weg zouden hebben van bijzondere-machtenbesluiten, bekrachtigd moeten worden door een wet.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.

TABLE DE CONCORDANCE POUR LES ARTICLES 57 A 88 DU PROJET.

1. ORDRE ET GROUPEMENT DES ARTICLES PROPOSES DANS L'AVIS

TITRE III - Autres dispositions

Chapitre Ier - Dispositions modificatives

Section Ire - modification au titre V du livre Ier du Code de commerce

Article 63	Article 86. 1°, du projet (voir aussi observation générale n° V)

Section II - modification à l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des bangues et le régime des émissions de titres et valeurs (*)

Article 64 (nouvel article 25bis proposé)	Article 76 du projet
Article 65	Article 72 du projet
Article 66	Article 73, § 1er, du projet
Article 67	Article 74 du projet
Article 68	Article 75 du projet

(*) La remarque faite à l'article 57 du projet pourrait entraîner l'insertion d'un article supplémentaire.

./.

Section III - modifications au titre VIII du Code des taxes assimilées au timbre

Article 69	Article 79 du projet
Article 70	Article 80 du projet
Article 71	Article 81 du projet
Article 72	Article 82 du projet
Article 73	Article 83 du projet
Article 74	Article 84 du projet

Section IV - autres modifications

Article 75	Article 77 du projet
Article 76	Article 85 du projet
Article 77	Article 78 du projet
Article 78	Article 73, § 2, du projet

Chapitre II - Dispositions abrogatoires

Article 79	Article 86, 2° et 3° du projet

Chapitre III - Dispositions transitoires

Article 80	Article 6 partim. du projet
Article 81	Article 58 du projet
Article 82	Article 59 du projet
Article 83	Article 61 du projet
Article 84	Article 62 du projet
Article 85	Article 63 du projet
Article 86	Article 64 du projet
Article 87	Article 65 du projet
Article 88	Article 66 du projet
Article 89	Article 67 du projet
Article 90	Article 68 du projet
Article 91	Article 69 du projet
Article 92	Article 70 du projet
Article 93	Article 71 du projet
Article 94	Article 71bis du projet

./.

Chapitre IV - Entrée en vigueur

Article 95	Article 88 du projet
Article 96	Article 57 partim du projet
Article 97	Article 60 du projet

2. ARTICLES DU LIVRE II DU PROJET : CLASSEMENT PROPOSE :

Article 57 du projet	Article 96 + éventuellement une disposition nouvelle à insérer au chapitre Ier, section II
Article 58 "	Article 81
59	82
60	97
61	83
62	84
63	85
64	86
65	87
66	88
67	89
68	90
69	91
70	92
71	93
71bis	94
Article 72	Article 65
73, § 1er, § 2	66
74	78
75	67
76	68
	64
Article 77	75
78	77
Article 79	Article 69
80	70
81	71
82	72
83	73
84	74

./.

Article 85	Article 76
Article 86, 1°	Article 63
86, 2° et 3°	79
Article 87	Article 62
Article 88	Article 95

CONCORDANTIETABEL VOOR DE ARTIKELEN 57 TOT 88 VAN HET ONTWERP.

1. VOLGORDE EN GROEPERING VAN DE IN HET ADVIES VOORGESTELDE ARTIKELEN

TITEL III - Andere bepalingen

Hoofdstuk I. - Wijzigingsbepalingen

Afdeling I - Wijziging van titel V van boek I van het Wetboek van Koophandel

Artikel 63	Artikel 86, 1°, van het ontwerp (zie ook algemene opmerking nr. 5)

Afdeling II - Wijziging van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten (*)

Artikel 64 (voorgesteld nieuw artikel 25bis)	Artikel 76 van het ontwerp
Artikel 65	Artikel 72 van het ontwerp
Artikel 66	Artikel 73, § 1, van het ontwerp
Artikel 67	Artikel 74 van het ontwerp
Artikel 68	Artikel 75 van het ontwerp

(*) De opmerking bij artikel 57 van het ontwerp zou de invoeging van een bijkomend artikel tot gevolg kunnen hebben.

./.

Afdeling III - Wijzigingen van titel VIII van het Wetboek van de met het zegel gelijkgestelde taksen

Artikel 69	Artikel 79 van het ontwerp
Artikel 70	Artikel 80 van het ontwerp
Artikel 71	Artikel 81 van het ontwerp
Artikel 72	Artikel 82 van het ontwerp
Artikel 73	Artikel 83 van het ontwerp
Artikel 74	Artikel 84 van het ontwerp

Afdeling IV - Andere wijzigingen

Artikel 75	Artikel 77 van het ontwerp
Artikel 76	Artikel 85 van het ontwerp
Artikel 77	Artikel 78 van het ontwerp
Artikel 78	Artikel 73, § 2, van het ontwerp

Hoofdstuk II - Opheffingsbepalingen

Artikel 79	Artikel 86, 2° en 3° van het ontwerp

Hoofdstuk III - Overgangsbepalingen

Artikel 80	Artikel 6 van het ontwerp (gedeeltelijk)
Artikel 81	Artikel 58 van het ontwerp
Artikel 82	Artikel 59 van het ontwerp
Artikel 83	Artikel 61 van het ontwerp
Artikel 84	Artikel 62 van het ontwerp
Artikel 85	Artikel 63 van het ontwerp
Artikel 86	Artikel 64 van het ontwerp
Artikel 87	Artikel 65 van het ontwerp
Artikel 88	Artikel 66 van het ontwerp
Artikel 89	Artikel 67 van het ontwerp
Artikel 90	Artikel 68 van het ontwerp
Artikel 91	Artikel 69 van het ontwerp
Artikel 92	Artikel 70 van het ontwerp
Artikel 93	Artikel 71 van het ontwerp
Artikel 94	Artikel 71bis van het ontwerp

./.

Hoofdstuk IV - Inwerkingtreding

Artikel 95	Artikel 88 van het ontwerp
Artikel 96	Artikel 57 van het ontwerp (gedeeltelijk)
Artikel 97	Artikel 60 van het ontwerp

2. ARTIKELEN VAN BOEK II VAN HET ONTWERP :

VOORGESTELDE RANGSCHIKKING :

Artikel 57 van het ontwerp	Artikel 96 + eventueel een nieuwe bepaling in te voegen in hoofdstuk I, afdeling II
Artikel 58 "	Artikel 81
Artikel 59	Artikel 82
Artikel 60	Artikel 97
Artikel 61	Artikel 83
Artikel 62	Artikel 84
Artikel 63	Artikel 85
Artikel 64	Artikel 86
Artikel 65	Artikel 87
Artikel 66	Artikel 88
Artikel 67	Artikel 89
Artikel 68	Artikel 90
Artikel 69	Artikel 91
Artikel 70	Artikel 92
Artikel 71	Artikel 93
Artikel 71bis	Artikel 94
Artikel 72	Artikel 65
Artikel 73, § 1	Artikel 66
Artikel 73, § 2	Artikel 78
Artikel 74	Artikel 67
Artikel 75	Artikel 68
Artikel 76	Artikel 64
Artikel 77	Artikel 75
Artikel 78	Artikel 77
Artikel 79	Artikel 69
Artikel 80	Artikel 70
Artikel 81	Artikel 71
Artikel 82	Artikel 72
Artikel 83	Artikel 73
Artikel 84	Artikel 74

Artikel 85	Artikel 76
Artikel 86, 1°	Artikel 63
Artikel 86, 2° en 3°	Artikel 79
Artikel 87	Artikel 62
Artikel 88	Artikel 95
